

**LINE PAGE 3**

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,20 m.  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,  
13 fr.; Canada, \$ 0,65; Danemark, 3,50 kr.;  
Espagne, 30 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce,  
20 dr.; Iran, 49 rials; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.  
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
1 fl.; Portugal, 15 esc.; Soudan, 2,25 kr.;  
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 10 n. din.

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Télex Paris n° 630518  
Tél. : 246-72-23

est une visite officielle très  
ce qu'a entamée lundi M. Leo-  
Brejnev : le nouveau chef  
l'Etat soviétique ne restera  
France qu'un peu moins de  
s jours. C'est également une  
le très discrète, puisque le  
séro un soviétique limitera au  
muni ses apparitions à Paris.

M. Brejnev a été accueilli à Ory, ce lundi 20 juin, en fin de matinée, après une garde exceptionnelle. C'est un coup de chance ont été tirés, comme on s'est dit, par le général de l'Union P.C. soviétique, qui n'était pas encore chef d'Etat en 1971, mais en outre son avion a été escorté à partir de la frontière française par quatre Mirage F-1 de l'armée de l'air. Après avoir été salué par M. Giscard d'Estaing, M. Brejnev a passé en revue, en sa compagnie, un détachement militaire comprenant des soldats de la division de l'assaut Normandie-Midi, qui combattit au côté des forces soviétiques pendant la seconde guerre mondiale.

Le chef de l'Etat soviétique devait gagner ensuite Rambouillet, où il aura, lundi après-midi et mardi matin, deux entretiens en tête à tête avec le président de la République. Ce n'est que mardi après-midi qu'il se rendra à Paris pour une cérémonie à l'Arc de triomphe, suivie d'une réception à son ambassade, et d'un dîner à l'Elysée.

A Moscou, l'agence Tass rappelle que la France et l'U.R.S.S. ont signé l'an dernier un accord tendant à prévenir le déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire et ajoute : « Il faut espérer que cet accord amorcera d'autres actions soviéto-françaises visant à prévenir le risque d'un conflit nucléaire. »

Ce commentaire de l'agence Tass donne une indication sinon sur les textes et accords qui seront signés, mercredi, à Rambulout (il est trop tôt pour aller bien au-delà, au cours de la présente visite, de la déclaration générale et des deux autres textes sur la détente et la prolifération nucléaire déjà mis au point, comme nous l'annoncions dans notre dernier numéro), du moins sur la philosophie qui les inspire. Elle donne sur ces conversations pour l'instant, mais les chances sont très faibles de le voir accépter. En 1973, Paris jugeait que l'accord soviéto-américain risquait d'impliquer la sortie de l'« condominium » des deux grandes puissances sur d'autres pays. Washington et Moscou se réservaient d'intervenir dès toute crise dès l'instant qu'elle risquait de dégénérer — ce qui est une tâche difficile de déterminer la réalité du risque — en affrontement nucléaire.

M. T.

(Lire la suite page 4)

- Le P.C. juge «préoccupant» le langage de M. Mitterrand sur l'actualisation du programme commun
- La minorité du parti socialiste (CERES) renonce à être une «tendance organisée»

Au terme des travaux du congrès du P.S., qui a siégé de vendredi à dimanche près de Nantes, M. François Mitterrand a confirmé et accentué son emprise sur sa formation, au sein de laquelle la minorité constituée par le CERES a renoncé à être une « tendance organisée ».

Le premier secrétaire a fixé au parti d'ambitieux objectifs, après avoir souhaité que la gauche en termine au plus tôt avec l'actuel

sation du programme commun, qui fait l'objet de nouvelles réunions des partis signataires mardi matin 21 juin et jeudi après-midi.

Cette prise de position est jugée « préoccupante » par le parti communiste, et M. Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., pose la question de savoir si « François Mitterrand porte désormais plus d'intérêt au programme du P.S. qu'au programme commun ».

Député l'automne 1970, M. François Mitterrand était tout souvent appelé à l'Assemblée nationale. Il se comporta comme un leader de l'opposition soucieux de rassurer et d'arrondir les angles, pour attirer à gauche les votes. Mais il fut aussi, une vaste que possible, plutôt que d'entraîner et de galvaniser les ceux qui étaient déjà acquis à sa cause, d'un pas exemplaire, à la dérive, au vu du climat social face à M. Raymond Barre. A engager le fer sur le terrain de la politique générale et à exploiter le désordre qui se manifestait dans le gouvernement.

Sans doute concevant du trou-

ble que cette attitude pouvait sembler de l'ensemble de la gauche, M. Mitterrand se mit secrètement à la barre, d'insister sur le caractère d'urgence de la situation, d'insister sur le fait que le gouvernement ne fut-ce que malvaux n'aurait pas le droit de se laisser après sa prestation du 12 mai — il entraîner et de galvaniser les ceux qui étaient déjà acquis à sa cause, d'un pas exemplaire, à la dérive, au vu du climat social face à M. Raymond Barre. A engager le fer sur le terrain de la politique générale et à exploiter le désordre qui se manifestait dans le gouvernement.

Sans doute concevant du trou-

truite créés au parti et dans les journaux de l'F.S. a redressé, en termes de formation. Parlant de la démission de la Beaulieu — pour démentir les rumeurs qui avaient couru — il a déclaré que le parti n'avait pas de télévision du tout, mais qu'il se redonne un plus d'une fois par semaine, en montrant les campagnes de l'hiver 1966 et du printemps 1974. Il s'est adressé à plusieurs reprises au grand public et a déclaré : « Je vous prie sa confiance en l'avenir — c'est alors — carrement, créons la dynamique. Soyons sûrs de nous et de la clarté de nos idées et de la vision à l'égard de ceux qui a fournissent des instructeurs aux armées du fascisme et de l'argent à la police. » Il a déclaré : « Je suis sûr que ce sera en lui et l'homme d'un christianisme qui se veut plus proche de ses origines ou plus proche de ses idées, et offre un modèle le régime arabe. » La majorité n'a pas été oubliée.

(Lire page 19 l'article de ALFRED SAUVY.)

● LE CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION, TENTE DE RÉSOUDRE LE PROBLÈME DE LA FAIM.

(Lire page 40. *Portrait d'ALAIN GIRAUDO.*)

**La conférence de Belgrade ne doit pas devenir un tribunal**  
nous déclare le président de la République finlandaise

**Helsinki.** — Grand, chaste depuis ses jeunes années, le regard aligné derrière de grosses lunettes, M. Otto Kekkonen se considère, et est considéré par le plupart de ses compatriotes comme une sorte de président à vie de la République finlandaise. En pour la première fois en 1956, et constamment réélu, il compte solliciter l'en prolongation d'un nouveau mandat qui devrait lui permettre de rester en fonction jusqu'en 1984, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. (L'âge de quarante ans est la limite).

Le secret de la longévité politique de M. Kekkonen est pour une grande part le crédit dont il jouit auprès des dirigeants socialistes, qui votent l'acte final d'Helsinki en 1975, « la conférence de Belgrade ne doit pas devenir un tribunal », estime-t-il.

Quelle signification peut être attribuée à la récente réorganisation du gouvernement finlandais et notamment à l'entrée de communistes dans le cabinet ?

De notre envoyé spécial

solides doit reposer sur les parties du centre et de la gauche. Voilà

dance majoritaire du P.C. (1) réagissent d'une manière positive au patriotisme finlandais. Cela s'est révélé sincèrement un soutien à une session de télévision, il y a quelques jours.

— Au cours de son histoire, la politique finlandaise a trop souvent dû reposer sur son caractère d'« État tampon » entre les rivalités et de courtes durées. Personnellement, j'ai acquis, dès les années 30, une conviction dans les conditions finlandaises, la base gouvernementale la plus durable et politiquement la plus

que cette solution se soit révélée possible une fois de plus. Nous avons hérité d'une situation majoritaire solide dans la difficile situation économique que nous connaissons actuellement.

» Je n'ais souvent intervenu dans le débat sur le rôle des communistes dans la politique gouvernementale. J'ai observé que ce problème dans l'un de mes dis-

Propos recueillis par  
**MICHEL TATU.**  
(Lire la suite page 7.)

**LE FESTIVAL DU FILM**

## De notre envoyé spécial

dance majoritaire du P.C. (1) réagissent d'une manière positive au patriotisme finlandais. Cela s'est révélé clairement au cours d'une émission de télévision, il y a quelques jours.

Propos recueillis par  
**MICHEL TATU.**  
*(à la suite page 7.)*

**AU JOUR LE JOUR**

## Rêves

La chose est donc bien claire : quand le secrétaire d'Etat aux universités déclare publiquement que le programme commun de la gauche est un cauchemar interdit aux universitaires, ce n'est pas de la politisation, mais quand un universitaire consigne que la politique du gouvernement, et singulièrement celle du secrétaire d'Etat aux universités, ce n'est pas le rêve, alors oui, c'est de la politisation.

Il est vrai que Mme Sautier-Seiffé donne souvent envie aux universitaires de se pincer. Rêves noirs ou rêves roses, refuser de se laisser endormir, est-ce aussi de la politisation ?

**ROBERT ESCARPIT.**

## LE FESTIVAL DU FILM D'ANIMATION A ANNECY

# Une nouvelle mythologie

Les Onzièmes Journées Internationales du cinéma d'animation, du mouvement créé « image par image », qui viennent de se tenir à Annecy, de mardi à dimanche, ont à nouveau permis une confrontation à l'échelon mondial de l'état actuel d'une forme d'art autonome et déjà centenaire. Les vingt pays du monde ont participé à la compétition, suite d'une sélection difficile qui avait porté sur quelque six cent cinquante envois. On ne peut dire que ce fut une grande (double) année, pour parler comme les viltuteurs, en ce sens qu'elle n'a pas apporté de révélation sensationnelle, à la taille d'un John Hubley ou d'un Alexeïeff, encore que Marlene Leao, la présidente des festivals d'animation, se fût dressée.

**JEAN-MARIE DUNOYER**

(Life page 28.)

L'exposition des matériels  
d'armement terrestre de Sa

venant à Paris, M. Brejnev  
se surmonte de nombreux  
asp. Alors qu'il a dû renou-  
ver l'instant à son voyage  
hington et que les « russes »  
américains sont complot-  
par la question des droits  
mises et par de profondes  
en un matière de désar-  
et, le nombre un soviétique  
puer que tout ne la pas  
sur P.U.R.S.S. sur la scène  
tionale. Sa démarche ne  
pas, pour l'essentiel, les  
de la politique française,  
elle consacre la France  
« royale de leader des puis-  
« moyennes ». Paris, pour  
ne peut guère donner  
tion à Moscou sur tous les  
soutiens, en particulier  
domaine du désarmement.

tant donc pas s'attendre à  
ultimes spectaculaires. Les  
que les deux hommes vont  
à Missine de leur rencontre  
tiendront sans doute pas  
des surprises, encore qu'on  
avec intérêt celui dans  
chaque partie définissant sa  
ion de la détente. C'est la  
e fois qu'une telle tenta-  
t faite pour ôter à ce  
quelque peu galvanisé  
des ambiguïtés dange-  
reux charrie et qui expi-  
pour beaucoup le direc-  
construit à Moscou.


**ROBERT LAFFONT**

Le premier livre paru en Europe  
sur la présidence de Jimmy Carter  
qui mérite d'être publié aux Etats-Unis.

Pierre Salinger

# MARC ULLMANN

## 4 ans pour changer le monde

Collection Libertés 2000

(1) Le P.O. finlandais est divisé en deux tendances : l'une, minoritaire, dite « stalinienne », très proche de l'U.R.S.S., l'autre, majoritaire, qui a pris ses distances à l'égard de Moscou.



# AMÉRIQUES

## Chili

### Le sénateur communiste Jorge Montes est échangé contre onze détenus politiques de R.D.A.

Bonn. — Pour la deuxième fois en quelques mois, le Chili a échangé des prisonniers avec un pays de l'Est (1). L'ancien sénateur communiste Jorge Montes a été libéré le samedi 19 juin en échange de onze détenus politiques des prisons est-allemandes. La transaction a été annoncée par les autorités chiliennes et confirmée à Bonn par M. Egon Franke, ministre des affaires intérieures.

De notre correspondant

Le peuple et le gouvernement de la R.D.A. pour leur aide, et qualifié sa libération de « grande victoire sur la dictature militaire du Chili ». L'agence est-allemande A.D.N. a annoncé la libération de M. Montes sans parler de celle des onze détenus.

M. Montes, cinquante et un ans, qui était détenu au Chili depuis juillet 1974, est arrivé dans l'après-midi à Francfort, venant de Santiago par un avion régulier des lignes chiliennes. Il a été accueilli par Mme Ingrid Gevert, ambassadrice du Chili à Bonn, qui lui a remis un passeport chilien puis l'a confié à un directeur du ministère des affaires intérieures. M. Montes a alors gagné en hélicoptère le poste frontière de Herleshausen, entre la R.F.A. et la R.D.A., où il a été remis aux autorités est-allemandes en même temps qu'étaient libérés les onze prisonniers.

Le gouvernement fédéral a simplement indiqué qu'il s'agissait d'« Allemands », en se refusant à faire la distinction entre les citoyens de la République fédérale d'Allemagne et ceux de la République démocratique allemande. Deux des prisonniers avaient été condamnés à la détention à perpétuité, les autres à des peines allant de sept à quinze ans, la plupart pour avoir participé au mouvement de libération de la R.D.A. Contrairement à ce qui se passe d'habitude, les personnes libérées n'ont pas été amenées à Gießen, mais remises directement à des parents. Le plus âgé d'entre elles, un homme de soixante-quinze ans, condamné à la détention à vie, qui a déjà passé vingt et un ans de prison, a été conduit dans un hôpital.

## ASIE

### LOIN DES CAPITALES

## Sian « libère ses énergies »

QUEL est actuellement le problème le plus important pour la municipalité de Sian ? « Le plus important, à l'heure actuelle, est d'approfondir la critique et la dénonciation de la « bande des quatre », afin d'éliminer son influence, et, grâce aux énergies ainsi libérées, d'accélérer le rythme de notre développement ».

Il faut s'y attendre. Les représentants de la municipalité ne pouvaient donner que cette réponse, parfaitement stérilisée mais d'une stricte orthodoxie, preuve de leur attention aux mots d'ordre venus de Pékin. Simple et prudent conformisme, ou bien la crise consécutive à la mort de Mao Tse-toung a-t-elle secoué la capitale du Shensi comme d'autres villes de la province chinoise ?

On n'est pas fier, ici, de la « stabilité des équipes dirigeantes », qui ont, semble-t-il, traversé jusqu'à présent la tempête sans changements notables. A y regarder de plus près, on découvre tout de même que divers responsables ont encore « soumis à autocritique » : deux au sein du comité du parti d'une commune populaire de la banlieue, un autre, même rang à l'usine textile numéro trois, deux encore dans un autre établissement industriel.

« Vous comprenez, nous explique-t-on, la situation varie beaucoup d'une unité à l'autre. A l'usine de porcelaine de la marque Le Chameau, le plan de production, pour l'année 1976, n'a pu être accompli, mais il a été dépassé, au contraire, à l'usine de fabrication de brouettes Vent d'Est... »

— Sian a-t-il connu un problème d'ordre public ?

« Il y a eu des manifestations d'anarchisme, des cas de pillage, des attaques aux violences. — Est-il exact, comme des voyageurs l'ont rapporté, que des exécutions capitales ont eu lieu à la suite de ces incidents ? (Le village se dit un peu, et la confirmation vient sous la seule forme où elle peut être donnée.) — Les criminels ont été punis conformément à la loi. »

Tout n'a donc pas été, à Sian, de tout repos. Et pourtant, ce temps de crise paraît déjà lointain. Et, en fait, le village se dit un peu, et la confirmation vient sous la seule forme où elle peut être donnée.) — Les criminels ont été punis conformément à la loi. »

La campagne, avec ses charrettes à ânes, que leur propriétaire mène en somnolant, la pique au bec, pénètre jusqu'au cœur de la ville. Et, avec elle, le « marché rural », où se vendent les produits des lopins individuels. Assis sur leurs salons au bord du trottoir, dans ces mêmes vêtements, nous voyons les habitants de la ville, les photographes du siècle dernier, les paysans offrent

## AFRIQUE

### Madagascar

#### LE PARTI MONIMA SE RETIRE DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE

A l'occasion de l'ouverture, samedi 18 juin, de la campagne pour les élections fixées au 30 juin, les autorités malgaches ont confirmé leur intention de créer un parti unique. Lors d'une réunion populaire tenue à Antsirabé, M. Justin Rakotonirainy, premier ministre, a confirmé que les actions actuelles du Front national pour la défense de la révolution socialiste malgache, qui regroupe cinq organisations révolutionnaires, dont celle du président Didier Ratsiraka, l'« avant-garde de la révolution malgache » (A.R.E.V.), visent à la mise en place d'un tel parti.

Il semble qu'il y ait un rapport direct entre cette annonce, et celle de la rupture de la coalition gouvernementale par le parti d'extrême gauche Monima, dont le leader est M. Monja Jaona. Ce dernier a décidé samedi de se retirer du Front national et de l'ensemble des instances dirigeantes. Il préconise l'abstention aux prochaines élections.

Le Monima comptait deux membres, MM. Didotony Mahiranga et Ralaidivy, au Conseil suprême de la révolution, qui dirige le président Didier Ratsiraka, et deux autres au gouvernement (Didotony Mahiranga, ministre de l'Art et de la Culture révolutionnaire. Il reproche aux dirigeants malgaches d'avoir copié « un grand nombre de structures » du parti social-démocrate de l'ancien président Tsiranana.

### Angola

M. JOSE VAN DUNEM, ancien ministre, présente comme l'un des principaux responsables du parti socialiste portugais, trois cents délégués de trente-cinq pays et de douze organisations internationales, en présence des leaders des mouvements de libération d'Afrique australe, MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, co-présidents du Front patriotique du Zimbabwe

### Mozambique

#### LE PRÉSIDENT MACHEL DÉNONCE L'INVASION DE SON PAYS PAR L'ARMÉE RHODÉSIE

Le chef de l'Etat mozambicain M. Sáenz, Machel, a accusé samedi 18 juin la Rhodésie de mener une « guerre ouverte » contre son pays. Il a demandé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner la situation créée par les « agressions » de Salisbury.

Dans un discours radiodiffusé, M. Machel a souligné que son pays était actuellement la cible de la plus grande opération militaire jamais lancée contre le Mozambique. Les attaques rhodésiennes, a-t-il dit, ont « rendu l'ampleur d'une invasion ». Il a précisé que « la ville frontalière de Espunguero (province de Manica) était occupée par les forces de Salisbury qui massacraient les populations civiles ».

M. Machel a lancé un « appel à la communauté internationale tout entière pour qu'elle apporte

sa contribution au renforcement de notre capacité de défense et la reconstruction des régions ravagées par les racistes rhodésiens ». A cet égard, il semble que le président mozambicain a demandé aux quatre autres pays « la ligne de front » une aide substantielle.

A Salisbury, le premier ministre M. Smith, a « démenti catégoriquement » la présence de l'armée au Mozambique. Le gouvernement rhodésien a, dimanche, les Etats-Unis et Grande-Bretagne, a envoyé des observateurs sur la frontière mozambicaine, afin de vérifier les assertions de Machel.

A Londres, le Foreign Office a annoncé qu'il continuait de travailler avec les partenaires européens des suites à donner à la demande mozambicaine de saïra Conseil de sécurité. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

### A Lisbonne

#### LA CONFÉRENCE CONTRE L'« APARTHEID » CONDAMNE LA COOPÉRATION DES PAYS OCCIDENTAUX AVEC LES RÉGIMES MINORITAIRES D'AFRIQUE AUSTRAL

Lisbonne (A.F.P.). — La Conférence mondiale contre l'« apartheid », le racisme et le colonialisme en Afrique australe, achevée ses travaux, dimanche 19 juin à Lisbonne, par une condamnation de la coopération des pays occidentaux avec les régimes minoritaires blancs d'Afrique australe et l'annonce d'un programme d'aide aux mouvements de libération africains. Elle a exprimé son « appui total » au rôle joué en Afrique australe par les pays socialistes, en particulier l'Union soviétique.

La conférence avait réuni depuis jeudi 18 juin, sous la présidence de M. José Magalhães Godinho, membre du parti socialiste portugais, trois cents délégués de trente-cinq pays et de douze organisations internationales, en présence des leaders des mouvements de libération d'Afrique australe, MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, co-présidents du Front patriotique du Zimbabwe

(Rhodésie), Oliver Tambo, président du Congrès national africain d'Afrique du Sud, et Nujoma, président de la S.W.A.P. (South West African People's Organisation) de la Namibie.

Dans sa déclaration finale, la conférence condamne les régimes d'apartheid en Afrique australe, Israël, l'Italie et l'Espagne du Sud pour leur collaboration militaire avec l'Afrique du Sud. Parmi ces pays, la France, la R.F.A., les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont aussi condamnés pour l'assistance qu'ils apportent à l'apartheid dans le domaine nucléaire. En ce qui concerne la Rhodésie, la conférence exige que les pays occidentaux respectent les résolutions de l'ONU sur les sanctions économiques contre le gouvernement de ce territoire. Elle demande aux pays producteurs de pétrole d'interdire toute livraison aux compagnies qui font commerce avec la Rhodésie.

### Philippines

#### LE PRÉSIDENT MARCOS PROSCRIT L'UTILISATION DE LA TORTURE

Manille (The Times). — Répondant à l'appel du président Carter pour le respect des droits de l'homme, le président Marcos, qui a proclamé l'état d'urgence il y a cinq ans, a proscrit l'utilisation de la torture et a ordonné l'arrestation de quatre officiers accusés d'avoir fait subir des sévices à une femme arrêtée pour des motifs politiques, en avril.

Le chef de l'Etat philippin a également ordonné à l'armée de restituer au pouvoir judiciaire civil les milliers de prisonniers détenus sans jugement en vertu de la loi martiale.

Apparemment décidé à donner des satisfactions à ses alliés occidentaux, M. Marcos a annoncé qu'il allait mettre un terme à l'existence des tribunaux militaires créés après que la Constitution eut été abrogée, en 1972.

### Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. TEAD forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

• Gestion financière  
• Gestion du Personnel  
• Etude du Produit et Distribution  
• Publicité et Relations publiques  
• Commerce international

Trois ans d'études. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT Enseignement supérieur privé 8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 261.61.14 demandez notre documentation

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Niveau d'études \_\_\_\_\_

هنا ان الاصل



## AFRIQUE

## DIPLOMATIE

EN VISITE PRIVÉE A PARIS

**M. Kaunda, chef de l'État zambien sera reçu par M. Giscard d'Estaing**

M. Kenneth Kaunda, chef de l'État zambien, était attendu à Paris lundi 20 juin en fin de journée pour une visite privée de deux jours. Il sera mardi l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing et tiendra ensuite une conférence de presse.

M. Kaunda, qui devrait séjourner lundi après-midi une nuit officielle en Afrique, a déclaré samedi à l'agence de presse officielle de son pays que les régimes des minorités blanches d'Afrique australe sont assis sur le sommet d'un volcan qui va bientôt exploser. Il a qualifié M. Smith de « raciste inébranlable », avec qui il est impossible de négocier. En fin de compte, il a lancé une mise en garde aux pays occidentaux, qu'il considère comme partiellement responsables de la situation actuelle en Afrique du Sud, parce qu'ils n'ont cessé depuis des années de livrer des armes à Pretoria.

— PORTRAIT —

### « Gentil géant... »

« Gentil géant » de l'Afrique australe — un surnom que lui valent sa haute taille et son apparente bonhomie — M. Kenneth Kaunda a consacré une bonne partie de sa carrière à la quête laborieuse et souvent vaine d'un modus vivendi avec le « pouvoir blanc » installé au sud du Zambie. Il a tenté à plusieurs reprises d'empêcher un conflit généralisé en Afrique australe tout en mesurant mieux, au fil des années, la vanité de ses efforts et peut-être également le déclin de son influence personnelle.

Né en avril 1924 à Lubwa, dans le nord de la Zambie, M. Kaunda est le fils d'un pasteur méthodiste presbytérien envoyé dans cette région en 1904. Après des études secondaires à Lusaka, il revient à Lubwa en 1943, d'abord comme instituteur puis comme fermier. Il se lance alors avec succès dans la politique, et on le retrouve, dès 1953, secrétaire général de la branche « Rhodesie du Nord » (Zambie) du Congrès national africain (ANC).

Interné deux mois en 1955 pour possession de littérature interdite, il rompt avec l'ANC trois ans plus tard pour former le Congrès national de Zambie, qui sera interdit en 1959. Le jeune dirigeant zambien retourne alors pour neuf mois en prison et, dès sa sortie, prend la tête d'un nouveau parti, l'UNIP (parti unifié pour l'indépendance nationale), lequel remporte plus tard les élections générales le 22 janvier 1964. M. Kaunda est ainsi le plus jeune premier ministre du Commonwealth et, à ce titre, négocie l'indépendance de la République de Zambie, dont il devient le président le 24 octobre de la même année.

« K. K. », comme on l'appelle en Afrique, sera réélu à la tête de l'État en 1968 et en 1973, non sans avoir dû surmonter plusieurs crises internes et trans-

former l'UNIP en un parti unique (février 1972). Il se fait d'ailleurs davantage connaître par ses déclarations avec ses voisins d'Afrique australe que par l'adoption de ses réformes internes ou la création de l'« humanisme » sincère, mais vague, qu'il prône.

A l'échelle régionale, le capitaine zambien est devenu un carrefour, et le président Kaunda participe à toutes les négociations sur l'avenir de l'Afrique australe. En janvier 1973, il ferme la frontière de son pays avec la Rhodésie et, le 25 août 1975, il accepte de reconnaître M. Vorster, le premier ministre sud-africain. La Zambie accueille alors sur son territoire plusieurs mouvements de libération. En 1975, pendant le conflit anglo-sud-africain, M. Kaunda prend le parti de l'UNITA de Jonas Savimbi.

Les adversaires de M. Kaunda lui reprochent ses lourdeurs administratives, ses cinq pays indépendants de la région (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) forment un club de la ligne de front, pour coordonner la lutte contre le « pouvoir blanc », la présidence en déchoit à M. Julius Nyerere, le président tanzanien, et non à son allié zambien.

M. Kaunda a longtemps espéré que le « pouvoir blanc » saurait en réformer. Ses déclarations, surtout depuis deux ans, laissent penser qu'il croit de moins en moins à cette éventualité. Il offre maintenant l'hospitalité aux bases armées de M. Joshua Nkomo, coprésident du Front patriotique du Zimbabwe. Personnage haut en couleur, il fait désormais figure de compagnon de route que d'animateur de la politique régionale.

Mais, sur la scène zambienne, il serait bien difficile de lui imaginer un rival ou un successeur.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Réunie à Paris

### L'ASSEMBLÉE DE L'U.E.O. DISCUTE LE RAPPORT D'UN COMMUNISTE ITALIEN SUR LE C.S.C.E.

Les travaux de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) (1), qui tient sa vingt-troisième session à Paris du 20 au 22 juin, seront principalement consacrés à la coopération européenne en matière d'armement et

aux suites de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Sans doute stimulée par la création d'un organisme rival, le Groupe européen indépendant de programmes ou « groupe de Rome » (qui réunit tous les membres européens de l'alliance atlantique, y compris la France), l'U.E.O. a, le 31 mai 1976, donné un mandat à son comité permanent des armements, créé vingt ans plus tôt. Ce mandat demeure cependant mystérieux et sa teneur n'a pas été communiquée à l'Assemblée. Les débats de la vingt-troisième session permettront peut-être d'en savoir davantage.

Quant aux discussions de l'U.E.O. sur la C.S.C.E., elles reposent sur le rapport d'un communiste italien, M. Segre. La commission politique de l'Assemblée a adopté le 9 mai le rapport de M. Segre par ses voix contre une et une abstention (le Monde du 11 mai). Le rapporteur conclut que « la sagesse et le réalisme incitent à prévoir une évolution lente, inégale » dans les domaines couverts par la C.S.C.E. Son unique opposant en commission, sir Frederic Bennett (conservateur britannique), rétorque que M. Segre, « en dépit d'efforts honorables et sincères, a été chargé de concilier l'inconciliable » et que, « pour rester fidèles aux principes fondamentaux » de la C.S.C.E., « nous sommes forcés d'engager l'Union soviétique à accepter les idées de l'Occident ».

L'Assemblée devra élire un nouveau président, qui succèdera à M. Meslier (député R.P.F. de l'Oise). L'ancien ministre de la Défense orléanais, M. von Massel, est candidat.

(1) L'U.E.O., créée en 1955, groupe l'Allemagne fédérale, le Benelux, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Ouganda

**UN JOURNAL DE NAIROBI ANNONCE LA « DISPARITION » DU PRÉSIDENT IDI AMIN**

(De notre correspondant en Afrique orientale)

Nairobi. — Le maréchal Idi Amin a-t-il disparu ? C'est ce que rapporte, dans ses éditions de lundi 20 mai, le Daily Nation de Nairobi, tout en affirmant que des « milliers » de soldats ont été mobilisés pour le retrouver. Cette information, faite de conjectures, doit être accueillie avec de sévères réserves.

Voici les faits rapportés par le quotidien kenyan : samedi matin, la voiture du président ougandais avait disparu des routes de l'est, non loin de l'aéroport d'Entebbe. Le maréchal se serait échappé et n'aurait pas reparu pendant le week-end. Les auteurs de l'attentat, deux hommes armés, auraient également disparu.

Contacté par le Daily Nation au poste de commandement, le bureau du maréchal Amin, le général Mustafa Adria, vice-président de la République, aurait confirmé la disparition du président ougandais. « Si vous le trouvez, contactez immédiatement l'Ouganda », aurait-il répondu.

Toujours selon le quotidien de Nairobi, des milliers de soldats et de policiers auraient patrouillé dans le secteur d'Entebbe pendant le week-end. Des membres de l'armée ougandaise auraient été tués. L'armée aurait été mise en état d'alerte, notamment sur la frontière du Kenya. Le maréchal Amin n'aurait pas été vu en public depuis vendredi.

Ces affirmations sont accueillies avec une grande prudence à Nairobi. Le maréchal Amin a déjà « disparu » dans le passé, notamment à la suite de l'attentat manqué de juin 1976. On avait alors annoncé qu'il avait été blessé par un éclat de grenade, ce qui n'était pas vrai. Le Daily Nation est pour l'instant le seul à rapporter qu'il attendait à son lieu samedi dernier.

PAUL BALTA.

J.C. P.

Algérie

**La libération prochaine de plusieurs détenus français s'inscrit dans une « dialectique de gestes d'apaisement »**

souligne M. Bouleflika

**M. Giscard d'Estaing « exprime son appréciation »**

Le président Giscard d'Estaing a « exprimé son appréciation de la décision prise par les autorités algériennes de libérer un certain nombre de Français détenus en Algérie, et de faciliter cette décision dans la perspective de l'amélioration des relations entre l'Algérie et la France », a annoncé un communiqué de l'Elysée publié dimanche 19 juin. Le même jour, en

fin de matinée, M. Bouleflika, ministre algérien des affaires étrangères, avait annoncé que plusieurs détenus français — dont deux ingénieurs stéphanois condamnés pour espionnage économique — allaient être libérés incessamment. Il avait souligné que cette mesure s'inscrivait dans une « dialectique de gestes d'apaisement » décidée par Alger.

De notre correspondant

et Chaudard bénéficiaient d'une mesure de grâce à l'occasion de l'élection de M. Boumedienne à la présidence de la République. La nouvelle de leur libération ayant été annoncée, par la presse, alors qu'elle n'avait pas été officiellement notifiée, les dirigeants algériens avaient eu l'impression que Paris avait organisé une fuite calculée pour faire pression sur eux. Depuis la visite de M. Giscard d'Estaing, les griefs d'Alger à l'égard de la France étaient nombreux et portaient aussi bien sur des questions de fond que de forme. Ainsi la suspension des Algériens avait été mise à l'épreuve lorsque le chef de l'Etat avait ostensiblement prolongé sa visite au Maroc, alors qu'il avait décliné l'invitation de passer une nuit supplémentaire à Alger. Par la suite, il avait, de Tunis, de concert avec M. Bourguiba, adressé à Hassen II un message qui pouvait paraître discourtois et inquietant pour M. Boumedienne.

Ces détails prennent d'autant plus d'importance, que la France s'est nullement chargée à rééquilibrer ses échanges avec l'Algérie en lui achetant davantage de pétrole et, tout en proclamant sa neutralité dans la crise du Sahara occidental, avait pris, en fait, parti pour le Maroc et la Mauritanie.

Il semble que MM. Pellico et Chaudard aient fait les frais de cette situation. Lors de leur visite

à Alger le 11 et 15 février, M. et Mme Edgar Faure avaient plaidé la cause des deux ingénieurs. En effet, dans un souci d'apaisement, les familles ne s'étaient pas pourvues en cassation, alors que les irrégularités avaient été nombreuses et que les charges retenues contre eux étaient relativement faibles. Le président Boumedienne avait promis de faire un geste. Il a tenu parole, bien que sa décision ait été différée de quatre mois.

L'attaque du Front Polisario contre Zouérate, le 1<sup>er</sup> mai, et la vivacité de la réaction française contre l'Algérie, avaient représenté un nouveau rebondissement de la passion d'apaisement. Dans sa déclaration, M. Bouleflika souligne une fois de plus que l'Algérie ne peut être tenue pour responsable de l'attaque de Zouérate. Il rappelle aussi que son pays a traditionnellement aidé tous les mouvements de libération, mais il réaffirme la disponibilité d'Alger « pour contribuer à faciliter les contacts et le dialogue entre les représentants du Front Polisario et le gouvernement français ».

En prenant cette mesure à l'égard de MM. Pellico et Chaudard, l'Algérie peut espérer réduire la tension entre les deux capitales et favoriser une détente qui serait particulièrement appréciée des deux communautés : française en Algérie et algérienne en France.

PAUL BALTA.

### A travers le monde

Chypre

MGR MAKARIOS, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'CHYPRE, a déclaré dimanche 19 juin, à son retour à Chypre, que « le peuple chypriote ne fera pas d'autres concessions à l'égard de la République de Vienne et de Nicosie, ni à l'égard de la République de Chypre ». Il a souligné que « la promotion de la coopération avec tous ses partenaires, et en l'occurrence avec la France (...), était une constante de la politique extérieure de l'Algérie ». Il a noté également que son pays n'avait « cessé de multiplier ses gestes unilatéraux de bonne volonté (...) » et que son comportement constituait « un geste de loi de l'accomplissement et l'élévation de la coopération algéro-française ». Le gouvernement algérien, manifestant encore son souci de donner une impulsion nouvelle aux relations algéro-françaises, a décidé de poursuivre son action dans le cadre d'une dialectique de « gestes d'apaisement ».

Une précédente déclaration, faite janvier par M. Bouleflika, avait déjà laissé penser que MM. Pellico

et l'opposition, et voyant la tenue de ces élections. — (Reuters).

Nouvelle-Guinée

LES PREMIÈRES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, depuis que ce pays est devenu indépendant en 1975, ont commencé samedi 18 juin en Papouasie Nouvelle-Guinée. — (Reuters).

Pays-Bas

UNE CENTAINE DE JEUNES MOLUQUOIS ont été brisés des victimes de la violence des barbares samedi 18 juin autour du quartier motorisé de Culemborg, dans le centre de la Hollande. Un jeune Moluquois a été arrêté. — (A.F.P.).

République démocratique allemande

L'ACTEUR ET CHANTEUR CONTESTATAIRE MANFRED KRUG, dont les disques avaient été retirés de la vente, a été autorisé à émigrer en F.R.G. avec sa famille. Il a renoncé à sa nationalité allemande. — (A.F.P.).

République Sud-Africaine

DOUZE PERSONNES au total ont trouvé la mort au cours des incidents, qui ont marqué le premier anniversaire des émeutes de Soweto (le Monde du 18 juin). D'après la police, trente-trois personnes au moins ont été blessées, et deux cent soixante-dix-huit ont été arrêtées. D'autre part, Breyten Breytenbach devait comparaitre de nouveau devant la Cour suprême de Pretoria, lundi 20 juin. Ses charges portent contre le poète, qui purge déjà, depuis novembre 1976, une peine de neuf ans de prison en vertu de la loi sur le terrorisme, et qui est notamment accusé de tentative d'évasion. — (A.F.P.).

Suisse

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DU CANTON DE TESSIN, M. Fabio Vassalli (démocrate-chrétien), a donné sa démission à la suite du scandale de la filiale de Chiasso du Crédit suisse. Une enquête a en effet révélé qu'il avait touché des pots-de-vin importants de la société Texon. — (Corresp.).

Turquie

M. SULEYMAN DEMIREL, PREMIER MINISTRE SORTANT, a rejeté les propositions qui lui ont été faites par M. Bulent Ecevit, président du parti républicain du peuple (social-démocrate), chargé de former le nouveau gouvernement. M. Ecevit avait demandé que le leader conservateur des membres de son parti libère de voter ou non la confiance, au gouvernement qu'il formerait. — (A.F.P.).

Yugoslavie

UN APPAREIL ANTONOV-26 des lignes intérieures bulgares transportant cinquante personnes a été abattu samedi 18 juin par un homme armé d'un revolver. Le pilote, un Bulgare, a été tué et transporté à Londres ou à Munich. Le pilote réussit à poser l'appareil à Belgrade. Après trois heures de négociations, les autorités yugoslaves, aidées par des représentants de l'Union soviétique, ont obtenu la reddition du pilote. — (A.F.P.).

UNE BOMBE A EXPLOSE dimanche matin 19 juin à bord du train international Dortmund-Albiens, alors qu'il traversait la Slovaquie. On compte un mort et huit blessés. — (A.F.P.).



### Bernard-Henri Lévy La barbarie à visage humain

« A des idées importantes — que l'on situera à coup sûr, dans le champ de la politique — vous avez donné, chose rare, le grain d'une écriture ».

Roland Barthes / Les Nouvelles Littéraires.

« Voici un livre qui va faire scandale. Enfin. Philosophes, actionnaires du concept, hommes politiques, militants, universitaires, vont devoir compter avec cette interpellation passionnée ».

Philippe Sollers / Le Monde.

Collection « Figures ».

grasset

## énergies

Mozambique

LE PRÉSIDENT MACHEL DEMONTE LA COALITION D'INVASION DE SON PAYS PAR L'ARMÉE RHO-

A Lisbonne

LA COAFERENÇA CONTRA L'APARTHEID CONDENNA A COOPERAÇÃO DOS PAIS DO NOROCCIDENTE COM OS REGIMES MINORITÁRIOS D'AFRICA



# DIPLOMATIE

## LA VISITE EN FRANCE DE M. LEONID BREJNEV

### L'U.R.S.S. souhaite vendre davantage de biens d'équipement

L'U.R.S.S. et la France entretiennent actuellement des relations économiques plutôt bonnes. A l'occasion de la visite de M. Brejnev, un deuxième avenant au programme décennal de coopération économique et industrielle du 10 juillet 1973 sera signé, qui ajoutera à celui conclu le 6 décembre 1974, lors de la rencontre de Rambouillet. Ce document dressera une liste de nouveaux projets industriels, notamment dans les secteurs de la chimie et de la pétrochimie, du gaz, de la sidérurgie, de l'industrie agro-alimentaire. Il sera complété par une annexe financière prévoyant une rallonge aux crédits accordés par la France à l'U.R.S.S. dans le protocole du 6 décembre 1974.

Tripler les échanges commerciaux franco-soviétiques pendant la période quinquennale 1975-1979 par rapport à 1970-1974 (19,2 milliards de francs), tel est le nouvel objectif retenu par les deux gouvernements. Ce but semble réalisable, compte tenu, il est vrai, de la hausse des prix. En 1976, le montant des échanges s'est élevé à 9,7 milliards de francs contre 8,3 milliards en 1975. Les exportations françaises ont atteint 5,3 milliards de francs en progression de 8 % par rapport à 1975, tandis que les importations ont augmenté de 32 % pour se situer à 4,4 milliards. Ainsi l'excédent a-t-il été ramené de 1,6 milliard à 900 millions de francs, ce qui correspond au souhait soviétique d'un réajustement du commerce extérieur.

Ce réajustement a d'ailleurs été plus important qu'il n'apparaît dans les statistiques, celles-ci ne prenant en compte ni les livraisons industrielles ni le matériel soviétique (300 millions de francs en 1976) ni certains achats de pétrole ou d'uranium. Toutefois, pour les quatre premiers mois de 1977, le déficit commercial de l'U.R.S.S. s'est à nouveau creusé, atteignant 900 millions de francs contre 225 millions durant la même période de 1976. Les ventes françaises ont progressé de 44 % pour s'élever à 2,4 milliards et les achats de 45 % seulement, se situant à 1,5 milliard de francs.

La répartition du déficit pose à nouveau la question de l'accroissement des exportations de l'U.R.S.S. vers la France. Le déficit apparaît relativement faible, elle tient essentiellement au pétrole. Or les compagnies

nationales ne sont pas encore parvenues à un accord sur les prix du brut soviétique. Actuellement, les contrats signés portent sur quelque 3 millions de tonnes contre environ 4 millions en 1976. Les Soviétiques cherchent aussi à développer leurs ventes non seulement de produits traditionnels (matières premières, bois, minerais...), mais aussi de machines et d'équipements, dont la part du marché français... 25 % aujourd'hui... devrait selon eux doubler d'ici à 1980. Un nouveau groupe de travail, présidé par M. Loygue, président du Centre français du commerce extérieur, P.-D.G. d'Alsichon, Atlantique et Smellakov, vice-ministre du commerce extérieur, s'est réuni fin avril à ce sujet à Moscou.

Cependant, les ventes françaises d'équipements et d'usines se développent favorablement. Une quarantaine de projets inscrits dans le programme décennal de 1973 et l'avenant de 1974 ont été conclus pour un montant global de 14,1 milliards de francs. Ce bilan apparaît satisfaisant, même si les responsables français regrettaient la perte récente, au profit d'I.B.M., du contrat portant sur la « couverture » informatique des Jeux olympiques qui, au-delà de son intérêt financier moyen (55 millions de francs), aurait servi de référence.

Pour les cinq premiers mois de 1977, les commandes soviétiques d'équipements ont atteint environ 1 milliard de francs contre 200 millions durant la même période de 1976. Toutefois le délai est trop court pour permettre d'établir des comparaisons valables. Ainsi, en 1976, ces commandes se sont élevées à 6,8 milliards de francs contre 4,3 milliards en 1975 et 5,5 milliards en 1974.

Le lancement de nouveaux projets industriels doit s'accompagner d'une augmentation de l'enveloppe financière définie dans le protocole de 1974. Le montant des crédits consentis à l'époque, soit 12,5 milliards de francs, a été consommé au deuxième tiers. Une rallonge paraît acquise. Il reste à définir le taux d'intérêt, qui dans le protocole, était de 7,5 % pour les projets importants, mais qui, en raison d'un consensus européen dans ce domaine, devrait s'établir pour l'avenir à 7,75 %.

Ainsi la France, comme ses concurrents, accorde des crédits aux acheteurs soviétiques qui sont remboursés en nature une partie plus ou moins importante de leur dette. A la limite, si la compensation est totale, l'opération apparaît comme blanche en termes de devises.

La France se heurte à une concurrence sévère pour la conclusion de marchés avec l'U.R.S.S. dont elle est la cinquième partenaire occidentale, derrière l'Allemagne fédérale, le Japon, la Finlande et les Etats-Unis. En dix ans, de 1965 à 1975, les ventes françaises ont d'ailleurs moins progressé que celles des Etats-Unis de la R.F.A. de l'Italie ou du Japon.

MICHEL

### Moscou espère de «nouvelles actions» franco-soviétiques

(Suite de la première page.)

A l'heure actuelle, l'argument est bien différent : la France, estime-t-on, ne saurait se comparer aux Etats-Unis en matière de « poids » nucléaire, et ce qui est bon pour Washington ne l'est pas forcément pour Paris. En outre, le but de la force de dissuasion française, comme vient de le rappeler M. Barre, n'est pas d'empêcher seulement l'éclatement d'une guerre nucléaire, mais de toute guerre. Elle doit dissuader tout agresseur, même lorsque celui-ci ne dispose pas d'armes nucléaires ou, s'il en dispose, n'a pas l'intention de les employer et préfère « régler son compte » à la France en utilisant sa supériorité en armements classiques.

C'est pour la même raison que la France a rejeté, l'automne dernier, une autre proposition soviétique visant à interdire tout emploi « en premier » de l'arme nucléaire dans un conflit. Si le pays agresseur, dit-on à Paris, s'interdit d'employer en premier l'armement nucléaire qu'il détient, la valeur de dissuasion que lui donne cet armement est gravement diminuée et l'on renonce à se servir de ce que l'on a appelé le « pouvoir égalisateur » de l'atome. On peut donc s'attendre que le sujet sera évoqué entre M. Giscard d'Estaing et Brejnev, mais il y a fort peu de chances, surtout après le discours de M. Barre, que les positions de deux pays se rapprochent en ce domaine.

Parmi les autres innovations que comporte ce voyage, par rapport à des précédents, notons que M. Marchais a fait savoir que « rien n'est prévu » pour un entretien entre lui-même et M. Brejnev. Le 1<sup>er</sup> juin, le secrétaire général du P.C. français affirmait : « De toute façon, il n'est pas obligatoire que nous nous rencontrions à chaque fois qu'il y a un chef du P.C. soviétique à Paris ». En 1974 pourtant, et lors de toutes les visites antérieures du dirigeant soviétique numéro 1 à Paris, le secrétaire du P.C. français rencontrait son homologue. Un signe des temps.

M. T.

### LA DÉLÉGATION SOVIÉTIQUE

Les personnalités suivantes accompagnent M. Brejnev pendant sa visite officielle en France :

M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères ; Boris Boudakov, ministre de l'aviation civile ; Nikolai Patolouchchev, ministre des communications ; Andreï Alexandrov et Anatoli Biazov, assistants du secrétaire général du P.C. soviétique ; Vadim Zagladine, premier adjoint du chef du département international du comité central du P.C. soviétique ; Leonid Khamatova, directeur général de l'agence Tass ; Anatoli Kovalev, vice-ministre des affaires étrangères.

### Nombreuses manifestations d'hostilité

Cent soixante-dix personnes ont été interpellées, dont trois mises à la disposition de la police judiciaire, samedi 18 juin entre 19 et 22 heures, à proximité du rond-point des Champs-Élysées, Paris-8<sup>e</sup>, alors que des militants d'extrême droite se manifestaient contre la venue, lundi 20 juin, de M. Leonid Brejnev en France.

La manifestation, convoquée à l'appel du mouvement « Jeune nation solidariste », avait été interdite par la préfecture de police et annulée, en définitive, par ses organisateurs. Cependant, le Groupe action solidariste républicain des forces de police, « la responsabilité des incidents violents qui se sont déroulés (...) ceux-ci ayant été provoqués par l'attitude délibérée et provocatrice des forces de police se trouvant sur les lieux ». De nombreuses grenades lacrymogènes ont été tirées par les forces de police (G.R.S., gardes mobiles, membres de brigades d'intervention spéciale) et un gardien de la paix a été légèrement blessé. La vitrine du dépôt d'exposition de Fiat a été détruite.

Une autre manifestation d'extrême droite s'est tenue, le 18 juin, à Strasbourg. Des membres du parti des forces nouvelles ont protesté contre l'arrivée de M. Brejnev à Paris, mais aussi contre la visite en Alsace de M. Georges Marchais. D'autre part, quatre manifestations d'extrême gauche ont lieu ce week-end à Paris et en province. A Grenoble, le 18 juin, ce sont trois cents membres du

parti communiste marxiste-léniniste et du parti communiste révolutionnaire qui ont défilé. Une manifestation identique en lieu à Lyon. Le 18 juin encore, environ cinq cents membres des mouvements Union des Jeunes Communistes révolutionnaires et Jeunes communistes français ont manifesté à partir de 18 heures, de la place de la République, à Paris, jusqu'à la station de métro Max-Dormoy. Enfin une centaine de personnes ont manifesté le 19 juin, boulevard de Montparnasse, à l'appel du Comité de coordination d'appui aux luttes des peuples des pays de l'Est et d'U.R.S.S.

En outre, des militants du Front des étudiants juifs ont organisé deux manifestations le 19 juin, place de l'Opéra et place de la Bastille, pour réclamer la liberté d'émigrer en Israël pour les juifs d'U.R.S.S.

Dimanche 19 juin, la préfecture de police a annoncé l'interdiction des manifestations que se proposaient d'organiser plusieurs mouvements le 20 et 21 juin. Le groupe d'extrême droite Action solidariste a cependant annoncé d'autres actions spectaculaires, « de bon faire comprendre, dit-il, que nous n'entendons pas nous plier devant le diktat du régime reconnaissant en Brejnev l'« hôte privilégié » de la France ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) proteste pour sa part contre cette interdiction, qui « voudrait empêcher la communauté juive de France de manifester pacifiquement sa solidarité avec les juifs d'U.R.S.S. ».

### Appréhendé « par erreur »

Un lecteur parisien, qui désire conserver le bon souvenir de la manifestation qui a eu lieu samedi 18 juin, sur les Champs-Élysées, le témoignage suivant : « J'étais de cette manifestation, samedi 18 juin à 19 h 45, sur les Champs-Élysées avec deux camarades de son âge, côté pair, allant au cinéma. Une manifestation, devait se dérouler, côté impair, à plusieurs centaines de mètres, devant l'agence de l'Aéroport Mon fils qui avait sur lui sa carte d'identité, ses clés, un billet de 50 F et le programme encadré par deux C.R.S. et conduit, tenu par les bras, dans un car de police stationné de l'autre côté et en bas de l'avenue. Ce car a transporté une cargaison de jeunes à Vincennes. La monnaie a été enfermée dans une cellule grillagée, complètement fermée à deux reprises, bras en l'air, face au mur. Ses amis ont été confisqués pendant cette arrestation. On a pris de lui une photographie anthropométrique, le photographe lui disant qu'il serait « déclassé ».

Tout cela a demandé du temps, et c'est à minuit et quart que mon fils a été libéré avec d'autres jeunes qu'il a dit avoir été arrêtés à la Porte-Dorée, si bien qu'il

est rentré chez moi dimanche à 7 h 15 du matin, ayant eu la possibilité de nous prévenir.

Je passe sur l'ingratitude des parents, le traumatisme psychologique que peut subir un adolescent traité sans raison comme un manifestant, et je pose deux questions :

1) La police a-t-elle le droit de filmer ainsi, à partir d'une photo anthropométrique, un enfant de seize ans qui est complètement étranger à une manifestation et se trouve dans une situation tout à fait régulière ? Quels usages va-t-elle faire par la suite de cette photo et de cette fiche ?

2) Est-il normal de laisser en pleine nuit, à une porte de l'est parisien, des mineurs appréhendés « par erreur », en leur disant de se débrouiller pour rentrer chez eux ? Qui serait responsable en cas d'accident ou d'agression, la police ayant, comme on le voit, mieux à faire que d'assurer la sécurité des picknics la nuit ?

« L'Union des juifs pour la rédemption et l'entraide (U.J.R.E.), 14, rue de Paradis, Paris-10<sup>e</sup> » fait savoir qu'elle demande au Conseil représentatif des institutions juives de France de renoncer à la manifestation annoncée par cette organisation le 21 juin, à l'occasion de la visite de M. Brejnev à Paris. Rappelant qu'elle « a exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation en ce qui concerne certains aspects de la situation des juifs en U.R.S.S. », elle estime que cette manifestation « sera certainement interprétée comme hostile à la visite du dirigeant soviétique et ne pense pas qu'elle puisse avoir quelque efficacité ».

# PROCHE-ORIENT

## Liban

### Palestiniens et conservateurs chrétiens ont engagé des pourparlers en vue de détendre la situation dans le Sud

De notre correspondant

Beirut. — Malgré l'arrivée des premiers fonds arabes (100 millions de francs pour le port de Beyrouth et l'électricité), deux facteurs contribuent à alourdir l'atmosphère au Liban : la situation au Sud et les rumeurs concernant des propositions de médiation de l'Organisation des Nations unies.

Au Sud, les harcèlements israéliens ne sont intensifiés et, après la fuite des habitants de Nabatieh, la zone frontalière s'est vidée de sa population sur une profondeur de 15 kilomètres. La pression israélienne s'exerce, estime-t-on à Beyrouth, par le transfert d'armes lourdes des camps palestiniens de la capitale vers le Sud, transferts accomplis en vue de l'application des accords libano-palestiniens de Caire de 1969.

Se retrouvant seule face aux positions frontalières tenues par la droite chrétienne, avec le soutien d'Israël, la résistance se sent particulièrement exposée. De leur côté, les conservateurs chrétiens ont pu mesurer la présence de leurs positions frontalières lorsque Israël a lancé, en mars et avril derniers, sa campagne d'une contre-offensive victorieuse des Palestino-progressistes. Enfin, la droite musulmane s'est ralliée à l'idée d'un appel aux « casques bleus » des Nations unies, idée qu'elle avait jusqu'ici rejetée au nom de la solidarité avec la résistance palestinienne.

Cette conjonction devrait favoriser la recherche d'une solution pour détendre et stabiliser la situation au Sud. L'O.L.P. a déclenché une campagne dans ce but auprès de toutes les parties libanaises et propose un retrait palestinien conditionnel de la région frontalière. L'ambassadeur de M. Amal, M. Hanan Hassan, a rencontré secrètement le chef militaire de la droite chrétienne, M. Bechar Gemayel, qui a réclamé une totale liberté de déplacement pour tous les habitants du Sud, y compris les chrétiens qui se sont tournés vers Israël.

Néanmoins, toute solution au Sud-Liban exige, au préalable, la reconstruction d'un embryon d'armée nationale libanaise.

nale libanaise, qui est loin d'être réalisée. Quant au recours aux troupes des Nations unies, le droit chrétien le juge dépassé.

Le second motif de préoccupation à Beyrouth concerne les rumeurs de propositions syriennes en vue de la conclusion entre les deux pays d'une série d'accords bilatéraux militaires (paix de sécurité et prise en charge par Damas de la reconstruction de l'armée libanaise), économiques (union douanière, union monétaire) et politiques (coordination de la politique étrangère, unification des syndicats, des législations, etc.).

Un des chefs de la droite chrétienne, M. Chamoun, qui s'est rendu en Jordanie durant le week-end et a longuement rencontré le roi Hussein, lui aurait proposé de remplacer la double approche bilatérale Syrie-Jordanie et Syrie-Liban par des accords trilatéraux moins contraignants.

De sources officielles libanaises, on dément cependant ces rumeurs et on les qualifie de « non fondées dans une proportion de 80 % au moins ». On souligne, au contraire, que les Syriens n'ont pas cherché à mettre le Liban au pied du mur.

Il n'en reste pas moins que ces rumeurs ont créé un état d'esprit alarmiste à Beyrouth. Certains se demandent s'il ne s'agit pas d'un ballon d'essai lancé par Damas.

LUCIEN GEORGE

## Syrie

### LE GÉNÉRAL COMMANDANT LES UNITÉS DE MISSILES A ÉTÉ ASSASSINÉ

Le journal égyptien Al-Ahram annonce que le général Abdel Hamid Ramez, chef des unités de missiles de l'armée syrienne, a été assassiné, samedi 18 juin à Damas, alors qu'il quittait son domicile. La nouvelle de cet assassinat a été confirmée à Damas et des arrestations ont été annoncées, mais aucune précision n'a été donnée officiellement. C'est le dernier en date d'une série d'événements qui ont secoué la Syrie depuis l'intervention syrienne au Liban. Le 13 juin, deux membres d'un réseau subversif à la solde de l'Irak ont été pendus en public à Damas. Ce réseau était, entre autres, accusé de l'assassinat, le 22 février, de Mohamed El Fadel, ministre de l'Université. Le 6 janvier, deux soldats et un officier syrien accusés d'assassinats et d'attentats à l'explosif avaient été également pendus sur la place publique. Les autorités avaient affirmé que les trois hommes étaient « soutenus par l'Irak ». A la fin de l'année dernière, le vice-premier ministre syrien et ministre des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam et son épouse avaient été blessés dans un attentat. Enfin, le 20 septembre 1976, l'un des officiers les plus respectés avait été le coup de force d'un commando contre le Soudan, l'un des grands hôtels de Damas. Les trois survivants de ce commando avaient été pendus. — (U.P.I., A.F.P.)

**Vous attendez une formation à l'anglais, qui permette d'être opérationnel ?**

**C'est Control Data qui l'a.**

L'Institut Privé Control Data a créé une méthode de formation intensive à l'anglais. Elle résout les problèmes très particuliers de l'adulte français qui doit communiquer en anglais dans le cadre de sa vie professionnelle.

Institut Privé Control Data  
Division Formation permanente  
106 rue de Bercy  
75002 Paris Cedex 12  
Tél. 549.50.45 - poste 2662



Découvrez cette méthode en assistant à une de nos présentations (avec simulation de cours).

Nom \_\_\_\_\_  
 Fonction \_\_\_\_\_  
 Société \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Souhaite recevoir une invitation à une de nos présentations ☐  
 Souhaite une présentation à son bureau ☐ à l'Institut ☐

# LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

As semestriel de novembre de juin

## ISRAËL : L'HEURE DES AFFRONTEMENTS

Des « faits accomplis » ou des « d'actions » (Amos Kapellouk). — Incertitudes sociales et nouvelles risques de guerre (A. K.).

## L'EUROPE D'HELSINKI A BELGRADE : LE DIALOGUE DIFFICILE ET NÉCESSAIRE

(Aleth Monin, Ryszard Wolna, Victor-Yves Gheblil, Charles Rysbille et Pierre Hassenot)

## LES FLUCTUATIONS DES PRIX DU SUCRE

(Edmond de Claimont)

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.



**PROCHE-ORIENT**

Liban

**Liban**  
**Palestiniens et conservateurs chrétiens**  
**ont engagé des pourparlers en vue**  
**de detendre la situation dans le Sud**

## PROCHE-ORIENT

**Israēl**

## M. Begin présente son cabinet à la Knesset

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Begin président du gouvernement a l'approbation de la Knesset, ce lundi 10 juin en début d'après-midi, respectant ainsi les délais que le président du Likoud s'était fixés. Les difficultés n'ont pour autant pas empêché les deux camps de s'entendre pour constituer un gouvernement de large union nationale, comprenant tous les partis. L'acceptation des communistes dans le gouvernement a été l'élément principal de leur offre, puis c'est le Dashak qui a été considéré comme un allié naturel, au terme d'un long marchandage, à l'écart de Sabatiner, qui a été écarté du gouvernement. L'union avec le Likoud, c'est finalement le ralliement du Agoudath Israël et de sa filiale ouvrière, le Poelil Agoudath Israël, parli ouïe-orthodoxe. —

**De notre correspondant**

avec leurs cinq mandats, qui permet à M. Begin de s'appuyer sur soixante-trois des cent vingt députés qui composent la Knesset.

Le concours prouté par M. Plesiz-Sharon au cabinet Begin prend une importance particulière dans une majorité aussi restreinte.

Le gouvernement sera donc une coalition de trois forces : le Likoud, le parti national religieux et l'Agoudath Israël. Il s'est assuré en outre le concours de députés isolés : M. Moshe Dayan, ministre des affaires étrangères, et M. Pinco-Sharon, dont un tribunal dire bientôt s'il doit être ou non livré à la justice française. Le Likoud, principal parti de cette petite coalition, est lui-

même une coalition rassemblant les différents formations de la gauche (M. Menachem Begin, premier ministre; M. Ezer Weizman, défense; M. Ariel Sharon, agriculture; M. Shimon Peres, économie; M. Simcha Eliashiv, finances; M. Moshe Shalev, éducation; M. Shmuel Elovitz, écologie; M. Gidon Ples, énergie). Le parti Laam Ol Ygalim (Horvitz, commerce et industrie; M. Shlomo Ben-Ami, agriculture).

Les partenaires du Likoud ont, respectivement, trois ministres ministères du parti national, religion, culture, tourisme, but, justice, travail, Zevulun Hamran, éducation, nationale; Avraham Aboussira, M. Shlomo Ben-Ami, commerce et industrie; M. Moshe Dayan (affaires étrangères).

En définitive, le nouveau gouvernement comprendra de nombreux membres de moins que celui de M. Rabin, mais trois portefeuilles sont réservés au parti Dash, dont le leader, Yehonatan Peles, a été battu aux élections qui renouvelèrent, mardi 21 juin, les instances dirigeantes de la Fédération ouvrier sioniste, le Histadrout.

SELON LE «SUNDAY TIMES»

## Les Israéliens ont eu recours à la torture depuis 1967 dans les territoires occupés

Les autorités israéliennes dans les territoires occupés ont eu recours, depuis 1967, à l'usage systématique de la torture pour faire avouer des renseignements à de nombreux détenus palestiniens. L'un d'eux, dimanche 19 juin, le *Sunday Times* à l'issue d'une enquête menée pendant quatre semaines par ses journalistes en Cisjordanie et à Gaza. Cette enquête a porté sur dix années de l'occupation, et a révélé que les soldats israéliens ont eu recours à de nombreux traitements ou de tortures ont interrogés et des témoignages enrobant leurs dires ont été recueillis.

selon le *Sunday Times*, les mé-

Énumérant les méthodes de torture utilisées, l'hebdomadaire affirme que « les prisonniers sont souvent tenus sous une cagoule, aveuglés par un bandeau ou suspendus par les poignets pendant de longues périodes ». Seruacq s'élève aussi contre les « tortures sexuelles ». D'autres reçoivent des chocs électriques. Il y a (ou il y avait) dans un centre de détention une « cage » spécialement aménagée, d'un diamètre de 1 mètre, avec des câbles de 2 mètres de haut chacun, avec des piques en béton sur le plancher. »

## Convaincre Washington

Le programme politique du nouveau gouvernement, signé dans la soirée du 19 juin par les représentants des partis membres de la coalition, sera exposé dans le discours que doit prononcer ce lundi après-midi à la Knesset M. Menahem Begin. Il prévoit la participation d'Israël à la conférence de Genève, et fait mention des résolutions 242 et 338 qui doivent servir de base à la négocia-

M. Begin répètera vraisemblablement qu'il est prêt à prendre personnellement la tête de la délégation israélienne à la négociation de Genève, « si toutefois la conférence est convoquée par les Etats-Unis et l'O.R.S.S. », conformément aux deux résolutions du Conseil de sécurité.

M. Begin se rendra en visite officielle aux Etats-Unis le 18 juillet et sera reçu à la Maison Blanche par le président Carter. Cette visite aura lieu au moment où l'administration américaine s'emploie à rassurer les Juifs américains.

M. Bégun se déclare fermement persuadé qu'il parviendra à convaincre le chef de la Maison Blanche, qui a déclaré que les Etats-Unis ont de ressembler l'amitié avec Israël. L'ambassadeur américain, M. Samuel Lewis, affirme pour sa part, après de multiples entretiens avec le chef du mouvement, que les conversations de la Maison Blanche « se dérouleront de manière très satisfaisante » et, pour sa part, le nouveau ministre de la défense, M. Edgar Snodgrass, estime que les « conversations ministérielles seront surprises par les résultats de la rencontre entre les deux hommes d'Etat ».

**ANDRE SCAMAMA**

## République d'Irlande

## Le gouvernement de M. Lynch entrera en fonctions le 5 juillet

Après la fin du dépouillement du scrutin du 18 juin, samedi soir 20 juin, le nouveau Dail se compose de la façon suivante: le Flanna Dail compte 84 sièges, 28 pour le Fine Gael, 121 les travaillistes, 17 - 3, les indépendants, dont deux dissidents du Labour, 4 + 1-1. A la suite du redécoupage des circonscriptions, la nouvelle Assemblée nationale compte 148 sièges, soit 4 de plus que celle de 1873. La participation (75 %) a été sensiblement égale à celle de la consultation précédente. Le nouveau gouvernement entrera en fonctions le 1<sup>er</sup> juillet.

Le Fine Gael a subi une des plus sévères

défaites de son histoire. Malgré les nombreux démentis, il est peu probable que M. Cosgrave, le premier ministre sortant, reste à sa tête. Parmi ses successeurs probables on cite M. Garret Fitzgerald, ministre des affaires étrangères du cabinet sortant.

Le parti travailliste perd les sièges de deux de ses ministres, MM. Keating et O'Brien, et l'adjoint de son leader (M. Brendan Corish). M. James Tully, n'a été élu qu'au dixième tour de répartition des voix. Le successeur de M. Corish, dont la démission est imminente, pourrait être M. Frank Cluskey, député à Dublin.

Dublin. Le retour au pouvoir du Fianna Fail, comme nous l'avait attendu, n'a suscité d'enthousiasme ni en Angleterre ni chez les protestants activistes de la province d'Ulster. Les questions qui, avant le scrutin du 16 juin s'étaient inquiétées d'une défaite possible de la coalition de M. Lynch, se préoccupent maintenant de la grave répercussion du départ de ministres catholiques tels que Gerald et O'Brien, qui ont joué un rôle primordial dans les relations entre la République d'Irlande et la République d'Israël et la Grande-Bretagne d'autre part.

La politique du Fianna Fail vis-à-vis de l'Ulster, celle qu'elle a menée pendant sa dernière période dans l'opposition en octobre 1975, nourrit ces inquiétudes. M. Lynch demandait une déclaration de la Grande-Bretagne affirmant son intention de se retirer de la province. M. Lynch n'avait spécifié ni la date ni la durée de ce retrait. Mais il avait proposé à la Grande-Bretagne de participer à des discussions avec les représentants d'Irlande et d'Ulster. Ces propositions avaient été critiquées à Londres, sentiment qui a conduit le gouvernement de Dublin, mais aussi par les représentants du principal parti catholique d'Ulster, le S.D.L.P. (travailleurs sociaux-démocrates), à demander que poursuivisse des pourparlers avec des représentants loyalistes.

Baucoup de choses dépendent

souventement que c'est M. Lynch qui a été le premier à faire voter une législation antiterroriste en 1972.

« L'un des leaders loyalistes m'dérés, M. William Craig, a déclaré qu'il fallait *attendre* pour voir apprécier l'attitude du gouvernement de M. Lynch à l'égard de la province. *Une solution* proposant la réunification de l'île ne serait pas réaliste et serait *rejetée* », a-t-il cependant précisé.

JOE MULHOLLAND.

## Belgique

● L'UN DES TROIS MINISTRES COMMUNISTES DU GOUVERNEMENT BELGE de la libération, M. Fernand Demany, est mort à Bruxelles samedi. L'âge de soixante-trois ans. Journaliste de profession, M. Demany avait créé en février 1941 un journal clandestin, puis une organisation de résistance. Il fut ministre dans le gouvernement de Perle, de septembre 1944 à novembre 1946, date à laquelle les trois ministres communistes quittèrent le gouvernement. M. Demany fut député communiste de 1946 à 1950. Il avait quitté le parti communiste pour le parti socialiste. (A.F.P.)

## Danemark

LA MINE DE MARMORLICK.  
la seule en exploitation au  
Groenland, a suspendu sine  
die sa production de zinc et  
de plomb. La direction a pris  
cette mesure à la suite du  
débrayage décidé le 8 juin par  
les cent cinquante ouvriers et  
employés dans la mine. Les  
ouvriers ont refusé de travailler  
pour des salaires d'environ 10 %.  
Les ouvriers embauchés devaient  
signer un contrat de trois à  
quatre mois, renouvelable, dans  
lequel ils s'engageaient à ne  
pas faire la grève. Les salaires  
des ouvriers groenlandais ne  
représentaient que les deux  
tiers de ceux des étrangers.  
— (Agence)


**librairie-centre  
des pays de langue  
espagnole et portugaise**

(anciennement Librairie Portugaise et Brésilienne)

Tout sur les pays d'Amérique Latine, l'Espagne, le Portugal, le Brésil,  
l'Argentine, le Mexicainisme, le Quindé Blasini, le Cap Vert; 50 Titres et  
Principes : livres, disques, presse, guides, cartes géographiques, métho-  
des audio-visuelles, disques, troupes, troupes, conférences, etc.

18, rue des Écoles, Paris-VI - Tél. : 033.48.18 Mère Maubert-Multimédia.  
Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues.

# Bons anonymes de l'Ecureuil: pour mettre votre argent du bon côté.



Les bons anonymes de l'Ecureuil vous offrent tous les bons côtés de l'épargne :

**La sécurité :** les bons de l'Ecureuil bénéficient de la garantie d'un réseau auquel vos arrière-grands-parents faisaient déjà confiance.

**La discrétion :** vous seul connaissez le montant de votre placement et les intérêts qu'il vous rapporte. Vous pouvez, à votre gré, conserver vos bons, les transmettre, les échanger ; ils sont au porteur.


**Si vous le souhaitez,** votre Caisse d'Epargne vous déchargera même de toute formalité d'ordre fiscal en vous servant des intérêts nets d'impôts.

**La souplesse d'utilisation :** vous pouvez souscrire des bons à 1, 2 et 5 ans, en coupures de 100, 500, 1000, 5000 et 10000 F remboursables à vue, dès la fin du 3<sup>e</sup> mois

dans l'un des 21.000 points de vente Ecureuil.

**La rentabilité :** les bons de l'Ecureuil sont à intérêts progressifs. Le taux actuariel brut s'établit à 9,75 % pour 5 ans. Ainsi un bon de 1000 F vous sera remboursé au bout de 5 ans soit 1592,50 F brut, soit 1395 F si vous préférez la formule nette d'impôts.

## Caisses d'Epargne de l'Ecureuil



Publi-Concept P&G

**L'E. MONDE**  
*diplomatique*

# Les élections législatives

n journal présente le tableau des résultats d'un vote à  
les élections législatives :

	Candidats	Vote obtenues en pourcentage (%)
A	M. Dumulleu	37,5
B	Mme Mornal	30
C	M. Desbranchés	20
D	M. Lebot	12,5

n sait que le nombre de votants est 3 600. Il n'y a ni  
bulletin nul, ni bulletin blanc.

## Interprétation des résultats :

Quel nombre de voix a obtenu chaque candidat ?  
Le dessin ci-contre accompanie le commentaire du jour-  
naliste :

a) Vérifier que l'angle au centre est 3 cen-  
timètres.  
b) Vérifier les mesures,  
en degrés, des angles :  $\alpha$ ;  $\beta$ ;  $\gamma$ ;  $\delta$ .  
c) Quel est l'aire du secteur, de l'angle  $(Ot, Ox)$ ?  
Vérifier que les nombres de voix des candidats  
A, B, C et D est proportionnelle à la suite correspon-  
dante des mesures des angles en degrés.  
En prenant 3,14 pour valeur approchée de  $\pi$ , calculer l'aire  
du disque. Sachant que la suite des aires des secteurs  
circulaires correspondant à chaque candidat est propor-  
tionnelle à la suite des pourcentages des votes obtenus par  
ces candidats, former la suite des aires, en centimè-  
tres carrés, des secteurs circulaires correspondant à  
chaque candidat.

## Elections législatives

Ce sont celles qui désignent par  
un vote les députés de l'Assemblée  
nationale. Des élections législatives  
ont eu lieu les 4 et 11 mars 1973.

### Candidat, candidate

Personne qui se présente à un exa-  
men ; à une élection, pour obtenir  
un titre, une place ou un poste.

### Vote

« Donner sa voix » à un candidat,  
voter pour lui, c'est le choisir par-  
mi tous les candidats. Le nombre  
de voix obtenu par un candidat est  
le nombre de fois qu'il a été choisi.  
On trouve ce nombre, en comptant  
les bulletins marqués à son nom.

### Bulletin blanc

C'est un bulletin sans nom de can-  
didat; voter pour lui, c'est le choisir par-  
mi tous les candidats. Le nombre  
de voix obtenu par un candidat est  
le nombre de fois qu'il a été choisi.  
On trouve ce nombre, en comptant  
les bulletins marqués à son nom.

### Bulletin nul

C'est un bulletin de vote non  
valable.

### Bulletin valide

C'est un bulletin de vote non  
valable.

Le diagramme circulaire illustre la répartition des voix entre quatre candidats : A (37,5%), B (30%), C (20%) et D (12,5%). Les secteurs sont étiquetés avec leurs lettres respectives et les angles centraux sont notés  $\alpha$ ,  $\beta$ ,  $\gamma$  et  $\delta$ .

texte est un exercice de mathématiques pour la classe de 6<sup>e</sup>.  
est pas indispensable de montrer au jeune élève que les  
thématiques lui permettent de mieux comprendre le monde qui  
tourne : la politique, mais aussi bien sûr la vie familiale,  
loisirs, les techniques etc...?  
si pourquoi dans le DURRANDE 6<sup>e</sup> la partie consacrée aux  
roices s'appelle LES NOMBRES ET LA VIE

## MATHÉMATIQUES 6<sup>e</sup> CLASSIQUES TV

TECHNIQUE & VULGARISATION  
21, rue Claude-Bernard - 75006 Paris



# EUROPE

## Espagne

### La plupart des parlementaires élus en Catalogne engagent la bataille de l'autonomie

Les résultats définitifs des élections espagnoles ne sont pas encore connus. Le gouvernement a communiqué non le pourcentage des voix obtenues par les différents partis, mais le nombre de sièges qu'ils auront probablement aux nouvelles Cortes. L'Union du centre, le parti de M. Adolfo Suarez, président du gouvernement, devrait avoir 185 sièges à la Chambre, le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) 118, le parti communiste 20 et l'Alliance populaire (droite) 17. Selon des approximations, avec 34 % des

suffrages l'Union du centre s'assurerait 47 % des mandats, tandis que le P.S.O.E., avec 29 % des suffrages, n'aurait que 33 % des sièges. M. Suarez pourrait être amené à faire entrer dans son nouveau cabinet des personnalités choisies en dehors de son parti puisqu'il lui manque environ 10 sièges pour avoir la majorité absolue à la Chambre, mais l'ancienne Constitution franquiste, encoré en vigueur, ne l'oblige nullement à le faire. Dans cette hypothèse, il pourrait solliciter la collaboration de

deux partis autonomistes « modérés » : le parti nationaliste basque et le Pacte démocratique de la Catalogne. Vingt-six députés et sénateurs élus dans les quatre provinces basques du Nord sont allés dimanche 19 juin à Guernica pour constituer une « Assemblée parlementaire d'Euzkadi » (Pays basque) puis ont passé la frontière pour rencontrer, en territoire français, M. Jesús-María de Leizaola, président du gouvernement basque en exil. Une délégation dirigée par M. Joan

Reventos, leader du parti socialiste catalan, comportant des représentants d'autres partis catalans de gauche, est attendue à Madrid lundi 20 juin, où elle doit être reçue par le roi. Les autonomistes catalans ont l'intention de demander à Juan Carlos un passeport pour M. Taradellas, président de la Généralité de Catalogne, qui vit en exil en France. Néanmoins, les espoirs que les résultats des élections aident les autonomistes catalans.

Barcelone. — La Catalogne, qui a voté massivement à gauche aux élections du 15 juin, engage cette semaine la bataille pour reconquérir son statut d'autonomie de 1932. M. Joan Reventos, dirigeant du parti socialiste catalan, doit être reçu mardi 21 juin, à Madrid, par Juan Carlos. Il compte demander au souverain la proclamation du principe de l'autonomie de la Catalogne par un décret royal publié avant la première réunion solennelle des nouvelles Cortes, au début du mois de juillet.

Allié à la fédération catalane

du P.S.O.E. de M. Felipe González, le parti socialiste catalan a conquis quinze des quarante-sept sièges de députés des quatre provinces du nord-est. A Barcelone, il est nettement en tête avec onze députés sur trente-trois. Cette place, un peu instable, de premier parti catalan revient à M. Reventos, avocat, éditeur, universitaire, chassé de la faculté par Franco, le rôle nouveau et délégué de parole des autonomistes qu'assurait depuis un an M. Jordi Pujol, dirigeant du Pacte démocratique, une formation autonome modérée de centre gauche.

Les amis de M. Pujol, déçus par les résultats à Barcelone (six députés) et les communistes du P.S.U.C. (parti socialiste unifié de Catalogne), très satisfaits des leurs (sept députés), ont pendant le week-end donné leur accord de principe à M. Reventos mais sans définir une plate-forme commune et rigoureuse pour la négociation qu'il envisage avec Madrid.

Il s'agit d'accorder sur l'essentiel : les Catalans veulent avoir, comme avant la guerre civile, leur gouvernement (la Généralité), leur Parlement, leur cour de justice. Un décret franquiste du 5 avril 1939 a annulé le statut catalan. Livré par Pétain à Franco, Luis Companys, président de la Généralité, a été fusillé en 1940 au fort de Montjuïc à Barcelone. Son successeur, M. Taradellas, vit en exil en France.

Pendant près de quatre décennies, la lutte, de plus en plus vigoureuse, de la nation catalane contre le pouvoir central s'est confondue avec la combat de la gauche pour le retour de la démocratie. Bien avant la mort de Franco, les Catalans avaient conquis, de facto, des libertés qui n'étaient pas encore accordées aux autres citoyens de ce qu'on appelle l'Etat espagnol. La campagne électorale s'est faite essentiellement sur deux thèmes : rétablissement du statut de 1932, retour d'exil de M. Taradellas. « Attendez les résultats des élections », a dit M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, lors d'une brève visite à Barcelone à la veille de la consultation. « Ce n'est pas tout », a dit M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, lors d'une brève visite à Barcelone à la veille de la consultation. « Ce n'est pas tout », a dit M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, lors d'une brève visite à Barcelone à la veille de la consultation.

#### Le plan de M. Reventos

Port de cette quasi-union, M. Reventos souhaite présenter le plan suivant à Juan Carlos : promulgation d'un décret royal reconnaissant le principe de l'autonomie, réunion immédiate à Barcelone de l'Assemblée des parlementaires de la Catalogne, qui désignerait une commission chargée de négocier les modalités de l'autonomie avec un « interlocuteur » choisi par le souverain. M. Reventos demande que l'Assemblée des parlementaires catalans puisse être présidée par M. Taradellas. Aucune exclusive : même M. Lopez Rodó, le seul député élu de justice en Catalogne sur une liste d'alliance populaire, serait invité. Il est probable cependant que l'ancienne Assemblée grise de l'ancien Carro Blanco accepte, en raison de son hostilité à toute esquisse de statut d'autonomie. M. Sentís et Jimenes de Parga, élus à Barcelone sur les

#### De notre envoyé spécial

Mises du centre de M. Suarez, ont promis de participer à l'Assemblée des parlementaires catalans. « Madrid doit donner une formule d'autonomie pour le Pays basque », nous a confié M. Sentís, ancien directeur de la presse au ministère de l'Information dans le premier gouvernement de la monarchie.

Jusqu'où le roi et son gouvernement peuvent-ils aller ? Socialistes, communistes et modérés s'attachent à Barcelone un optimisme mesuré. Ils auraient déjà obtenu certaines promesses de la Généralité (le palais royal) et le futur M. Suarez « très souple ». Madrid pourrait « sauver la face », en acceptant une autonomie aussi large que possible, mais sans faire référence au statut de 1932, accordé par la République, afin de ne pas donner à cette concession un caractère de « revanche ». Le gouvernement serait décidé à donner largement satisfaction aux Catalans, à la condition que ceux-ci changent de vocabulaire. La présence éventuelle de M. Taradellas à la tête de l'Assemblée souleverait des craintes de gravité, de même que le contrôle des forces de l'ordre par un éventuel gouvernement autonome catalan.

Communistes du PSUC et modérés de M. Pujol — mais ceux-ci avec plus de nuances — ne souhaitent pas de condition « préalable » aux négociations. « Nous sommes très forts pour négocier », nous a déclaré dimanche M. Gregorio Lopez Raimundo, secrétaire général du PSUC. Il n'est en effet pas rare, de nous lancer dans une aventure et d'engager une étonnante épreuve de force dans la rue. Ne nous accrochons pas aux symboles. L'essentiel est d'aboutir. Les communistes catalans estiment que la « petite commission » désignée par l'Assemblée des parlementaires pourrait fonctionner.

## Portugal

### M. MARIO SOARES EST FAIT DOCTEUR «HONORIS CAUSA» DE L'UNIVERSITÉ DE RENNES-II

(De notre correspondant.) Rennes. — « Je salue le fait que les élections en Espagne ont pu se dérouler en toute liberté et ont démontré le caractère de peuple espagnol et son attachement à la liberté et à la démocratie. Je dois aussi saluer le gouvernement espagnol et M. Suarez, qui a eu le courage de faire la transition entre la dictature et la démocratie, de faire la rupture avec les franquistes », a déclaré samedi 18 juin, à Rennes, M. Mario Soares, premier ministre portugais, en se félicitant de la « grande victoire » du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.).

Le chef du gouvernement portugais était en visite privée pour recevoir les insignes de docteur honoris causa des mains de M. Michel Denel, président de l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II). De 1971 à 1973, alors qu'il se trouvait en exil, M. Mario Soares a été assistant associé à cette université rennaise. — D. M.

### Préparation d'été au CAPA E.N.M.

Certificat d'admission à la prof. d'avocat et Ecole Nationale de la Magistrature CEPES Groupement des professeurs de droit 72.84.54 ou 74.50.18



#### DIRECTION COMMERCIALE

Bâtiment - Produits métallurgiques — Membre d'un important groupe industriel français, cette société recherche pour Paris un cadre capable d'accéder à la Direction Commerciale d'un département spécialisé dans les produits métallurgiques et représentant 150 millions de francs de chiffre d'affaires dont 20 % à l'exportation. En étroite collaboration avec l'unité de production, sera, dans un premier temps, chargé d'analyser le marché des produits destinés à 70 % au bâtiment et aux travaux publics, d'évaluer leur potentiel et de rechercher de nouveaux produits et une clientèle diversifiée. Il deviendra ensuite progressivement responsable de la réalisation des objectifs commerciaux et dirigera alors une équipe d'une trentaine de personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation universitaire, possédant une connaissance approfondie des milieux du bâtiment et de l'industrie, de la vente de produits industriels. Ses qualités d'animateur et sa capacité à l'analyse économique seront essentielles. Il possèdera une bonne pratique de l'anglais et sera disponible pour les déplacements. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 170.000 francs, tiendra compte de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2573M

#### RECRUTEMENT - GESTION CADRES

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale du groupe mondial PA INTERNATIONAL MANAGEMENT (1.000 consultants) recherche pour son département « Personnel » à Paris un Consultant. Il rejoindra une équipe comportant déjà 18 consultants (Paris, Lyon, Lille et Nantes), et se verra confier, après une formation approfondie, des responsabilités complètes dans le domaine de la gestion des cadres (recrutement, formation, structures, rémunérations, etc.). Le candidat retenu, âgé de 28 ans minimum, sera diplômé d'enseignement supérieur et aura une expérience en recrutement et gestion des ressources humaines acquise dans une société de conseil ou en entreprise. Des qualités de contact et d'autonomie sont indispensables. La rémunération annuelle de départ, liée au niveau d'expérience atteint, est de l'ordre de 100.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/1062HM

#### CHEF DE PRODUITS

Sous-Vêtements — Une entreprise de VPC de grande notoriété et en progression constante, recherche pour la métropole Nord, le Chef de Produits de sa gamme de sous-vêtements. Rendant compte au Directeur Commercial, sa mission consistera à étudier et proposer la politique de la gamme de produits de façon à atteindre les objectifs de développement et de rentabilité. Il coordonnera le lancement des produits nouveaux et le retrait des produits périmés. Il aura des liaisons fréquentes avec les services de publicité, les stylistes et la fabrication. Il se tiendra constamment au courant de l'évolution du marché concerné en utilisant au mieux les sources d'information appropriées. Ce poste peut convenir, soit à un technicien du textile ayant évolué vers le marketing, soit à un diplômé d'une école de marketing connaissant bien la fabrication en bonneterie. Le candidat retenu pourra être un acheteur de sous-vêtements d'une grande centrale d'achat ou un Chef de Produits pour une marque de sous-vêtements connue. La rémunération proposée tiendra compte du niveau de compétences atteint. Ecrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4379M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renvoi ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être couvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service du Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-43 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

#### DIRECTEUR DES FABRICATIONS

Matières synthétiques — La société SIMONA, située à Domont, filiale d'une importante société allemande, spécialisée dans la fabrication de matières synthétiques, recherche son Directeur des Fabrications. Membre du Comité de Direction, il sera entièrement responsable de l'ensemble de la production qu'il organisera et contrôlera, et sera plus particulièrement chargé de la réalisation des objectifs de développement des chaînes de fabrication de plaques de PVC extrudées, mises en route depuis 1974. Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur de formation, possédant une expérience d'ingénierie industrielle et des méthodes de fabrication, acquise de préférence dans le domaine des matières synthétiques thermoplastiques. Homme de contact et organisateur, il devra avoir l'habitude de l'animation humaine et technique d'équipes. La pratique de la langue allemande est nécessaire. Un stage à l'usine de Kira, en Allemagne est à envisager. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et de la qualification du candidat retenu. Des perspectives d'évolution seront rapidement envisageables pour un homme de valeur. Adresser C.V. rédigé en allemand à Paris. Réf. B/5606M

#### ADJOINT DE DIRECTION

Electronique et mécanique de précision — Une société française d'études et de promotion d'équipements militaires de pointe en électronique, optique et mécanique de précision, assurée 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche pour la proche banlieue de Paris, un Adjoint de Direction. Sous l'autorité du Directeur Général, et en position fonctionnelle, il assurera la liaison et les services techniques de la société et les clients au niveau de la préparation et de la réalisation des études : analyse des besoins, prévision et mise en place des moyens, délais et déroulement des études, participation aux négociations techniques commerciales. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation ou équivalent possédant une bonne expérience de la gestion d'études techniques dans le domaine des biens d'équipements à vocation militaire. Sa connaissance des milieux de l'armement et son sens de l'organisation seront déterminants. Des déplacements de courte durée sont à prévoir. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2572M

#### RESPONSABLE INFORMATIEN

COLGATE PALMOLIVE FRANCE, la plus importante filiale du groupe COLGATE PALMOLIVE, poursuivant son développement, recherche un responsable informaticien pour renforcer son équipe d'informaticiens au siège. Il aura la responsabilité d'ensemble de projets importants dans les domaines : commercial, marketing et administratif. Il procédera à l'analyse critique des besoins, recherchera les alternatives de solutions répondant aux critères d'organisation et d'information, développera des applications et veillera à leur mise en place. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école, justifiant d'une expérience de 3 ans ou moins acquise en entreprise et motivé pour évoluer vers des responsabilités étendues. La connaissance du matériel IBM et du langage COBOL est souhaitée. La pratique de l'anglais est un avantage supplémentaire. La rémunération annuelle de départ sera liée à l'importance et à la qualité de l'expérience acquise. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/3436M

#### Banlieue Nord

RANTEL TOULOUSE

Jones. 5 jours avant travaux de 2-23-24 F

Jones

مكتبة الامم المتحدة



هكذا في الاصل

## EUROPE

Finlande

# Un entretien avec M. Urho Kekkonen

(Suite de la première page.)

— Quel rôle la Finlande compte-t-elle jouer à la conférence de Helsinki ?  
— Souhaitiez-vous que des institutions ad hoc soient créées et que des institutions ad hoc soient créées ?

L'intérêt finlandais à l'égard de la C.S.C.E. n'a pas diminué. Nous considérons la détente comme la seule alternative raisonnable qui existe à l'heure actuelle. Nous avons fortement soutenu la proposition de la C.S.C.E. jusqu'à présent et nous allons l'encourager à Belgrade dans la mesure du possible, y compris en ce qui concerne les services que la Finlande, seule ou en collaboration avec les autres pays neutres, pourra éventuellement offrir aux Etats participants.

» Nous considérons que l'Acte final d'Helsinki comporte déjà le principe que la conférence de Belgrade sera la première dans son genre et que d'autres conférences seront organisées à une date ultérieure. La mise sur pied des institutions ad hoc pour la coopération sera une forme de coopération appropriée. Mais ce n'est qu'à Belgrade que nous verrons s'il y a lieu d'établir des institutions de ce genre.

» En tout cas, il faut construire à partir du texte de l'Acte final. Nous pensons que la conférence de Belgrade ne doit pas devenir

un tribunal. Nous avons devant nous un processus très long et très ardu. Ce qui, pour nous, est important, c'est que ce processus soit mis en route de manière positive et constructive.

— Pensez-vous que des mesures militaires permettant d'accroître la confiance en Europe sont souhaitables, au-delà de ce qui avait été prévu par l'Acte final de la Conférence d'Helsinki ?

» Il n'est pas seulement souhaitable, mais même très important, que la détente politique soit complétée par la détente militaire. Cela devrait se produire notamment par l'encouragement des négociations SALT et sur la réduction des armements.

» L'opinion des neutres et des non-alignés est qu'il faut réduire les activités militaires. Il y a un désaccord dans ce domaine, car le désarmement ne progresse pas et les SALT marquent le pas.

» En ce qui concerne les mesures de confiance ou d'autres questions, l'objectif de la conférence de Belgrade n'est pas de rédiger de nouveau l'Acte final d'Helsinki. Par contre, elle offre une bonne possibilité d'échanger des vues sur la progression de la mise en œuvre des dispositions de l'Acte final dans ce domaine également et de chercher à trouver des moyens pour le renforcement de ce processus.

### La « finlandisation »

— La politique finlandaise vis-à-vis de l'U.R.S.S. a donné naissance dans certains milieux au terme de « finlandisation », signifiant une perte d'autonomie dans le jugement et la politique pratiqués vis-à-vis de Moscou. Qu'en pensez-vous ? Le désir de maintenir de bonnes relations avec l'U.R.S.S. n'a-t-il pas entraîné la liberté d'action de la Finlande, notamment dans le domaine de la coopération nordique ?

» De nombreux spécialistes finlandais et étrangers dans le domaine de la politique internationale ont observé que le terme de « finlandisation » est utilisé sans fondement suffisant comme arme contre la politique étrangère de la Finlande et contre la détente en général. J'ai souvent dit moi-même que nous ne nous opposons pas à l'emploi de ce terme s'il est fondé sur les faits. Depuis plus de trente ans, la Finlande poursuit une politique de conciliation avec l'Union soviétique, et nous sommes prêts à défendre cette solution de base qui s'est révélée juste. Dans ce cas, le terme de « finlandisation » revêt un jugement de valeur positif. Bien que nous pensions que les autres peuvent tirer profit de nos expériences, nous avons pris comme point de départ le principe que chaque pays fait son

propre choix dans le domaine de la politique de sécurité. En outre, nous ne voyons aucune contradiction dans nos efforts pour développer la coopération avec l'Union soviétique et les autres Etats. Au contraire, il convient de noter à titre d'exemple que les relations de la Finlande avec les autres pays scandinaves ont atteint leur niveau actuel élevé notamment pendant la période où nous avons maintenu avec l'Union soviétique les relations de confiance fondées sur le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle conclu en 1948.

— Depuis quelques années, l'U.R.S.S. est devenue le premier partenaire commercial de la Finlande, d'où est-il la Suède et l'Allemagne fédérale. Ce fait n'a-t-il une importance politique ou seulement économique ?

» Nous acceptons les commandes d'objets qu'elles viennent. Alors que le taux moyen de chômage est de 6 à 7 % dans le pays, il atteint 13 % dans les régions proches de la frontière soviétique, près de Kotka, notamment, que je connais très bien pour en être originaire. Les commandes soviétiques sont donc très importantes pour nous, d'autant plus qu'il y a de la concurrence dans ce domaine. Si nous refusons de telles commandes, comme nous le

suggèrent certains commentateurs étrangers, nous irions au-devant de temps difficiles.

» Il y a, en outre, le problème du pétrole. Le pétrole que nous achetons en Iran ou en Arabie Saoudite doit être payé en devises, ce qui nous est assez difficile, étant donnée la situation actuelle de notre balance commerciale. En revanche, nous payons le pétrole soviétique en marchandises.

— Y a-t-il un critère de ce que l'U.R.S.S. jugerait acceptable dans la politique finlandaise ?

» Il est très difficile de déterminer la frontière au-delà de laquelle nous entrerions dans une

### Pas de demandes soviétiques

— Mais les demandes soviétiques ne risquent-elles pas de vous entraîner toujours plus loin ?

» Il n'y a pas de demandes soviétiques. Par exemple, lorsque j'ai proposé de créer une zone dénucléarisée des pays nordiques, j'ai agi de mon propre chef. Les Soviétiques ne l'ont approuvé qu'après coup. Ils ont approuvé cette proposition, mais elle était la nôtre.

» Il est donc faux de dire que les Soviétiques présentent des demandes. C'est à nous qu'il revient d'apprécier la situation telle qu'elle est et de voir où sont nos intérêts, qui sont parfois communs avec ceux de l'U.R.S.S. Il nous faut continuer d'être actifs et d'examiner la situation de leur point de vue aussi, afin d'éviter les malentendus.

» Cette notion de « demandes soviétiques » nous ramène à celle de « finlandisation » évoquée tout à l'heure. Je n'ai rien contre, si l'on en prend en compte tous les aspects. Elle devrait même être considérée comme un exemple de la façon dont un petit pays peut vivre en paix avec un immense voisin, en créant avec lui un climat de confiance. C'est cela le côté positif.

— Tandis que la Finlande définit sa politique étrangère comme une politique de neutralité, l'U.R.S.S. préfère parler à son sujet de politique « éprise de paix ». Le communisme que vous avez signé en mai avec les dirigeants soviétiques porte d'un effort de la Finlande pour mettre en œuvre une politique de neutralité éprise de paix. Quel sens faut-il attribuer à ces nuances ?

» Les expressions changent avec le temps. Dans les communications que nous avons rédigées avec les Soviétiques, nous avons employé des expressions pas toujours identiques. Mais la substance est restée la même.

(1) Président de la République avant M. Kekkonen, jusqu'en 1956.

son de danger. L'important, à nos yeux, est qu'il existe un climat de confiance. Comme j'ai pu le constater au cours de mes récentes visites en U.R.S.S., les dirigeants soviétiques font valoir qu'il est facile de traiter avec la Finlande, parce que ce climat de confiance existe.

» En fait, tout est affaire de cas concrets. L'important est, pour nous, de nous comporter de manière à ne pas créer de malentendu. Mais nous ne sommes pas si maladroits.

» Il est vrai que la presse soviétique nous critique de temps en temps. Mais nous pensons que c'est là un phénomène assez normal. Il n'y a pas lieu de s'alarmer.

— Quelles place attribuez-vous à la défense des droits de l'homme dans la mise en œuvre des décisions de la conférence d'Helsinki ? Que pensez-vous de la politique de M. Carter à cet égard ?

» Les droits de l'homme sont un élément de l'Acte final de la C.S.C.E. Nous attribuons à la défense de ces droits la même place qu'à celle des autres principes de l'Acte final. Tous les principes qu'il comporte sont d'une importance essentielle, et les Etats participants se sont engagés à les respecter à égalité et sans réserve. Nous nous efforçons, de notre côté, de remplir cet engagement et nous attendons que les autres fassent de même.

— Êtes-vous persuadé que la politique étrangère finlandaise restera inchangée après vous ?

» Je ne crois pas qu'il y aura des changements. Les changements ont eu lieu en fait après Paasikivi (1), dont la politique était assez différente. Paasikivi ne voulait pas que la Finlande ait des engagements internationaux. Il était plutôt pour un retrait des affaires du monde. J'ai changé cela. Ainsi, nous sommes devenus membres de l'ONU en 1955 seulement et alors que j'étais premier ministre : le président Paasikivi, lui, avait refusé la décision, peut-être pendant des années. Selon Paasikivi, seule une politique d'invisibilité convenait à la Finlande.

» Il y a, certes, en Finlande des personnes privées qui professent des idées très différentes sur la politique étrangère. Mais je ne vois pas les mouvements ou forces politiques qui pourraient amener un véritable changement. L'avenir paraît assez clair, car la direction est bien tracée.

» Après tout, je n'ai été élu pour la première fois président de la République que par une voix de majorité : mais aujourd'hui, presque toutes les tendances politiques ont donné leur accord à ma candidature.

MICHEL TATU.

## La bataille de l'autonomie

Le leader du parti socialiste et de la gauche, est attendu à Barcelone où il doit être reçu par le président de la Généralitat, Juan Carlos, un représentant de la gauche catalane qui a été élu en exil en France. Le parti socialiste a Barcelone espère que les résultats des élections de dimanche prochain donneront une majorité aux autonomistes catalans.

### Italie

APRÈS SON CONGRÈS

## La confédération chrétienne des pays scandinaves est scindée en deux blocs

correspondant

Le congrès de la confédération chrétienne des pays scandinaves (Kyrkans Allians) s'est ouvert à Stockholm le 19 juin. Les participants, venus de Suède, de Finlande, de Danemark, de Norvège et d'Islande, ont débattu de la situation de l'Eglise dans les pays nordiques. Le thème principal est la « finlandisation » de l'Eglise suédoise, c'est-à-dire la perte d'autonomie dans le jugement et la politique pratiqués vis-à-vis de Moscou.

Le congrès a été marqué par une scission entre les membres de la gauche et de la droite. Les membres de la gauche, qui sont majoritaires, ont voté en faveur d'une politique de conciliation avec l'Union soviétique. Les membres de la droite, qui sont minoritaires, ont voté en faveur d'une politique de neutralité éprise de paix.

## FRANTEL TOULOUSE

A deux pas de la place du Capitole

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



Jones. 5 jours de soldes avant travaux de rénovation.

21-22-23-24 ET 25 JUIN.

Jones

39, av. Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup> - 727.06.30

## FRANTEL RENNES

A deux pas de la place du Palais

## L'histoire de la gauche désunie doit servir l'union de la gauche.



J.P. Chevènement

352 pages - 42 F

AUBIER MONTAIGNE

## FRANTEL NICE

A deux pas du Marché aux Fleurs

### VOTRE PRINCESS 1800 HL



Traction avant Moteur transversal 10 CV pour

900 F PAR MOIS

SANS DÉPÔT DE GARANTIE

PENDANT 48 MOIS OU À VOTRE CHOIX  
PREMIER LOYER DE 20 % 6.317 F ET 47 MENSUALITES DE 742 F

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15 JUILLET  
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE AUSTIN

Leyland c'est :  
JAGUAR, ROVER, TRIUMPH, AUSTIN, MORRIS, MINI.  
Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à British Leyland France, rue Ambroise Croizat - Z.I. - 95101 Argenteuil - Tél : 982 08 22.

## 23 HOTELS EN FRANCE

frantel

Des hôtels au cœur des villes  
Réservation centrale PARIS 828.88.00



victoire elec

Ces supputations restent marginales au sein de la majorité du P.S., mais elles contiennent assez de menaces pour que les dirigeants de la minorité se soient attachés à détendre l'atmosphère.

M. Jean-Pierre Cot, député de Savoie, rappelle qu'au congrès de Bagnole l'unanimité s'était faite sur la question européenne, qui est révélée, à l'expérience, être « l'exemple de la jousse synthèse ». Selon lui, il existe deux logiques « profondément différentes » dans les motions soumises aux congressistes. La motion minoritaire est, explique-t-il, « une motion de rébellion à l'Europe ». A l'inverse, la motion majoritaire affirme que « l'application du programme com-

M. Michel Rocard explique ensuite qu'il faut concevoir les nationalisations comme l'outil privilégié de la politique industrielle, et que la nationalisation est la mesure qui permet de garantir que l'indemnisation des actionnaires des entreprises à nationaliser par le biais des bons d'Etat, ne constitue pas une prime que ce qu'a affirmé M. Christian Pigneau, une intervention à la Bourse, puisque des bons seraient cotables. En ce qui concerne les rapports entre le plan et le marché, il rappelle que « toutes les expériences et l'occlusion socialiste qui ont fait disparaître le risque et la sanction sont contraires au fait conduisent à construire une machine à développement bureaucratique ». Il conclut sur ce point : « Si nous suivons cette occlusion du marché

On ne lui avait, certes, jamais connu l'assiduité d'un Guy Mollet, qui vivait chaque minute avec ses écoliers pour les mieux contrôler, mais, au moins, il n'était pas noble et bagarreur à Pau, on l'avait vu beaucoup plus présent, moins inaccessible, plus libre de ses mouvements, moins avec des soucis et de ses poignées de main, on ne le vit au palais de la Beaulieu.

M. Louis Mermaz, député de l'Isère, écarte toute « conception éclatée » du parti : « Il ne doit pas y avoir d'un côté la gestion, de l'autre la contestation, déclare-t-il. Ceux qui croient être à la gauche du P.S. sont en réalité dans le vide idéologique. » Et il conclut : « La pire des choses serait d'avoir un seul texte de résolution et deux interprétations. »

M. Jean Popereau, membre du secrétariat national, ajoutant de

M. Jean-Pierre Cot, député de Savoie, rappelle qu'au congrès de Bagnole l'unanimité s'était faite sur la question européenne, qui est révélée, à l'expérience, être « l'exemple de la jousse synthèse ». Selon lui, il existe deux logiques « profondément différentes » dans les motions soumises aux congressistes. La motion minoritaire est, explique-t-il, « une motion de rébellion à l'Europe ». A l'inverse, la motion majoritaire affirme que « l'application du programme com-

entre  
merleuc  
palmerie  
vous attend...



**ns la perspective d'une victoire électorale de la gauche**

Dès son ouverture, les divers dossiers en litige. Alors un dialogue authentique s'aurait pu s'engager entre les socialistes, un dialogue qui, en s'approfondissant, serait susceptible de réduire les divergences. M. Michel Rocard, mais aussi M. Gilles Martinet, se sont, pour leur part, attachés à cette recherche, mais ils furent pratiquement les seuls. Dans une remarquable intervention, M. Rocard a analysé, avec un grand souci pédagogique, les conditions d'une telle recherche, et a insisté sur la nécessité de congruences, portés à réclamer sentimentalement un accord des deux courants, pouvaient mesurer en connaissance de cause les difficultés de l'entreprise.

M. Pierre Mauroy, sur le plan des structures, M. Michel Rocard, sur le plan politique, ont cherché à homogénéiser la formation socialiste, témoignant ainsi, l'un et l'autre, chacun à sa façon, de leur désir de voir naître un parti socialiste digne de ce nom. M. Gaston Defferre,

qui est, inlassable, un homme de parti, et qui se laisse aller à la même souci et en prononçant initialement pour une synthèse entre la majorité et la minorité. Finalement, tous ont laissé M. Mitterrand mener le jeu à son idée. Les deux grands foudres du Nord et des Bouches-du-Rhône ont donné l'impression de se replier un peu sur leurs bastions, comme s'ils prenaient conscience que le premier secrétaire n'a pas du P.S. exactement la même vision qu'eux.

La désinvolture dont a fait preuve tout au long du congrès M. Mitterrand n'est, en fait, qu'une illustration de son attitude à l'égard du P.S. Le député de la Nièvre a le sentiment que la gauche est aux portes du pouvoir, que les socialistes vont gouverner et qu'ils ont besoin de tout son flair de tous ses habiletés, mais aussi d'une liberté totale de manœuvre, pour éviter les écueils. En conséquence, il ne souhaite pas que son parti rende des arbitrages politiques précis et donc contraignants, de

Cette démarche, par bien des aspects « gaullienne », ne favorise pas la formation politique des cadres du parti et ne le prépare pas à développer des analyses collectives face aux situations difficiles qu'il rencontrera. Si le P.S. est partisan de l'autogestion, il lui reste à apprendre à s'autogérer. Nombre de dirigeants socialistes ont conscience : c'est, sans doute, ce qui explique le flottement au sein de la majorité du P.S. nettement perceptible à Nantes. Tous ont cependant conscience que la personnalité du premier secrétaire sera une donnée décisive dans les combats futurs, et c'est pourquoi aucun d'eux n'a entravé les choix de M. Mitterrand.

**THIERRY PFISTER.**

M. Didier Motchane, animateur du C.E.R.E.S., répond qu'un accord sur les principes de la construction européenne ne suffit pas à régler les problèmes de mise en application. Il s'agit donc de faire, par un vote, un acte de charvenement qui, pu être accusé d'indifférence sous prétexte qu'il avait annoncé son intention de voter contre le projet de ratification de l'accord sur le suffrage universel de l'Assemblée européenne. M. Motchane explique que la minorité trait, sur ce sujet, demandée la

liberté de vote au sein du groupe socialiste, comme cela avait déjà été fait lors du scrutin sur la Communauté européenne de défense.

M. Mischane est, à son tour, longuement applaudi par les observateurs installés dans les tribunes, ce qui amène le président de séance, M. Labarrière, à lancer : « Dans les tribunes, veuillez vous taire. » Cette remarque lui attire un réplique : « La base, c'est nous ! »

[illegible]

man, celui-ci subit les doutes « apocryphique » M. Mitterrand dit : « J'ai scrupuleusement retenu la totalité des promesses émises simplement depuis trois ans par le président de la République. Le programme commun rassemble (j'ai retiré de ce calendrier les promesses qui n'ont pas été réalisées) : en 1980, de 117 milliards ; en 1981, de 154 milliards. Compte non tenu des promesses qui incombent à d'autres ministères, le Cdre rendrait à titre des promesses de M. Giscard d'Estaing, de M. Barre et de M. Chirac rassemble (j'ai retiré de ce calendrier les promesses qui n'ont pas été réalisées) : en 1980, de 117 ou les promesses oues, inchiffrables, mais qui n'en sont pas moins faites) aboutissent à un déficit espéré de douze milliards. C'est l'assurance de la dette financière, c'est le franc en chute libre, c'est une inflation minimum de 15 %, c'est le crépuscule interrompu de la République. C'est l'incapacité pour la France de supporter les

impérialisme dans le cadre d'un marché commun. Le droit de ne pas être désigné pour chiffrer son programme. Elle va contester, et bien ! quelle le fasse, qu'elle ne soit pas la seule à le faire, que nous chiffrerons de nouveau.

Evouant alors les relations entre communistes et socialistes, François Mitterrand espère que les deux programmes ont au moins une seule alliance de la gauche et engagé une stratégie « qui devrait normalement conduire à une véritable fusion des deux programmes ».

Il constate toutefois que les divergences fondamentales n'ont pas été réduites quant à l'explication philosophique et politique du développement économique, sur la nécessité de procéder rapidement à l'actualisation du programme commun. « Il ne serait ni utile, ni sérieux », met-il en garde, « de discuter sur son actualisation que nous n'en ayons mis à la faire, explique-t-il. L'important, très fermement aux négociateurs, est de bien comprendre la portée de nos divergences de gauche et communistes que la France n'est

pas en mesure d'attendre des débats interpartisans, protégés au des manœuvres de publicité ou de propagande. On ne peut pas offrir le luxe en même temps que la sobriété. Les dirigeants du programme commun, tandis que tout le temps passé à ce travail serait consacré à l'extérieur de cette tâche qu'approprient les institutions.

M. Mitterrand estime que les négociations d'actualisation doivent prendre fin dans le courant de l'été, et de ce fait, il estime que si elles n'aboutissent pas, le parti socialiste considérerait que le programme commun version 1981 est excellent, il suffirait de le garder.

Le premier secrétaire évoque ensuite les remarques des dirigeants communistes selon lesquelles le programme commun de l'union de la gauche, le gouvernement formé pourrait ne pas comprendre de représentants du parti communiste. « On ne peut employer une dialectique offensante », s'exclame M. Mitterrand.

**(Lire la suite page 10.)**

## La société libérale est condamnée

M. François Mitterrand prend  
de la parole. Il invite les mem-  
bres du P.S. à ne pas hésiter à  
strafiriser tels qu'ils sont.  
« Je suis sûr que vous êtes inca-  
pable de faire plus mal que  
sur qui nous gouvernons »,  
échec. Et, selon lui, par conséquent,  
Nous assistons aujourd'hui, de-  
puis le début des années cinquante,  
à l'X<sup>e</sup> siècle, à la fin de la phi-  
losophie qui a sous-tendu l'écono-  
mie libérale... Il ajoute :  
« Laissez-moi donc dire ce que je  
crois, et quand bien même ils  
l'emporteraient pas, les tenants  
de l'économie libérale se-  
raient contraints de mentir à leur  
conscience ». « Les principes  
dérivés de la philosophie libé-  
rale, contrairement à ceux  
des autres philosophies, ont été  
contraints, pour gouverner, d'or-  
donner le contraire : protection-  
nisme, centralisme, monopoles,  
c'est-à-dire tout le contraire  
du capitalisme. Il n'y a pas  
une pour la société libérale ;  
bien être obtenu par nous,  
bien être obtenu par alle-

qui condamnera les millions de  
pauvres ou de plus exploités à  
supporter, à eux seuls, le poids  
des charges et des sacrifices.  
Le premier secrétaire prend tout  
le soin de souligner : « Le  
parti socialiste ne peut pas être  
un parti « attrape-tout ». Ce  
serait déjà bien d'être un attrape-  
tout ! » (.) Notre analyse du front  
de classe ne peut être identifiée à  
ce que d'autres appellent l'inter-  
classisme, c'est-à-dire une sorte  
d'analyse qui se situe au-dessus  
de la classe, à laquelle nous sommes  
fidèles et la notion de masse à  
laquelle nous ne sommes pas  
inamovibles, mais qui ne représente  
pas la classe, la classe, la clas-  
sation, ni sociologique, ni politi-  
que. »

## Chefs d'entreprises, mettez-vous à l'eau.

Un dossier complet, pratique et agréable vient d'être publié par l'Office National de la Navigation : "La Voie Navigable, une voie d'avenir".

C'est à la fois un atlas, un manuel et un répertoire qui contient plus de 300 adresses utiles. Il fournit tous les renseignements sur les transporteurs fluviaux, les canaux et voies navigables de chaque région française.

Le mode de transport le plus ancien reste aujourd'hui le plus silencieux, le moins polluant, le plus économe en énergie. Qui se douterait qu'un seul convoi fluvial est l'équivalent d'une file de 22 kilomètres de camions de 35 tonnes?

**Le canal des économies d'énergie  
passe par la voie navigable qui s'adapte  
maintenant à tous les produits.**

M. Mitterrand dresse le bilan de son gouvernement, et relève un niveau record du chômage. Il affirme que si dans le domaine de la production industrielle, la France est en avance sur l'Allemagne, de l'ordre de 10 pour cent, sur le prix, la France ne maîtrise de « progrès véritable », dit-il, n'atténuer sa marche vers le chômage. Il rappelle que le chômage au début de l'année 1978 ne semble exister. S'il advenait le contraire, ce serait une défaite car, dit-il, « l'Allemagne est la seule à avoir un chômage qui s'accompagne de nos importations ». Notre machine économique ayant cessé de fonctionner, dit-il, « nous sommes en situation d'inférieur », déclare-t-il. « La critique déflationniste produite par le gouvernement, poursuit-il, répond aux plus mauvais vœux de l'Allemagne ». On ne peut, poursuit-il, se contenter de dire, comme l'a fait le général de Gaulle, « M. Mitterrand a une allusion à l'expérience américaine et financière du gouvernement américain ». Il déclare : « Je mets en garde les Français et les Français contre les idées qui ont été véhiculées par notre pays à l'étranger, à savoir que la déflation est la seule solution à la crise économique ». Il déclare : « Je mets en garde les Français contre les idées qui ont été véhiculées par notre pays à l'étranger, à savoir que la déflation est la seule solution à la crise économique ».

« Au point de savoir comment celui-ci parvient à faire cohabiter dans sa doctrine « la rigueur d'application sur la classe ouvrière et la souplesse d'appréciation, le futur artisan de l'union du peuple de France ».

Sans prétendre donc que le parti socialiste puisse être le parti de la « démission », nous sommes toutefois qu'il doit développer une stratégie « de responsabilité et de gouvernement ».

M. Bitterland dénonce ensuite des opérations de propagande menées à l'occasion du congrès socialiste : « Une association fantôme, (1) représentant parait-il je ne sais pas qu'il s'agit de la France, qui a pour but de donner à des fantômes - le pré-

**Le canal des économies d'énergie  
passe par la voie navigable qui s'adapte  
maintenant à tous les produits.**

**entre  
mer bleue  
et palmeraie  
une plage vous attend...**

Pour votre confort, de luxueux bungalows privés  
pour votre détente, une plage de sable fin au bord d'une  
mer pure et tranquille,

pour vos loisirs, ski nautique, équitation,  
pour votre tranquillité, tout a été prévu pour les enfants,  
à votre choix, cuisine française et spécialités tunisiennes.

**Ce paradis vous attend  
à moins de 3 heures d'avion!**

Une semaine Paris - Paris, en pension complète, vous coûtera entre  
**1.660 f et 1.985 f** tout compris  
à l'hôtel club

**SANGHO à ZARZIS**

ZARZIS en face de DJERBA d'où vous pourrez visiter  
les plus beaux sites touristiques de TUNISIE ainsi que ses incomparables côtes.

**LA TUNISIE • UNE TERRE • DES HOMMES**

Découvrez vite ce bon pays pour recevoir une documentation gratuite  
Envoyez le **TUNISIE CONTACT**  
des vacances préparées par des gens du pays.

**TUNISIE CONTACT - 30 rue de Richelieu - 75001 PARIS - TEL. 296.02.25**

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_











## Tenues de plage voici la nouvelle collection

Si vous aimez être élégant jusqu'à la plage, Lanvin 2 peut vous combler.

La tendance de l'année est aux couleurs classiques qui se marient à merveille. Exemple : des maillots en pur fil 100% coton (420 F) ou des chemises polo (360 F) bleu marine, blanche ou rouge à porter avec des pantalons également dans l'une de ces trois couleurs (215 F). Un complément élégant : une ceinture en cuir et toile dans les mêmes tons (90 F).

Et pour la plage, vous ne résisterez pas à ces ensembles coordonnés, peignoir (390 F) et drap de bain (345 F) dessinés spécialement pour Lanvin et cousus à la main.



2, rue Cambon, Paris 1er - Tél. 268.33.83

## TRADUIT DU RUSSE EXTRAIT DU CATALOGUE

- Collectif**  
**HISTOIRE DE LA REVOLUTION**  
**D'OCTOBRE**  
Relié, 720 pages 20,00 F
- BREJNEV**  
**BIOGRAPHIE**  
Broché, 30 pages 1,00 F
- NOTRE BUT - LA PAIX, LE SOCIALISME**  
Broché, 2 volumes 15,00 F
- XXV<sup>e</sup> CONGRES**  
**DU PCUS : DOCUMENTS**  
**ET RESOLUTIONS**  
Broché, 284 pages 4,00 F
- Gordon et Klopov**  
**L'HOMME APRES LE TRAVAIL**  
Relié, 404 pages 16,00 F
- Batalov**  
**PHILOSOPHIE DE LA REVOLTE**  
Relié, 328 pages 18,00 F
- Khafina**  
**PROPRIETE PERSONNELLE EN U.R.S.S.**  
Relié, 202 pages 15,00 F
- Peskov**  
**L'U.R.S.S. VISAGES ET PAYSAGES**  
Album cartonné, 200 pages 30,00 F
- Adsbachev**  
**LA VIE D'AUJOURD'HUI - TRAGEDIE**  
**OU HARMONIE ?**  
Broché, 496 pages 10,00 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES  
Distribution exclusive : ODEON DIFFUSION  
145, rue du Faubourg Poissonnière  
75481 PARIS CEDEX 10  
Importateur : LIBRAIRIE DU GLOBE

## ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV, couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.



pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel

## POLITIQUE

### M. Marchais : nous reconnaissons à l'Alsace la liberté d'être elle-même

Strasbourg. — Au terme de son périple de huit jours en Alsace, M. Georges Marchais s'est adressé, dimanche après-midi, à Strasbourg, à près de six mille militants communistes, en grande majorité des femmes, à l'occasion de la fête annuelle de « l'Humanité d'Alsace ».

Comme il l'avait fait la veille lors de sa conférence de presse sur le Rhin à bord du bateau, le leader communiste a déclaré qu'un gouvernement de gauche s'emploierait à mener une politique d'ouverture, de dialogue, plus active à l'égard de tout le pays d'Europe comme du tiers-monde.

Le secrétaire général du P.C. a rappelé que les communistes n'avaient pas hésité à soutenir « les gens de gauche » qui, pendant la guerre, ont soutenu la résistance et la dignité de la France, et a expliqué qu'ils avaient toujours le gouvernement à l'esprit, mais qu'ils ne se laisseraient pas influencer par l'Assemblée européenne. « Nous ne voulons pas, en effet, qu'une majorité d'extrême droite impose ses décisions à notre lutte », a-t-il affirmé.

Il a affirmé avoir déploré la dérive de la droite et le rôle de la droite, mais qu'il ne faut pas se laisser influencer par les forces réactionnaires. M. Marchais a réaffirmé la nécessité de maintenir à son niveau actuel l'armée nationale, « nous entendons, a-t-il ajouté, la mettre au service exclusif de la défense du territoire national contre toute agression, qu'elle vienne de l'extérieur ou de l'intérieur, et nous entendons, pendant ce temps, le bloc atlantique dirigé par les Américains ».

M. Marchais a parlé de la régionalisation du programme commun, notamment en ce qui concerne la décentralisation des collectivités locales et régionales.

Il a annoncé que le groupe communiste déposerait prochainement une proposition de loi en vue d'une « régionalisation véritable » une régionalisation qui permette de desservir les centres de la région.

Il a annoncé que le groupe communiste déposerait prochainement une proposition de loi en vue d'une « régionalisation véritable » une régionalisation qui permette de desservir les centres de la région.

Il a annoncé que le groupe communiste déposerait prochainement une proposition de loi en vue d'une « régionalisation véritable » une régionalisation qui permette de desservir les centres de la région.

Il a annoncé que le groupe communiste déposerait prochainement une proposition de loi en vue d'une « régionalisation véritable » une régionalisation qui permette de desservir les centres de la région.

De notre correspondant. — M. Marchais a rappelé les positions de son parti en matière de politique étrangère et de défense nationale, mais il a réservé la majeure partie de son propos aux problèmes de la région.

De notre correspondant. — M. Marchais a rappelé les positions de son parti en matière de politique étrangère et de défense nationale, mais il a réservé la majeure partie de son propos aux problèmes de la région.

JEAN CLAUDE HAHN.

### Trois élections cantonales

**ARDENNES**, canton de Mézières Centre-Ouest (3<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 11.684; vot. 4.987; suff. expr. 4.915. M. Alain Lévesque, P.C., 1.574 voix; J. Jean-Louis, R.P., 1.544; J. Jacques Piquet, sans étiquette, 1.544; J. Jacques Piquet, sans étiquette, 1.544.

**DORDOGNE**, canton de Sigoulès (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. 5.503; vot. 3.876; suff. expr. 3.823. M. Michel Bouquie, P.S., 1.211 voix; Charles Fournier, sans étiquette, 1.121; Pierre Laroque, sans étiquette, 771; Jean Laroque, P.C., 788; 11 y a eu un bulletin blanc.

**SEINE-SAINT-DENIS**, canton de Noisy-le-Grand (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 19.721; vot. 10.721; suff. expr. 10.721. M. Jean-Louis, R.P., 1.544; J. Jacques Piquet, sans étiquette, 1.544; J. Jacques Piquet, sans étiquette, 1.544.

**VIENNE**, Châtelleraut (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 22.057; vot. 15.348; suff. expr. 15.057. M. Genevieve-Alain, sans étiquette, 8.183; M. Paul Fromont, P.C., 7.864.

**VIENNE**, Châtelleraut (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 22.057; vot. 15.348; suff. expr. 15.057. M. Genevieve-Alain, sans étiquette, 8.183; M. Paul Fromont, P.C., 7.864.

**VIENNE**, Châtelleraut (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 22.057; vot. 15.348; suff. expr. 15.057. M. Genevieve-Alain, sans étiquette, 8.183; M. Paul Fromont, P.C., 7.864.

**VIENNE**, Châtelleraut (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 22.057; vot. 15.348; suff. expr. 15.057. M. Genevieve-Alain, sans étiquette, 8.183; M. Paul Fromont, P.C., 7.864.

**VIENNE**, Châtelleraut (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 22.057; vot. 15.348; suff. expr. 15.057. M. Genevieve-Alain, sans étiquette, 8.183; M. Paul Fromont, P.C., 7.864.

### M. Chirac : le président de la République n'est plus le chef de la majorité

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire le Point du 20 juin, M. Jacques Chirac, à la question : « le président de la République est-il encore le chef de la majorité ? » répond : « Il ne l'est plus ».

« C'est simplement parce qu'il a décidé, contrairement à ses prédécesseurs, de ne pas assumer la responsabilité de sa majorité. Lorsqu'il a dit — et c'était son droit — que quel que soit le résultat des élections il resterait au pouvoir, il a renoncé à être le chef de la majorité, puisqu'il renonçait à assurer la destinée de la France à partir de la majorité, à ce qui se passait avant, il ne peut plus déléguer ce pouvoir, auquel il a personnellement renoncé, à son premier ministre. Il a en réalité la situation que nous connaissons aujourd'hui : personne n'est en mesure de faire des arbitrages au sein de la majorité ».

### M. Monod lance un appel à l'unité de la majorité

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a lancé, vendredi soir 17 juin, à Nancy, un appel à « l'indispensable unité de la majorité pour gagner les élections législatives de mars 1978 ». Définissant cette « unité » comme un « impératif absolu », M. Monod a indiqué que « le pacte majoritaire, sur lequel Chirac peut et doit s'appuyer, n'est qu'un commencement raisonnable et utile ».

Il a ajouté : « Ce pacte n'est véritablement un vrai accord de seconde zone. C'est un pacte auquel pourront souscrire tous les candidats de la majorité avant même de recevoir l'investiture ».

« M. Yves Guéna, délégué politique du R.P.R., a déclaré, samedi 18 juin à Périgueux : « Dans le régime où nous sommes, l'histoire, et il est bien évident, est entre les mains de la majorité, mais à condition qu'elle s'appuie franchement sur l'ensemble de sa majorité sans chercher à distancer, parmi ceux qui la soutiennent, ceux qui sont bons et ceux qui seraient mauvais ».

« Lorsque j'entends dire qu'on a voulu promouvoir une certaine politique de réforme, par exemple, et qu'on a refusé à la majorité, parce qu'il y avait une partie de la majorité qui traitait les pieds, qui n'était pas d'accord, je dis : ce n'est pas le langage du chef ».

**LA COMMÉMORATION DE L'APPEL DU 18 JUNE**  
M. Chirac a présidé, samedi 18 juin, en fin de journée, au Mans-Vallée, la traditionnelle cérémonie à l'occasion du trentième anniversaire de l'appel du général de Gaulle. Le chef de l'Etat a recueilli les mains des personnalités présentes, parmi lesquelles se trouvaient M. Jacques Chirac, maire de Paris.

« M. Alain Peyrache, garde des sceaux, ministre de la justice, s'est rendu à Colombey-les-Deux-Églises, où, devant le monument, il a déposé une gerbe portant la mention : Le président de la République et la République ».

### ANCIENS COMBATTANTS

#### M. Bord répond AUX PRISONNIERS DE GUERRE

Quelques mille anciens combattants ont répondu, samedi 18 juin, sur l'espérance des Invalides, à l'appel lancé par la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc pour « alerter le Parlement sur l'urgence de leurs revendications ».

Pour sa part, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Jean-Louis, dans un communiqué, a déclaré que « les objectifs de législation annoncés en 1973 ont tous été réalisés, et que d'ores et déjà sont en préparation les objectifs qui seront proposés pour la période 1978-1983 ».

Par ailleurs, les objectifs réalisés, a-t-il précisé, ont été la carte de combattant aux anciens militaires d'Afrique du Nord dans les mêmes conditions qu'aux autres combattants, le droit à la retraite professionnelle à soixante ans aux anciens combattants et prisonniers de guerre.

Enfin, pour répondre à la revendication essentielle des anciens prisonniers de guerre, M. Jean-Louis estime que la retraite du combattant de la guerre 1939-1945 sera, lors du prochain budget, mise à parité avec celle du combattant de 1914-1918.

### RAPATRIÉS

#### Le mouvement du Retour réunit ses délégués en congrès national

Ainsi qu'il avait annoncé le samedi 11 juin à Paris, le congrès d'un rassemblement réunissant environ un millier de rapatriés d'Afrique du Nord, les dirigeants du mouvement du Retour (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et apollés) ont convoqué leurs délégués départementaux, régionaux, nationaux, mercredi 22 juin, à l'hôtel de la chimie, à Paris.

Le mouvement du Retour, qui prépare une démission collective auprès des différents groupes parlementaires afin d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale d'un projet ou d'une proposition de loi portant satisfaction des revendications des rapatriés.

Le veille de ces assemblées nationales, les dirigeants du mouvement du Retour ont organisé à l'hôtel de la chimie, à Paris, un dîner-débat auquel doivent notamment participer les représentants des principales formations politiques.

En réponse aux déclarations faites le mercredi 15 juin à la Roquette d'Antony par M. Jacques Domnati, secrétaire d'Etat chargé des problèmes des rapatriés (le Monde du 17 juin), le mouvement du Retour a déclaré : « Les divers groupes politiques, en déposant des propositions de loi satisfaisantes, ne se sont livrés à aucune surpêche, mais ont surtout, enfin, pris conscience de l'injustice à laquelle les rapatriés sont encore condamnés. L'un de ses dirigeants, M. Jacques Rousseau, ajoute : « Si le gouvernement et la majorité ne réagissent pas rapidement, les rapatriés seront alors définitivement condamnés à devenir, au plus tôt, les Palestiniens de la France ».

## ouvriers

### LEURS ENFANTS

#### A NE PAS OUBLIER

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».

« Les enfants des ouvriers doivent être considérés comme des enfants de France ».



# AUX OUVRIERS EUROPÉENS, NORD-AMÉRICAINS ET JAPONAIS

## A LEURS ENFANTS, A NOS PEUPLES DU TIERS-MONDE A NOS COMPAGNONS DE CLASSE

Cet appel n'a besoin de signature, car il n'a besoin d'en avoir. Il appartient à nous tous, hommes de travail, prolétaires. A nous tous qui n'avons pas besoin de quelconque nous présente pour nous reconnaître, car nous connaissons à l'avance les signes de notre propre vie. Les signes de notre travail et de notre faim. Nos mains calleuses et nos épaules voûtées de vaines. Notre fatigue de tous les jours. Notre voix enrouée par l'alcool, qui nous fait noyer nos chagrins. Notre résistance physique, éprouvée en pleine chaleur de l'été et au froid de l'hiver. Notre regard, dur pour nous, qui nous font chier et bon pour nos frères. Nos maisons où nous vivons entassés les uns sur les autres, dans un seul toit où nous sommes obligés de louer ce que nous-mêmes nous avons bâti. Notre lutte contre les maladies, afin que nos enfants puissent grandir sains. Notre rançonne, puisque nous ne pouvons pas leur donner ce que les patrons nous volent. Notre éducation, de notre seule école : la rue. Notre douleur pour ceux qui s'en vont avec leurs espoirs détruits.

Nous nous reconnaissons entre nous, car nous portons sur nous les mêmes marques : celles de l'exploitation, de l'humiliation, du mépris, les défaites de nos pères et de nos grands-pères, la marque de leurs luttes. La trace des exemples communs qu'on a suivis. Le signe de nos rêves, de nos espérances.

Nous sommes ici ou là. D'un bout à l'autre du monde. De Changhaï à New-York et de Mexico à Rome. De Tripoli à Bruxelles et d'Asunción à Moscou. Nous tirons le fruit de la terre. Nous ouvrons les routes. Nous faisons marcher les véhicules et les bateaux, le train et l'avion. Nous amenons les récoltes à la ville. Nous construisons pour les patrons leurs ports et leurs gratte-ciel. Nous sommes ici. De Lima à Varsovie et du Caire à Francfort. De Djakarta à Barcelone et de Santiago à Milan. Nous produisons le café ou cultivons le coton. Nous faisons le blé et récoltons le maïs. Nous produisons le sucre et transportons le cacao. Nous sommes ici. De La Nouvelle-Délie à Madrid et de Avellaneda à Marseille. De Sao-Paulo à Turin et du Nigeria à Sofia. Nous creusons les montagnes, nous ouvrons les forêts, pour ouvrir les routes. Nous posons les montagnes et dérivons les rivières. Nous conduisons les bœufs et nous soignons les vaches. Nous semons, nous conduisons les moissonneuses. Nous sommes ici. D'Alger à Detroit et de La Havane à Londres. De Guayaquil à Amsterdam et de Hanôï à Bonn. Nous faisons jaillir le pétrole, nous extrayons l'étain. Nous trouvons l'or, nous charrions le charbon. Nous extrayons l'argent, nous transportons le zinc. Nous stockons les marchandises sur les jetées des ports et nous crions les titres des journaux. Nous transformons l'acier, nous fabriquons la machine et en même temps l'utilisons. Nous sommes ici. De Séoul à Burgos, de Damas à Lyon et du Congo à Bologne. De l'Angola à Berlin, de Bogota à Hambourg et de Rosario à Liverpool. Sur un bâtiment ou en creusant une fosse. En abattant une paroi ou en construisant une autre. A côté d'un tour sur une fraiseuse. Derrière une valancine ou en lubrifiant un engrenage. Nous sommes ici. De Buenos-Aires à Paris. Manille à Lisbonne et de Caracas à Kiev. De Rio à Pékin, de Aleppo à Dublin et de Panama à Budapest. En débouchant les égouts ou en construisant un métier à tisser. En lissant l'encre d'une machine d'imprimerie ou en utilisant une soudure. En faisant le montage d'une turbine ou en églant un moteur. En suspension sous le ciel en train d'installer une ligne téléphonique ou éprouvant l'avant-goût de l'enfer au fond d'une mine. En nous

déshydratant devant un four ou en nous gelant dans un frigorifique. En créant tout cela de nos mains pour faire le monde et en le supportant. En ayant du travail ou en cherchant. Avec plusieurs des nôtres obligés de voler pour avoir du pain. Nos femmes obligées de louer leurs nuits, pour ne pas être obligées de vendre leurs enfants.

Notre appel n'a besoin d'aucune signature. Nous savons bien que nous sommes tous en train de mourir, mais nous avons toujours dit. Mais une fois à haute voix. Puisque, pour eux se sauver, ils ont été obligés de nous écouter tous. Et en écoutant notre propre voix, nous allons réaffirmer notre confiance dans notre classe. Pour continuer à nous battre, en connaissant la terreur que notre force réveille chez nos ennemis.

Les grands dirigeants du « Vieux Monde » cherchent à se grouper autour de la « paix » et des « droits de l'homme », car ils ont la terreur que nous, les ouvriers du « Vieux » et du « Nouveau Monde », commençons à nous unir.

Les grands dirigeants du « Vieux Monde » ne peuvent plus dormir. Carter distribue des sourires dans tous les coins, se promène avec des Noirs et montre son sourire à l'Amérique latine. Brejnev, lui, cligne de l'œil, il apparaît vexé, mais il reconnaît sa propre « opposition interne » et donne le feu vert à l'« eurocommunisme », sans se sentir désemparé le gendarme du Pacte de Varsovie. En suivant les pas des Yankees et des Russes, le Marché commun ne va plus à nous qui gouvernent l'Europe, non plus que leurs alliances à l'intérieur de l'OTAN, même si souhaitent continuer à se grouper. Anglais avec l'Italie, Allemands avec la France, ils convoquent les Japonais à leur suite. Personne ne veut perdre le nouveau jeu du monde patronal. Tous leurs politiciens — royalistes et républicains, libéraux, démocrates-chrétiens et socialistes, fascistes et « eurocommunistes », — en donnant la main, parcourent le monde en diffusant partout leurs propres consignes : ils parlent entre eux, ils s'écourent, ils s'écritent et ils se lient. Ils se prononcent et ils s'applaudissent eux-mêmes. Ils aiment bien se sentir l'un à côté de l'autre, coucher ensemble et s'embrasser en formulant des toasts à la « paix », à la « liberté » et aux « droits de l'homme ». Quelle paix ? Quelle liberté ? Les droits de qui ?

Entre-temps, dans nos peuples du tiers-monde, dans nos peuples qui payent avec leur propre misère les rêves des hommes d'Etat, dans nos peuples qui payent avec leur propre sueur le rien-à-foutre des politiciens, dans nos peuples qui payent avec leur propre lutte l'entretien intellectuel, les militaires continuent à être le fouet des grands patrons. Ils règnent sur notre salaire du jour et fouettent nos épaules. Fouet sur notre travail et sur notre vie.

Qu'est-ce qui arrive ? Le monde patronal est-il en train de se diviser ? Tandis que les grands patrons du « Nouveau Monde » comme toujours, s'entourent de militaires, les grands patrons du « Vieux Monde » se cachent derrière les politiciens les mots, ils nous font patienter avec des paroles

de paix. Mais est-ce que nous sommes toujours vus unis, les uns et les autres, contre nos maîtres ? Est-ce que nous ne portons pas la souffrance sur nos côtes et sur notre estomac, de la violence de leur pouvoir puissant pendant presque 200 ans ? Pourquoi, maintenant, les grands dirigeants du « Vieux Monde » cherchent-ils à nous réunir autour de la « paix » ? Afin d'en terminer avec notre misère ? Mais s'il s'agit d'eux-mêmes, qui poussent, dirigent, gèrent notre exploitation, sur toute la Terre ? Pour partager leurs gains ? Mais si, eux, ils peuvent seulement maintenir unis, en nous dépouillant de la richesse qui nous fait tous nos bras. Pour assurer la maison, la santé, l'éducation de tous nos enfants ? Mais si leur pouvoir a été réalisé et maintenant au prix de notre disgrâce ; pourquoi, alors, les grands dirigeants du « Vieux Monde » cachent-ils le fouet et dressent-ils maintenant le drapeau de la liberté ? C'est pour la même raison que les grands patrons du « Nouveau Monde » continuent à avoir besoin de militaires. Pour se défendre. Contre qui ? Contre nous tous, ouvriers du « Vieux » et du « Nouveau Monde ». Pour se défendre contre l'unité que nous tous nous pouvons construire.

Ils ont la terreur que la force des ouvriers du « Nouveau Monde » se regroupe avec l'énergie du « Vieux ». Pour cette raison, ils ne peuvent pas dormir. Pour cette raison, ils réunissent toutes leurs forces dans le « Vieux Monde », afin de réorganiser leur pouvoir, le pouvoir patronal. Ils ont toutes leurs voix, il n'y a qu'une seule voix : par la bouche de Carter et de Brejnev, de royalistes et de républicains, de conservateurs et de libéraux, de démocrates-chrétiens et de socialistes, de fascistes et d'eurocommunistes, c'est la voix du capital qui parle. Derrière leurs cauchemars, il y a notre réalité. Notre réalité les oblige à faire de la « paix », de la « liberté », de la « paix », de la « liberté » et des « droits de l'homme » : la paix et la liberté du pouvoir patronal, qui a la prétention de garder son droit à nous exploiter et à nous diriger, à parler en notre nom et à nous nuire. Derrière leur terreur, il y a notre présence et il y a notre lutte.

Ils ne savent pas que, derrière leur dos, nous sommes déjà en train de nous réunir. Pour bâtir notre propre monde. Ni « Vieux », ni « Nouveau » : Ouvrier. Ils ne savent pas que, dans leur outrecuidance, ils nous méprisent. Ils ne savent pas, car, dans leur ignorance, ils ne peuvent pas se rendre compte de l'endroit où nous menons le chemin que nous sommes en train de parcourir.

Dans un an ou dans dix ans. En cinq ou en vingt, le chemin que nous sommes en train de parcourir nous amène à nous réunir. En ayant confiance uniquement dans la force qui naît de nos bras, dans la confiance qui naît de notre propre vie. La lutte est déjà en train de nous réunir. La même lutte va nous réunir chaque jour davantage, en renforçant notre pouvoir, le pouvoir des ouvriers.

Nous sommes sur la Terre depuis plus de 200 ans. Nous sommes nés avec l'industrie et, rapidement, nous avons peuplé les villes. Nous avons donné la richesse aux patrons avec notre vie et celle de nos fils. Nous avons changé la face de la Terre avec notre travail. Nous avons donné avec notre sang la « gloire » aux nations qui ont opprimé,

nous avons donné la liberté aux nations opprimées, nous notre lutte.

Dans un premier temps, la machine, le travail, nous ont unis. Ensuite, la nécessité de nous défendre. Nous avons conquis notre dignité quand, en supportant tout le poids du pouvoir patronal — avec ses militaires, ses politiciens, ses prisons et ses juges, ses policiers, ses mouchards, — nous avons été capables de nous faire respecter : en face d'un contremaître d'abord, d'un chef ensuite, en face d'un patron enfin. Nous avons donné la preuve de notre force quand nous nous sommes battus tous ensemble. Nous avons pu nous rendre compte qu'ils avaient peur de nous. Nous avons obtenu certains triomphes, qui nous ont coûté beaucoup, mais qui toutefois ne nous ont pas entièrement libérés.

Mille fois nous avons fait confiance aux autres, pour nous réunir. Mille fois, nous nous sommes trompés. Nous avons été en première ligne dans toutes les guerres et presque toutes nous les avons perdues. Nous avons obligé les dirigeants à faire la paix et nous n'en avons exploité aucune. C'est cela notre histoire.

Toutefois, nous continuons à être debout. En donnant la vie à tout ce qui nous entoure. Dans le « Vieux » et dans le « Nouveau Monde ». A la terre et à la machine. Au transport et au service. Toujours en travaillant. Toujours en allant à l'avant. Et dans ce chemin, nous allons nous réunir. Dans les vestiaires des usines, dans les zones de repos des ports et dans les dortoirs des champs. Sur les étriers des trains et au zéro des routes. Dans les terrains de sport et aux coins des rues dans les quartiers.

Lutte après lutte, nous donnons la vie à notre marche. En changeant le bon d'achat du salaire dans la terre du « seigneur ». En prenant la défense de la quinzaine et du travail dans l'usine du patron. En trouvant dans chaque conseil la manière de nous diriger par nous-mêmes. En trouvant dans chaque assemblée la manière de nous représenter nous-mêmes. Ainsi, nous allons de l'avant, nous, les ouvriers. De cette façon, nous sommes en train de nous unir. Dans le « Nouveau Monde » à la tête de chacun de nos peuples. Dans le « Vieux » en récupérant notre héroïque tradition de lutte. C'est ainsi que nous allons de l'avant. En recueillant dans notre marche toute l'expérience acquise par nos pères et nos grands-pères. C'est ainsi que nous sommes en train de nous unir.

Déjà aujourd'hui personne ne pourra utiliser impunément notre lutte. Aujourd'hui toutes les « avant-gardes » se heurtent à notre conscience, puisque nous-mêmes nous sommes en train de parcourir notre propre chemin. Nous appelons à nous tous qui souhaitent venir pour nous battre. Nous allons chasser ceux qui s'approchent pour nous utiliser. Dans un an ou dix, dans cinq ou vingt ans, il ne restera personne sur la Terre qui ne soit obligé de nous rendre compte. Quand l'affrontement dans chaque champ aura la force de nos champs. Quand l'affrontement dans chaque mine aura la force de nos mines. Quand l'affrontement dans chaque port aura la force de tous les ports. Quand l'affrontement dans chaque usine aura la force de toutes les usines. Quand l'affrontement dans chaque établissement aura la force de tous les établissements. Quand l'affrontement de chacun de nos frères aura la force de toute notre classe. Quand notre pouvoir, le pouvoir des ouvriers, la défaite du pouvoir des patrons. Quand notre monde s'ouvrira un chemin parmi les dépouilles du monde des patrons.



# RELIGION

## L'INTÉGRATION DES CLERCS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

### Des précisions de l'épiscopat

A la suite de la décision prise par le Conseil national de la Sécurité sociale (le Monde du 11 juin), le Service public de l'opinion publique (le Monde du 11 juin) a demandé à l'épiscopat français de préciser ses positions.

L'épiscopat a fait choix du régime de la Sécurité sociale pour les prêtres à l'occasion de la plénière de novembre 1974 et a décidé de ne pas revenir sur sa décision.

En 1969 à la suite de la décision prise par le Conseil national de la Sécurité sociale, les évêques ont décidé de ne pas revenir sur sa décision.

Le régime de la Sécurité sociale pour les prêtres a été décidé par le Conseil national de la Sécurité sociale en 1969. Les évêques ont décidé de ne pas revenir sur sa décision.

Le régime de la Sécurité sociale pour les prêtres a été décidé par le Conseil national de la Sécurité sociale en 1969. Les évêques ont décidé de ne pas revenir sur sa décision.

### LE PREMIER SAINT DES ÉTATS-UNIS A ÉTÉ CANONISÉ

Le premier saint américain a été canonisé le 19 juin à Saint-Pierre de Rome par Paul VI. Il s'agit de John Néponcène Neumann, archevêque de Philadelphie (1811-1880), qui évangélisa les Indiens et fonda des écoles.

Le pape a souligné que « les États-Unis ont enregistré dans la liste de leurs saints, à côté de leurs héros, ce champion qui permet à l'Amérique d'ajouter à sa fameuse déclaration d'indépendance la consécration de sa sainteté ».

### LA DÉVANCE DES JEUNES TRADUIT UNE CRISE DE SOCIÉTÉ estime Mgr Etcheberry

Mgr Roger Etcheberry, archevêque de Bordeaux, a parlé de la dévance des jeunes à l'occasion de la plénière de la Conférence épiscopale de la région de Bordeaux, le 17 juin.

« La dévance des jeunes, c'est un symptôme de la crise de la société », a-t-il déclaré. « Elle traduit une dévance de la famille, de la culture, de la religion, de la politique, de la vie sociale. »

Mgr Etcheberry a souligné que « la dévance des jeunes n'est pas un phénomène nouveau. Elle a existé à toutes les époques de l'histoire. Mais elle a pris une dimension nouvelle aujourd'hui, car elle est devenue une crise de société. »

Il a appelé à une prise de conscience collective pour surmonter cette crise.

### Vous qui voulez partir en vacances ! Vous qui voulez être samedi sur la "Côte" !

### Prenez "L'AZUR 2000"

Un train pas comme les autres, qui recrée l'ambiance des grands express internationaux des années 30. Bar, cinéma, pullman, grill, hôtesses, stewards, musique, voitures lites et couchettes de 2<sup>e</sup> classe aménagées.

Départ de Paris Gare de Lyon tous les vendredis du 17 juin au 8 septembre à 18 h 45, par Marseille, Toulon, St-Raphaël, Cannes, Juan-les-Pins, Antibes, Nice, Beaulieu, Monaco.

Arrivée à Menton 9 h 14. Retour tous les vendredis, départ Menton à 18 h 40, arrivée à Paris Gare de Lyon le 11 h 30.

**Valais-Suisse**

THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et détente. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Sid sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE) (aéroport).

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

**THYON 2000** sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et détente. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Sid sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE) (aéroport).

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

**VOIR pour mieux se protéger.**

**VIDEOPHILIPS** système de surveillance par télévision

Face aux vols, aux agressions et à la recrudescence du banditisme, le système de surveillance vidéo Philips est une véritable arme de défense et de sécurité.

En permanence, il assure une surveillance des biens et des personnes et permet les interventions immédiates.

Le VIDEO PHILIPS s'adapte à tous les cas, grâce à sa grande simplicité d'installation et d'utilisation.

Le VIDEO PHILIPS est disponible en plusieurs versions : vidéo, vidéo-câble et vidéo-câble avec sonnerie.

Le VIDEO PHILIPS est disponible en plusieurs versions : vidéo, vidéo-câble et vidéo-câble avec sonnerie.

## INVITÉ AU CLUB DE LA PRESSE

### On ne peut pas être à la fois bon communiste et bon chrétien déclare le cardinal Marty

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, était le premier homme d'Eglise à faire son entrée au Club de la Presse le dimanche 19 juin à 19 heures, sur Europe 1. Il a précisé : « Vous avez devant vous un homme qui n'est pas politique, mais religieux. »

En effet, au long de l'entretien, l'archevêque de Paris se refuse d'entretenir sur des sujets politiques. Il ne prononcera ni sur les élections qui viennent, dira-t-il, ni sur la ville de M. Brejnev.

Le cardinal a cherché à être concret. « Je ne pas mâcher ses mots », comme il l'a dit, même si son désarroi paraît par moments devant la précision des questions posées par les journalistes. Ses réponses claires furent données. « Nous ne voulons pas la guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Si on a fait pression à une époque sur les parents pour qu'ils envoient leurs enfants à l'école catholique, actuellement les parents sont entièrement libres d'envoyer leurs enfants là où ils veulent. »

Même clarté dans le domaine politique. L'Evangile n'est pas neutre, mais il ne contient pas de recette politique. « Le pluralisme est légitime. Cela dit, ce pluralisme a des limites et si on ne doit pas douter de la loi ou de la loyauté des chrétiens qui se disent communistes, on est en droit de signaler la contradiction de principe dans leur position. On ne peut pas être à la fois bon communiste et bon chrétien », affirme le cardinal Marty.

Mais le chapitre qui a visiblement chagriné le cardinal était celui de la querelle des intégristes. Faisant montre d'une grande compréhension pour les intégristes, il a nié la composante politique de la controverse en faisant allusion expressément à l'Action française et au « mélange politico-religieux » de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Le moment le plus émouvant de l'entretien fut sans doute celui où le cardinal a répondu à une question de Pierre Vanhoye-Pons : « Vous êtes un homme politique ? » « Je ne suis pas un homme politique », a-t-il répondu. « Je suis un homme d'Eglise. »

ALAIN WOODROW.

et des libertés. Un projet de loi ne peut pas occulter la vérité de l'homme en tant qu'homme. Je suis bien sûr de ce fait. Je ne suis pas un homme politique. Je suis un homme d'Eglise. Je ne suis pas un homme politique. Je suis un homme d'Eglise.

Se refusant de commenter la visite de M. Brejnev, attendu à Paris le 20 juin, le cardinal a déclaré : « Je ne suis pas un homme politique. Je suis un homme d'Eglise. »

### Nous ne voulons pas de guerre scolaire

Sur la question scolaire, le cardinal Marty a été très clair. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.

**VIVRE A PARIS ET EN BANLIEUE**

40 Programmes Immobiliers sélectionnés

vous seront gratuitement adressés sur envoi de ce coupon de votre carte de visite à :

**L'IMMOBILIER**

12, rue des Lions St. Paul - 75004 PARIS

« Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de guerre scolaire », a-t-il déclaré.



... DE LA PRESSE  
... bon communiste et bon chrétien  
... cardinal Marty

RELIGION

LES TRAVAUX DE LA VI<sup>e</sup> ASSEMBLÉE LUTHÉRIENNE MONDIALE

Les Africains aspirent à une nouvelle Réforme

Dar-Es-Salaam. — « Le christianisme apporté par les colonisateurs n'est pas une religion, mais une sorte de domination de l'homme blanc sur les peuples africains. Notre continent est obligé de se débarrasser de la religion du colonialisme pour achever sa libération » (discours de Lomé du 23 janvier). Si par impossible le président libyen Kadhafi, auteur de ces propos, se trouvait à titre d'observateur à la VI<sup>e</sup> Assemblée luthérienne mondiale, il devrait tempérer son jugement, dont le moins qu'on peut reconnaître est qu'il est

De notre envoyé spécial

besoins et aux aspirations des Africains. La soi-disant « priorité sur le respect des pouvoirs établis et sur la notion d'Etat. Si la violence répugne naturellement aux chrétiens, il est des cas où, en fin de compte, il devient impossible de l'esquiver. En aucune façon la non-violence ne saurait servir d'alibi à la lâcheté ainsi qu'en convenait Gandhi lui-même. La violence est acceptable, en dernier ressort, à la VI<sup>e</sup> Assemblée luthérienne mondiale, à la VI<sup>e</sup> Assemblée luthérienne mondiale, à la VI<sup>e</sup> Assemblée luthérienne mondiale.

de sens. Il reproche aux institutions missionnaires de ne montrer parfois que des situations d'oppression. L'exemple de missionnaires qui se sont convertis à la religion des peuples qu'ils étaient venus évangéliser est une « flagrance d'hypocrisie ». L'Église ne doit pas être une « Église de l'oppression ». L'Église ne doit pas être une « Église de l'oppression ». L'Église ne doit pas être une « Église de l'oppression ».

En luthériens, nous blancs, présents à Dar-Es-Salaam, travaillons fraternellement à la libération spirituelle, politique et économique de l'Afrique. Dans aucun autre continent, les progrès du christianisme n'ont été aussi rapides au cours de ces dernières années. Qui pourrait nier qu'en Tanzanie, par exemple, le président Julius Nyerere a jeté les bases d'une sorte de socialisme chrétien qui doit, avant tout, au respect de tout homme quel qu'il soit, le partage des biens et des responsabilités, la vie communautaire, l'autonomie de décision, la primauté de l'homme.

De son côté, le pasteur noir Lukas de Vries, président de l'Église évangélique luthérienne d'Amérique du Nord, estime que l'Église n'a pas le droit de condamner automatiquement la violence. Il avertit qu'il n'y a aucune possibilité de solution pacifique en Afrique australe, où le pouvoir blanc continue à imposer ses vues malgré les « superfluités » prises récemment.

L'imagination créatrice a changé de camp. Paralyté par son passé et par sa richesse, l'Occident chrétien semble frappé de stérilité. L'Église, elle-même, a été stimulée par le tiers-monde.

ÉDUCATION

C'est dans l'enseignement supérieur que l'opposition essaie d'atteindre au cœur la démocratie

déclare Mme Saunier-Seïté

Nantes. — Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, a déclaré, samedi 18 juin, au cours d'un débat organisé à Nantes par les « Cercles universitaires démocratiques » que « l'opposition dans l'enseignement supérieur est la condition de la démocratie ». Elle a ajouté que les universités souffrent d'un manque de démocratie. « Si l'on veut qu'elles ne deviennent pas des sortes de clubs, a-t-elle affirmé, des sortes d'armées du salut, il faut leur restituer leur vraie mission. »

De notre envoyé spécial

éléments les plus radicaux de la majorité. Du point de vue de la salle, le secrétaire d'Etat a eu, reconnaît-on, un bon quart d'heure : surtout lorsqu'elle répète que « l'enseignement supérieur est la condition de la démocratie » et que l'opposition dans l'enseignement supérieur est la condition de la démocratie.

croissent « d'apprentis enseignants ». L'enseignement supérieur est un lieu de « formation », a-t-elle dit. « C'est extraordinaire », a-t-elle dit. « C'est extraordinaire », a-t-elle dit. « C'est extraordinaire », a-t-elle dit.

Plusieurs milliers d'invitations avaient été lancées. On avait battu le rappel des universitaires de Nantes, Brest, Caen, Poitiers, Angers et Rennes. A Paris, les proches du président de la République assuraient que l'événement allait être de première importance. Samedi 18 juin, la majorité avait choisi, annonçant-on, de ne pas laisser la gauche aller seule au devant de l'actualité et de décider de porter courtoisement l'événement au Palais de la Ville où il tenait son congrès.

Assistants et apprentis. Autre moment qui a fait frissonner de plaisir l'auditoire du secrétaire d'Etat : l'attaque contre les assistants de l'enseignement supérieur. Mme Saunier-Seïté a déclaré que le nombre des assistants de l'enseignement supérieur est trop élevé.

On ne peut d'ailleurs pas ne pas relever à cet égard que M. Barre prononce ces discours au lendemain des élections d'Alfred Schmidt. Cette obstination à imaginer des scénarios de conflits entre la gauche et la droite de l'Europe « comme la gauche et la droite de l'Europe ».

école des cadres  
"JEUNES FILLES"  
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur prépare en deux ans :  
• Secrétariat de direction bilingue, trilingue.  
• Assistante de publicité.  
• Baccalauréat d'économie et d'entreprise.  
• Assistante en relations publiques.  
• Section spécialisée tourisme et loisirs.  
Examen d'entrée : 23 juin - 6 juillet - 13 septembre  
Ecole des Cadres 92, au Château de Gailly  
92200 Neuilly-sur-Seine Tél. : 747.06.40

EN VISITE AU CAMP DE MAILLY

M. Barre affirme la continuité de la politique militaire gaulliste

M. Raymond Barre a célébré l'anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, prononçant, samedi après-midi au camp de Mailly (Aube), un discours affirmant la continuité de la politique gaulliste d'indépendance nationale, fondée sur la possession d'armes nucléaires suffisantes pour dissuader d'éventuels agresseurs et assurer ainsi à la France « la pleine maîtrise de son destin ». Faisant référence, à plusieurs reprises, aux orientations tracées, en 1958, par le général de Gaulle, le premier ministre a confirmé, en effet, les grands principes de la politique de défense de la V<sup>e</sup> République : non-participation à l'OTAN, respect des engagements militaires au sein de l'alliance atlantique ; développement de la capacité dissuasive de l'armée de terre, le général André Lagarde, le commandant de la VI<sup>e</sup> région militaire, le général Jean-Paul Bachevalier, et les cadres du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie et de la

l'armée de métier et maintien de la durée du service national à douze mois. M. Raymond Barre a notamment déclaré que la France n'hésiterait pas, dans des « extrêmes », à utiliser « une force nucléaire pour protéger les « approches » de son territoire national, c'est-à-dire les pays « voisins et alliés ». Ces propos prennent une résonance particulière au moment où le chef de l'Etat soviétique, M. Leonid Brejnev, est à Paris pour discuter notamment avec M. Valéry Giscard d'Estaing, du problème de la sécurité d'une façon générale. Le premier ministre n'exclut pas la présence au sein des forces françaises de moyens nucléaires tactiques pouvant intervenir à l'extérieur du territoire national.

De notre envoyé spécial

« JE SUIS FIER DE CE QUE J'AI VU... »

M. Raymond Barre, qui était accompagné de M. Von Bismarck, ministre de la Défense, a prononcé son discours à Mailly-le-Camp (Aube), devant le chef d'état-major de l'armée de terre, le général André Lagarde, le commandant de la VI<sup>e</sup> région militaire, le général Jean-Paul Bachevalier, et les cadres du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie et de la 1<sup>re</sup> brigade mécanisée qui effectuent actuellement des manœuvres en Champagne. Après avoir rendu hommage à la mémoire du général de Gaulle, le premier ministre a affirmé la continuité de la politique de défense de la V<sup>e</sup> République.

« Je suis fier de ce que j'ai vu... » M. Raymond Barre, qui était accompagné de M. Von Bismarck, ministre de la Défense, a prononcé son discours à Mailly-le-Camp (Aube), devant le chef d'état-major de l'armée de terre, le général André Lagarde, le commandant de la VI<sup>e</sup> région militaire, le général Jean-Paul Bachevalier, et les cadres du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie et de la 1<sup>re</sup> brigade mécanisée qui effectuent actuellement des manœuvres en Champagne.

« Je suis fier de ce que j'ai vu... » M. Raymond Barre, qui était accompagné de M. Von Bismarck, ministre de la Défense, a prononcé son discours à Mailly-le-Camp (Aube), devant le chef d'état-major de l'armée de terre, le général André Lagarde, le commandant de la VI<sup>e</sup> région militaire, le général Jean-Paul Bachevalier, et les cadres du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie et de la 1<sup>re</sup> brigade mécanisée qui effectuent actuellement des manœuvres en Champagne.

Des nuances

Une double critique des positions de l'opposition a été adressée, d'abord, au discours du premier ministre à Mailly-le-Camp. Au P.C.F., M. Barre a été accusé de « conception » d'un emploi de l'arme nucléaire, qui pourrait être utilisée « à la fois pour la défense et pour l'attaque ». M. Barre ne réagit pas dans un discours critique. Il a dit que la réaffirmation d'un principe de la dissuasion nucléaire est une expression publique d'un engagement militaire, mais apparaît des nuances par rapport à la position précédente de M. Valéry Giscard d'Estaing ou du chef d'état-major des armées, le général Mery.

M. KANAPA (P.C.) : une politique aventureuse.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., a commenté le discours de M. Barre sur la politique de défense, dimanche 19 juin, devant la conférence fédérale du P.C.F., dans la Seine-Saint-Denis. « L'abord de M. Barre est à peu près celui en France à l'égard de la dégradation de nos forces conventionnelles. En fait, lorsque l'on affirme la doctrine dite « la bataille de l'avenir », lorsqu'il envisage l'utilisation de nos forces armées nucléaires comprises, en dehors du territoire national, à définir une politique proprement aventuriste. Avec cette politique, les forces françaises pourraient demain se voir mises, en particulier, au service de l'Allemagne fédérale. »

JACQUES ISNARD.



**PUY SAINT VINCENT**  
à puy saint vincent  
1400m. 2750m. Hautes-Alpes

**été**

De longues promenades à travers les champs et les forêts, les nombreux refuges du Massif de l'Oisans et de la vallée des Ecrins.

**vaut l'hiver**

Déjà plus de 100 km de pistes et 1500 m. Puy Saint-Vincent, une station toutes catégories. Le sud de fond. A 1400 m. un anneau d'initiation à ski aménagé. A 1100 m. un anneau pour les skieurs chevronnés. 1 télécabine, 10 remontées mécaniques, 1 télé-siège. 4 moniteurs à votre disposition (école de ski française). 4 jardinières en neige pour les tout-petits.

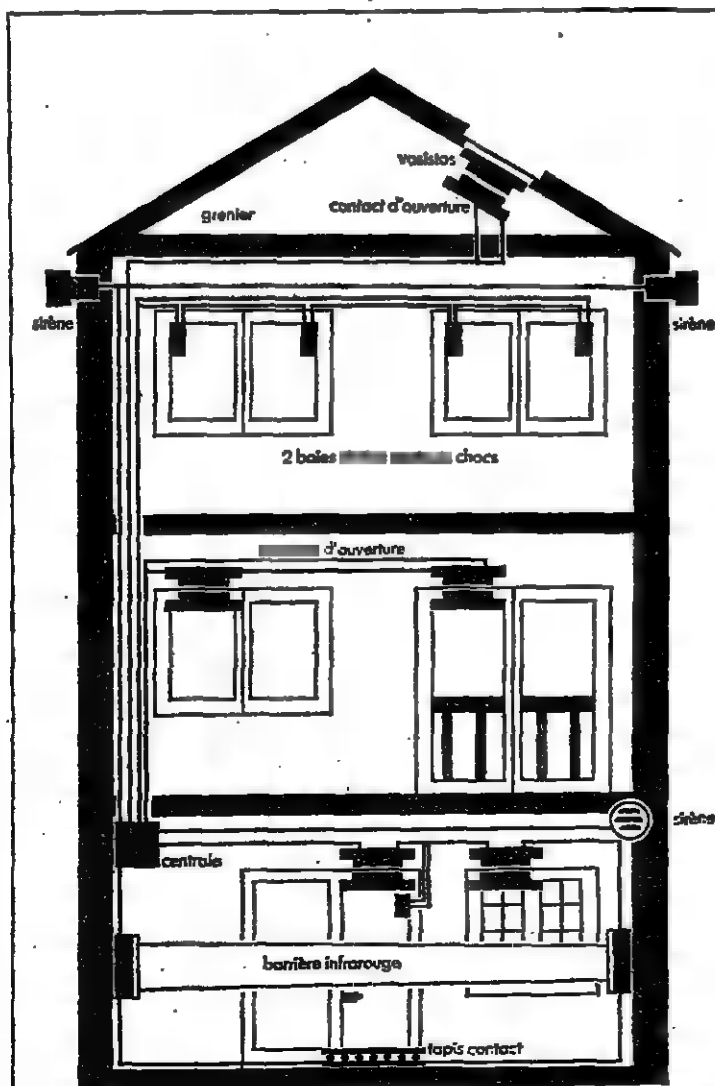
**UN COMPLEXE IMMOBILIER DE GRAND STANDING**  
**PUY SAINT-VINCENT** pour résidences secondaires, à l'architecture réellement intégrée au paysage, bénéficiant de toutes les dernières techniques. Appartements et studios à louer ou à vendre à partir de 90.000 F

réalisation : GROUPE  
**CASTELLA-BOUCAU**

Renseignements sur place  
**PUY-SAINTE-VINCENT**  
1400 m. 2750 m.

• La Haute-Alpes •  
4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris (16-1)  
Tél. 22-32.75 et 296-01-28

## Avec les 8 BHV,\* mettez vos biens sous bonne garde.



Pour protéger votre maison des visiteurs indésirables, les 8 BHV ont sélectionné différents systèmes électroniques dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

Bien entendu, les spécialistes conseillent les 8 BHV pour la protection des portes et fenêtres par contacts magnétiques.

Alimentation par piles ou recharge.

Nous avons 1990<sup>0</sup>  
Sirene TXBS 2390<sup>0</sup>  
SAFT BC45\*\* 2700<sup>0</sup>

\*\* En démonstration au BHV Rivoli. Sur documentation dans les autres BHV.

Disponible à la vente.

Jusqu'à 1000 m. de portée.

Dans votre BHV, vous trouvez également d'autres systèmes permettant la protection par détecteurs volumétriques (ultra-son ou radar), barrière infrarouge, tapis-contrôle, etc.

Le BHV a sélectionné pour vous des spécialistes pour l'installation des différents systèmes d'alarme.

Renseignez-vous au stand sécurité-alarme de votre BHV.

\*Egalement aux BHV LYON-VENISIEUX ET GRENOBLE-GRAND PLACE

**BHV**

Pour être sûr de bien choisir. BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPIRE • ROSNY 2 • CRETEIL •

## EQUIPEMENT

### ARCHITECTURE

## LES PROPOSITIONS DU RAPPORT NARBONNE ET LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

### Faut-il établir une sélection à l'entrée des écoles ?

« Un enseignement supérieur facile, largement ouvert à tous, un enseignement-refuge, submergé par le nombre, d'un faible rendement en diplômes, compatible au système universitaire, s'effondre au bout de quatre ans et souffrant d'absentéisme... Telle est, selon M. Jacques Narbonne, conseiller d'Etat, la situation de l'enseignement de l'architecture qui accueille actuellement quarante mille étudiants. Chargé de proposer une réforme, M. Narbonne a remis son rapport il y a bientôt un an. Mme Françoise Giroud,

alors ministre de la culture, avait promis de le publier en temps utile. Cela n'a pas été fait.

Un conseil des ministres devait définir la position du gouvernement au printemps. Les élections et le changement de ministre ont retardé l'échéance. Jus- qu'aux vacances, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture, de l'environnement, devait présenter ses projets lors d'un conseil des ministres au début du mois de juillet. Résultats en congrès à Caen du 18 au 20 juin, les architectes, qui ont

déjà publié un livre blanc sur le sujet, auront en l'occasion de faire connaître au ministre leur sentiment.

M. d'Ornano devrait proposer au gouvernement un projet de loi définissant le statut des établissements, celui des enseignants, la définition d'un programme minimum national d'études. Mais le ministre hésitera certainement à rendre la proposition essentielle, la « question de la sélection », du rapport Narbonne, la sélection des étudiants.

« Tout s'est passé comme si l'Etat, pendant plusieurs années, n'avait plus de doctrine en matière d'enseignement de l'architecture, comme s'il renvoyait à savoir ce qu'était un architecte et comment il fallait le former. Tout un service public est parti à la dérive et a été laissé à l'improvisation. » En 206 pages (et 20 pages d'annexes), M. Jacques Narbonne, qui présidait une commission de douze personnalités, trace un tableau très sombre de l'enseignement de l'architecture tel qu'il se pratique aujourd'hui, porte un jugement sévère sur l'abandon de la puissance publique et propose un ensemble de réformes destinées à mettre fin à la véritable « crise du service public » qu'il a constatée.

« L'Etat, écrit M. Narbonne, a renoncé à prendre ses responsabilités. Il s'est borné à distribuer des crédits importants mais toujours disproportionnés avec les dimensions d'un organisme dont les effectifs ont cessé de croître. A la fin, la qualité de l'enseignement a pratiquement disparu, le bon vouloir de chacun, les différences de niveau, considérables, se sont créées : des écoles différentes et entre elles, des enseignants à l'intérieur d'une même école. Le meilleur a côtoyé le pire. L'appareil éducatif a été tout au plus un dépenseur de crédits, sans qu'il existe aucun mécanisme régulateur (...). Aucune régulation

efficace ne pouvait provenir d'un enseignement hiérarchique toujours contesté. Le recrutement imprévisible des enseignants, sans critères de sélection, ne pouvait garantir un niveau moyen de compétence. »

Quant aux étudiants « se trouvant en fin d'études sans formation professionnelle valable, incapables de faire valoir leurs droits, ils ont parfois crié et obtenu un redressement de la pédagogie. Mais cette action régulatrice des « usagers » (...) ne s'est produite que rarement. Trop d'étudiants ont été parvenus à la sortie de l'enseignement secondaire recherchant une situation protégée, trouvant avantage dans un enseignement à grande échelle qui ne visait qu'un effort

des effectifs pléthoriques risquant d'empêcher les efforts de formation pédagogique nécessaires, estimait l'auteur. Dans un système en état de submergence perpétuelle, on ne se presse pas (...). Il faut accepter de tirer les conséquences d'une situation de crise. » Pour garder tout le monde, il faudrait, selon le rapport, doubler le corps enseignant, copier les crédits et quadrupler la surface des locaux (3 mètres carrés par étudiant à Paris). Or l'augmentation des crédits est, selon M. Narbonne, « stoppée ». La sélection est donc la « question-clé » de toute réforme.

« Organisation des études : examen local d'admission dans chaque unité pédagogique ; examen national sur un programme commun à la fin de la première année d'études ; durée totale des études ramenée de six à cinq ans ; programme des U.P. établi d'après une liste nationale de matières obligatoires présentant le détail des chapitres et sanction des travaux par une notation chiffrée et non plus seulement par un « satisfait » ou un « non satisfait » ; préparation et soutenance du diplôme mieux encadrée.

« Statut des personnels enseignants : maintien de deux corps d'enseignants, de professeurs et d'assistants, de statut et de conditions de travail obtenus dans les trois dernières années de l'U.P. ; dans les cycles des U.P. ; dans les cycles terminaux des universités ou des grandes écoles ; obligations de service mieux précisées.

« Structure des établissements : les unités pédagogiques devraient être des établissements publics à caractère administratif gérés par un directeur nommé par décret et un conseil d'administration de vingt-quatre membres, où siègent des enseignants, des étudiants et des personnalités. L'administration centrale serait renforcée et disposerait de plusieurs organismes consultatifs.

M. Narbonne considère ses propositions « indispensables » comme « nécessaires ». Il rappelle en conclusion les principes qui l'ont guidé : « Les écoles d'architecture doivent être des établissements publics à caractère administratif, gérés par un directeur nommé par décret et un conseil d'administration de vingt-quatre membres, où siègent des enseignants, des étudiants et des personnalités. L'administration centrale serait renforcée et disposerait de plusieurs organismes consultatifs.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.

« Les écoles d'architecture ont été créées dans le sens de la faculté. Le contrôle des connaissances s'est réduit. Souvent au régime du livre ouvert, les écoles sont submergées par le nombre des étudiants. Les trois quarts des étudiants sont diplômés (...). Mais, dans ce cas, on ne peut pas dire que l'enseignement de l'architecture ait été satisfaisant. Les effectifs de l'enseignement de l'architecture ont été multipliés par trois.



















## INDUSTRIE

## La nouvelle politique du téléphone un an après

Comment la technologie française ■■ passée ■■ second rang, qui nuit à l'effort d'exportation.

— le Metaconta à [redacted] de la C.G.C.T. — un [redacted] venu, l'axe, développé par le groupe suédois Ericsson, — et d'autre part, le central « temporaire » E 19 de C.I.T.-Alcatel.

La Metaconta à mini-sélecteurs sera fabriquée par la C.G.C.T., qui reste dans le groupe Thomson. Elle sera vendue « française » par Thomson. L'Axe sera construit par la Française des Téléphones Ericsson, qui passe, elle aussi, sous le contrôle de Thomson et par L.M.T. Le groupe Thomson fait ainsi une entrée en force sur le marché de la commutation téléphonique. Mais ces deux nouvelles filiales fabriquieront des produits sous licence étrangère, puisque la Metaconta sera sous licence de T.T.T. appartenant à C.G.C.T. (dont T.T.T.) et celle de l'Axe à Ericsson-Suède.

Et ceux de l'axe à Ericsson-Suède.

Les pouvoirs publics insistent longuement dans leur communiqué du 13 mai 1976 sur le fait que l'adoption par les F.T.E. des deux centraux « spatiaux » n'a été faite qu'« à titre transitoire » et que les pouvoirs publics ont encouragé de fait dans la technique du « temporel » français, qui conserve « la priorité ».

Pour appuyer cette profession de foi, M. Ségar précise même que l'administration va, d'ores et déjà, commander d'ici à 1980 un volume plus important de lignes en technique « temporelle ».

E10 qu'en technique « spatiale ».

Trois mois ont passé, et on s'interroge, dans les milieux du téléphone, sur la réalité des propos tenus en mai 1978. Au fil des mois, les prévisions de commandes ont connu de sérieuses modifications. Certes, un plan à cinq ans n'est pas « figé ». Il peut subir des variations. Mais, dans le cas présent, il s'agit d'un profond changement.

Initialement, les P.T.T. devaient commander en cinq ans 2 400 000 lignes

## Techniques

Deux types de **cellules** temporales ont été mis en service dans un réseau : le **E10** du **CIT-Alcatel**, d'une capacité de **100 000** lignes depuis 1970 ; le **ESS 4** de **Western** Téléphone et Télégraph, à **très grande capacité**, depuis la fin de 1975.

**Principaux fabricants** ont des prototypes et les premières **installations** : **Western** Northern **Telephone** (Canada), **General Telephone** et **Telecom** (Union). Ces **cellules** sont, mis à part celui d'Eroscon, à **capacité moyenne**. Cinq ou six **exemplaires** ont été installés à la dernière **phase** de des petites et **grande capacité**. La filiale belge d'**I.T.T.**, la société **Belgacom**, **installa** dans **France**, **L.M.T.** un prototype — le **C.T.T.** — dont le premier exemplaire **est** dans la fin de 1977.

à l'origine, le modèle E12 (CIT-Alcatel), de grande capacité, devait être introduit dans le réseau au début de 1978. La première expérience — expérimentale — ayant été menée il y a quelques mois seulement, le premier E12 n'entre en service qu'en 1979.

en système E 10, 1 840 000 en « spatial » et 9 700 000 en électromécanique. Aujourd'hui (voir tableau ci-dessous), on ne commanderait plus que 2 315 millions de lignes E 10 (la baisse de 85 000 lignes étant imputée sur l'année 1977) et 8,8 millions en électromécanique. Par contre, le volume en « spatial » atteint 2 917 000 lignes.

« La part du « temporel » reste pratiquement la même, dit-on au secrétariat des F.T.T. Instrumentation des commandes : « Le « temporel » s'opère en fait en détriment des circuits classiques électromécaniques. Ce réajustement a été fait à la demande des industriels afin qu'ils puissent mieux planifier la récupération de leur matériel. Le fait est indiscutable, le E 10 ne peut pas prétendre équiper plus de 30 % du réseau français ».

Au-delà de ces explications, un fait demeure : le « temporel » n'est plus la « priorité des priorités ». D'autant que le « temporel » n'est plus le « E 12 » à prix du retard et le « E 10 » introduite dans le réseau au même que vers 1981-1982.

[illegible][illegible][illegible]

CIT-Alcatraz vient révéler, de son côté, que les dernières années ont été marquées dans plusieurs pays (Pologne, Malte, Maroc, El Maurice, Syrie et Mexique). Depuis un an, il n'y a que deux continents qui restent : pour une partie américaine (cinq pays) pour des valeurs de 20 millions de dollars et pour une partie européenne (cinq pays) pour des valeurs de 10 millions de dollars. Les deux systèmes spatiaux, l'augmentation de la consommation de produits et la diminution de la production de produits à l'étranger.

[illegible]

■ Selon de nombreuses études menées par les experts internationaux, le marché mondial des télécommunications est évalué à 40 milliards de dollars en 1990. Un marché fantastique de prime abord ! Mais à l'ère post-industrielle, les télécommunications sont devenues les véritables marchés « réservés » qui ont attiré les visionnaires que par les producteurs nationaux (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Japon, etc.) et les dépenses relatives de tous les pays (transmissions notamment) on estime un marché « libre » pour la communication téléphonique de l'ordre de 1,5 milliard de dollars en 1990. Les dépenses de 1989 sont, en raison des coûts antérieurs, pratiquement acquies à Siemens et à Ericsson. Le milliard de dollars restant est réparti entre les Japonais, l'I.T.T., les Canadiens, les Français, les Néerlandais, sans parler des Américains, qui ont le droit de sortir de leurs fron-

● I.T.T. s'attache à ses filiales des zones d'influence. Pour la C.G.C.T., elles se situent en Amérique latine, en Afrique noire française, en Afrique du Nord (sauf marocaines), en Europe du Nord, en Scandinavie. En Europe de l'Est, la société française peut se retrouver en concurrence avec la filiale espagnole I.T.T., la SEISA (tout comme en Algérie). En fait, cinq marchés importants peuvent être réellement conquis par la C.G.C.T. : les pays du nord-est de l'Asie, deux centraux (le Canada, la Yougoslavie), passés il y a deux ans, le Vietnam, le Mexique, le Brésil, l'Inde. En Inde, le président d'I.T.T., M. Geisen, a annoncé que la C.G.C.T. répondait à un appel d'offres pour la construction d'un pont bien que ce pays fasse partie de la zone de l'Est. La filiale belge du groupe (B.T.M.) d'après certaines sources, a obtenu le marché. Les autres approximations : le marché potentiel mondial de la C.G.C.T. en communication

publique serait au maximum 25 millions de dollars par an pendant vingt

● **Demande nombreux** **en** **voie** **d'** **développement** **en** **Europe** **l'** **Est**, **les** **projets** **d'** **investissement** **les** **le** **télé-** **phone** **prévoient** **la** **transformation** **dus** **usines** **locales** **en** **fabrication** **de** **le** **des** **en** **Bresil**, **en** **URSS**, **en** **Inde**, **en** **Syrie**, **en** **Pologne**. **Lorsque** **des** **usines** **en** **viennent** **à** **produire** **des** **automobiles** **moins** **à** **produire** **pour** **les** **grands** **fabricants** **mondiaux**. **D'** **aucuns** **crainent** **même** **de** **les** **des** **producteurs** **de** **les** **concurrents** **à** **l'exportation**, **car** **cela** **viendrait** **à** **cas** **par** **la** **Roumanie** **qui** **produit** **des** **automobiles** **et** **des** **techniques** **en** **Côte** **d'Ivoire** **à** **des** **prix** **très** **faibles** **concurrent**.

■ Dans la plupart des pays qui ont de grands programmes d'investissements en téléphone, les choix technologiques viennent d'être faits et vont l'être au cours des deux prochaines années. De tels choix marquent un pays pour plusieurs années et peuvent lui faire coup son retard ou lui donner un avantage décisif.

La remise en ~~question~~ de la politique  
passée, les hésitations, les longues négocia-  
tions, la mise en place des ~~nouvelles~~  
structures, n'ont-elles pas ~~fait~~ perdre  
un temps précieux à la France dans la

## LES ACCORDS ENTRE THOMSON ET I.T.T.

**L**E principe des accords entre Thomson et I.T.T. à l'exportation est de « payer la demande au 15 juin 1978 ». L.M.T. peut exporter librement ses téléphones (11 à moins « read ») dans les pays où son travail est vendu dans les conditions suivantes : Irak, Arabie Unie, Grèce, Norvège, Liban, Iran, Pologne, U.R.S.S., Mexique, Brésil, Argentine. Dans les autres pays les pays une redevance de 1,5 % sur ses exportations. La redevance France dans les pays à l'exportation est variable et s'ajoute à l'exportation et variable et s'ajoute au préalable d'I.T.T.

L.M.T. peut vendre les Motorola à ses clients dans les pays où il n'est exporté dans les propres produits, moyennant une redevance de 3 %.

La C.G.C.T. verse sur [ ] de ses exportations 3 % de redevance à International [ ] Electric Corporation, une holding [ ] à la propriété de tous les [ ] du groupe I.T.T.

La [ ] - parce que L.M.T. avait [ ] [ ] [ ] être sans [ ] main. Le [ ] [ ] [ ] [ ] d'I.T.T. a repris les choses en main. Le groupe envisagerait, tout au plus, de commander à L.M.T. quelques [ ] pour équiper les centraux [ ] qu'il [ ] Etats-Unis.

bataille pour la conquête du marché mondial du téléphone ? En 1969, 1970, 1977, les universités ont pris leur place. Ils peuvent désormais produire leurs produits et les vendre à un meilleur prix que les industriels français (1).

« Il est trop tôt pour faire un bilan de l'exportation », affirment les responsables de la politique industrielle et internationale des P.T.T. « Et si, tout de même, les industriels ne sont pas en place, que les industries n'ont pas résolu leurs problèmes, on ne peut pas porter un jugement... »

Ils ne veulent, en fait, pas persuadés  
de l'objectif fixé par M. Séguin  
à savoir un taux d'exportation de 30 %  
en 1980 pour l'industrie française du  
téléphone, contre moins de 15 % aujourd'hui — sera atteint. Et de leur une  
liste de pays où l'on a de bons es-  
poirs », sans parler de la Chine où une  
P.T.T. séjourne

Dans les milieux qui suivent, au près ou de loin, les télécommunications, beaucoup ont par conséquent adopté cet optimisme, avec de bonnes raisons (exploiter les chasses gardées, le marché français, y faire entrer l'électronique, exporter), mais le téléphone n'est pas le seul moyen de communication. Il y a aussi, et surtout, une trop subtile responsabilité de cette politique qui a été mise en œuvre. Il n'est pas nécessaire d'aller le chercher en France : la filiale d'I.T.T. en France a financé, à l'étranger, d'I.T.T., on peut dire, une symphonie à multiples problèmes ; mais les solutions sur le « temps » ont mis à nu son développement.

N'a-t-on pas mis trop de temps pour mettre en place une politique trop complexe qui privilégie par trop des techniques étrangères ?

**JEAN-MICHEL QUATREPOINT**

(1) ■■■ vient d'être le ■■■ au Venezuela, où, ■■■ d'un appel d'offres, ■■■ systèmes ■■■ chers, ■■■ loin, ■■■ ■■■ la filiale ■■■ d'I.T.T.: ■■■ 1 ■■■, ■■■ groupe canadien ■■■ Electric, et le ■■■ 10 ■■■ japonais. Tout ■■■ ont ■■■ introduits dans ■■■ nationaux belge, canadien ■■■ japonais ■■■ années.

### LES NOUVELLES PRÉVISIONS DES P.T.T. (en milliers de lignes)

	1976	1977	1978	1979	1980
R. 10	298	313	300	550	550
Spain	117.5	400	550	300	1 000
Electro-ferroalloy	1 790	1 000	1 000	1 350	1 000
TOTAL	2 197.5	2 595	2 550	2 790	2 550

## Les différentes techniques

Dans le système électromécanique, la parole est transformée en analogie avec des signaux d'intensité variable en courant électrique dans les lignes à longue portée. Les appareils assurent la liaison en reliant les réseaux électriques, directement en central ou par relais mobiles commandés par un

Le système spatial utilise le même principe de transmission que la parole. Cependant, ce système se caractérise par une plus grande flexibilité et plus de relais. En outre, un système spatial permet de communiquer entre les abonnés.

[illegible]

... les producteurs de communica-

Le temporel est, de l'avis de tous, le système d'avenir.

Deux types de **CIT-Alcatel** temporels ont été mis en service dans un réseau : le E10 et le CIT-Alcatel, d'une capacité de **100 lignes** depuis 1970 ; le ESS 4 **de 100 lignes**. Téléphone et Telegraph, à la grande capacité, depuis la fin de 1975.

Les fabricants ont des prototypes et les premières **Northern Telecom (Canada), General Telephone (Etats-Unis)**. Ces sont mis à disposition d'Erosion, sa capacité moyenne. Cinq ou six exemplaires de ces deux derniers modèles ont été livrés à des petites et moyennes entreprises. La filiale belge d'I.T.T., la société **I.T.T. Belgium**, installée au Luxembourg. En France, L.M.T. a un prototype — le G.T.T. — dont le premier exemplaire sera livré vers la fin de 1978.

à l'origine, le modèle E12 (CIT-Alcatel), de grande capacité, devait être introduit dans le réseau au début de 1978. La première expérience — expérimentale — ayant été menée il y a quelques mois seulement, le premier E12 n'entre en service qu'en 1979.

## Exportation : la grande illusion ?

« Faire de la France un grand pays exportateur dans le domaine du téléphone », tel était l'un des objectifs, sinon le principal, des décisions prises par la L.M.T. en 1970. L'année où la Metaconts a mini-collecteurs et l'Amalcom ont vu offrir, avec le E10, « une gamme partiellement homogène » de mini-collecteurs. L'année où les deux centraux « spécialistes », relevant de groupes étrangers, mais on attendait des retours de la L.M.T. sur le marché du téléphone mondial, négocié officiellement avec Ericsson et officiellement avec I.T.T. Or, depuis un an, le bilan des ventes de la L.M.T. est décevant. Les téléphones apparaît bien moins profitables que l'industrie française.

La société L.M.T. conserve à son actif une dizaine de Metaconts (DS 11 et relais reed), qui n'a pas été retenue par les pouvoirs publics. En outre, elle peut vendre des centraux Metaconts à mini-collecteurs. Mais elle ne peut pas en faire fait de pouvoir proposer ces deux versions ne semble pourtant pas profiter à L.M.T. Depuis sept ans, la société négocie avec la L.M.T. la mise en œuvre d'une usine de fabrication de centraux Metaconts, d'une capacité de production annuelle de un million sept cent mille unités.

Tous comptes faits...

**BONS du TRESOR**  
à intérêts progressifs

un placement "plein d'intérêts"  
et disponible au bon moment.

Taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %

**Taux actuariel brut jusqu'à 9,75%**



MILÉNA NOKOVITCH

# CE QUE FEMME VEUT

Le petit livre jaune des femmes :  
Ce que femme doit savoir de son  
histoire, de ses droits, de son rôle dans  
l'évolution de la Société.

ÉDITIONS ANDRÉ BONNE

**SCIENCES-PO**  
**Colloque sur**  
**le monde de demain**

- destiné aux dirigeants des entreprises et des administrations.
- 26, 27, 28 Septembre 1977 : 3 journées d'études de haut niveau avec le concours de grands spécialistes du monde scientifique et industriel.

Parmi les thèmes abordés :

- les mutations industrielles : énergie - matières premières
- mutations du cadre de vie : le développement de l'informatique et ses conséquences.
- la terre et les nations.

— 29 Septembre 1977 : sous le patronage de l'Association des Anciens Sciences - Po ;  
Synthèse et table ronde réunissant de hautes personnalités scientifiques et politiques.

Renseignements détaillés et conditions d'inscription :  
d'Études Politiques de Paris - Service Formation Continue  
27, rue St Guillaume Paris 7ème - Tél : 260.39.60

**CLOTURE DES JEUX**  
**MARDI**  
**APRÈS-MIDI**

à votre disposition  
chez les dépositaires

**LOTO**

**PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT**  
**D'EXPERT COMPTABLE**

Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandes le nouveau guide  
Écrit par un expert

**ÉCOLE PRÉPARATOIRE**  
**D'ADMINISTRATION**

École privée fondée en 1973  
soumise au contrôle pédagogique  
de l'État

4, rue des Petits-Champs  
75006 PARIS - CEDEX 12

42<sup>ème</sup> Foire Internationale de Thessalonique

# la foire compacte

compacte + complète

Dans ce monde d'entreprises gigantesques, la portée est bien souvent sacrifiée au profit du volume. Tel n'est pas le cas de la Foire Internationale de Thessalonique qui s'efforce toujours de montrer aux visiteurs les réalisations du commerce mondial - et d'une manière particulièrement compacte - d'une manière particulièrement compacte. Ceci vaut tout particulièrement pour cette année où nous avons introduit un nouveau système de groupement des objets exposés pour permettre au visiteur de voir bien plus aisément qu'autrefois une sélection spéciale de produits allant des derniers produits de la technologie moderne aux meilleurs articles d'artisanat populaire. Plus de 1.000.000 de visiteurs verront les produits de 45 pays différents à notre "Foire Compacte" 1977.

En outre, cette année, de pair avec les activités régulières de la foire, les Expositions Spéciales suivantes seront organisées: Petites Industries grecques, Bijoux grecs, Articles pour enfants, Haute Fidélité (Hi-Fi), Équipements et Machines Agricoles, Automobiles, Tapis, Meubles, Chaussures, Tabac grec et Produits agricoles.

Et pendant que vous serez là, nous pouvons vous offrir de bons loisirs "compacts" hors de l'enceinte de la Foire également. Les plages de septembre, le lieu de naissance de Alexandre le Grand et le Mont Athos - tout à une distance de trois heures en auto de Thessalonique. Ainsi, vous voyez les possibilités de loisirs - comme la foire elle-même - sont compactes et complètes.

**'77**  
**FOIRE INTERNATIONALE DE THESSALONIQUE**  
4-18 SEPTEMBRE  
THESSALONIQUE, GRECE

Thessalonique 56, Grèce,  
Adresse Télégraphique:  
FOIRINT THESSALONIQUE  
Tél. Thessalonique: (01) 291.1231, Athènes 5604  
Tél. Thessalonique: (01) 271.822  
Tél. Athènes: (01) 5230.559

## BIBLIOGRAPHIE

Un livre de militants C.F.D.T.

### «Les Dégâts du progrès»

Un travail de plus... plus spécialisé, amorcé, voilà la réalité que dénonce la C.F.D.T. au travers d'un livre *Les Dégâts du progrès*, sans prétendre toutefois « construire une théorie scientifique » ni porter un jugement de valeur global. Devant la probabilité de plus en plus grande d'une arrivée de la gauche au pouvoir, la C.F.D.T. s'interroge sur sa capacité à aborder concrètement les problèmes de notre société et à leur apporter une réponse réaliste. La technologie, plus vécue comme réponse à tout mais comme un « héritage répété » dans il faut mesurer les contraintes. Ce sont ceux-là mêmes qui vivent de ce progrès qui s'interrogent : « Tout cela, pourquoi, pour aller où ? » Ainsi s'explique l'analyse d'une société où chacun se sent écrasé par la complexité et la simultanéité des décisions, l'impossible maîtrise des choix techniques.

A l'origine... malaise, les changements induits dans la conception de l'outil de travail par l'automatisation... Les militants syndicalistes... argumentation par l'exemple. Un exemple : le système d'automatisation du tri postal, secteur généralement considéré comme peu perméable à l'introduction du progrès technique. Face à un trafic qui a doublé au cours de ces quinze dernières années passant de cinq à dix milliards d'objets transportés annuellement, les projets d'automatisation ont permis de lutter contre une asphyxie des centres de tri. Pour préparer cette modernisation, des investissements de plus en plus lourds étant nécessaires, une restructuration économique s'est imposée, entraînant le gigantisme transformant la finalité même du travail de la poste. La poste se met au service des entreprises pour la distribution systématique de prospectus publicitaires. Dans cette phase de réorganisation, les agents « hors statut » (intermédiaires, vacataires, sous-traitants), sont indispensables. Cette main-d'œuvre temporaire augmente sans cesse, elle est passée de 57 778 auxiliaires en 1966 à 85 589 en 1976. Cette qualification, sans cesse, elle rend difficile le rôle des syndicats dans la défense des travailleurs.

Enfin, à plus long terme, cette modernisation a conduit à un travail « éclaté », monotone et à la réduction des effectifs. L'homme est au service de la machine, dépossédé de la finalité de son travail. Ce phénomène est identique dans les divers secteurs de l'économie. Ainsi, dans le pétrole, la structure des emplois a été profondément transformée : moins de techniciens (la machine les remplace), plus de gestionnaires.

C'est dans le tertiaire que se manifestent les syndicalistes - le plus clairement le danger de la technique utilisée à des fins de rentabilité économique. L'informatique devient un instrument privilégié de surveillance et d'efficacité pour le pouvoir. Dans les centres de renseignements téléphoniques, l'opérateur, sans intervention manuelle, reçoit l'appel directement dans un écouteur. Elle introduit une fiche dans la visionneuse qui projette le renseignement demandé, et ceci toutes les quinze secondes. Elle ne peut s'arrêter qu'à condition de quitter son poste. Très rapidement, de très nombreux troubles se manifestent : fatigue visuelle, somnolence, irritabilité, etc. À quelle compétence se réfère-t-on de travail ? En quel relèvent-il des valeurs culturelles et humanistes dispensées par l'école, l'éducation ? Dans un morcellement des tâches, comment établir une hiérarchie des pouvoirs et par conséquent, des responsabilités ?

Trois textes d'enseignants, de chercheurs, d'ouvriers et d'ingénieurs militants démontrent en conclusion l'insolence du système de formation par rapport à l'évolution de l'emploi. Faisant référence à un rapport du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), ils soulignent : « Mettre la formation au service de la promotion sociale et du bonheur des hommes, ce n'est plus là seulement une attitude facile et généreuse mais aussi une manifestation de réalisme. »

★ Éditions du Seuil, 220 pages, 12,50 F.

### 1999, l'expertise de Wassily Leontieff

COQUETTERIE, poudrer ? L'an 2000 et ses chiffres ronds ont été tellement galvaudés par les prospectivistes, avec en tête Hermann Kahn, de la Rand Corporation, que Wassily Leontieff et son équipe (A. P. Carter, P. P. H. H.) ont choisi l'horizon 1999. C'est l'ONU qui, cette fois, patronne est émise sur l'économie mondiale future. Le premier réflexe du lecteur est évidemment de comparer les conclusions de ce travail avec celles que le club de Rome a commandées au Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.) et à d'autres. Les modèles économiques ont été tous les « sophismes » rendus possibles du fait des ordinateurs dans les deux cas, mais le fameux rapport *The limits to growth* du club de Rome date déjà de 1972. Depuis, deux autres documents importants sont venus faire des retouches au « premier jet ». D'abord, on est revenu sur le vuide de la globalisation pour « régionaliser » les évaluations (modèle Mesauro-Festel). Puis le rapport (Reshaping International Order), dont les travaux ont été dirigés par le... pour l'instant, les experts ont introduit des éléments nouveaux.

Précisément là, d'une politique internationale, qu'est parti Wassily Leontieff pour son « scénario pour 1999 », le 1<sup>er</sup> mai 1977. Les études de travail est présentée aux lecteurs français peu de temps après la sortie du rapport à New-York. L'essentiel du message transmis par cet important document est celui-ci : les principaux obstacles à une croissance soutenue des pays en voie de développement ne sont pas physiques (comme on le laissait entendre dans le premier rapport du club de Rome) mais ils sont d'ordre politique, social et institutionnel.

Si l'on regarde un à un les « mondes » de difficultés, en faisant jouer scientifiquement tous les paramètres et les interactions des phénomènes les uns sur les autres, on se rend compte que le problème qui se pose avec le plus d'acuité est sans doute celui de l'alimentation d'une population qui croîtra sûrement jusqu'en l'an 2000 (il y aura ralentissement à partir du premier quart de siècle prochain). Mais « il peut être résolu », estiment les experts, par la mise en culture de grandes superficies de terres cultivables qui ne sont pas actuellement exploitées et par le doublement puis le triplement des rendements. De tels progrès sont techniquement réalisables.

De même, on n'est pas la rareté des ressources minérales qui est à craindre, mais celui du coût d'extraction plus élevé de gisements moins productifs. La pollution n'est pas non plus un problème insurmontable, grâce aux techniques de traitement qui ont prouvé leur efficacité.

Wassily Leontieff plaide également dans son livre pour le relèvement de taux d'investissement à 30 ou 35 % de P.N.B. dans les pays en développement afin d'assurer une croissance forte, pour le développement de l'industrie lourde mais à l'échelle des grandes régions et non des petits pays, enfin pour la sortie du dilemme de la balance des paiements des pays pauvres par l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial qui assurerait l'augmentation continue du prix des minéraux et des produits agricoles par rapport à ceux des biens manufacturés.

PIERRE DROUIN.  
★ Éditions Dunod, 288 pages, 49 F.

Prendre du champ...  
c'est s'informer  
et approfondir.

### 1999... l'expertise de Wassily Leontieff

une étude de l'O.N.U. sur l'économie mondiale future

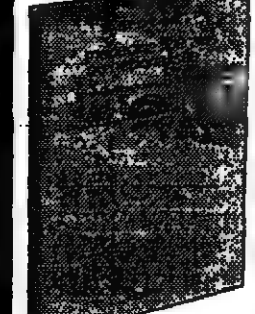


49 F

Le Prix Nobel d'économie a calculé ce qu'il en coûtera pour éviter l'Apocalypse... Sa conclusion : rien n'est encore joué. Ce... difficile, mais c'est possible, à condition que des réformes radicales interviennent dans la plupart des pays et dans les rapports internationaux.

### Médecine libérale ou nationalisée?

sept politiques à travers le monde



49 F

G.P. CABANEL  
La... est véritablement au carrefour de l'histoire et l'on pressent bien que le système français devra être profondément réorganisé lors de l'échéance de 78. Dès lors, il n'est pas sans intérêt d'examiner les solutions adoptées par les grands pays et d'apprécier les limites de leur efficacité.

les "dossiers"  
dunod  
pour connaître.

مكتبة الأمل



BIBLIOGRAPHIE

« Les Socialistes et le tiers-monde »

Le parti socialiste vient d'approuver un livre de ses militants paru sous ce titre (1) et consacré à ce que devrait être la politique d'un gouvernement de gauche à l'égard des pays sous-développés. C'est un programme clair et trop bien intentionné pour être jamais appliqué et utile. Mais peut-être est-il susceptible de nous faire réfléchir :

Clarté dans les chiffres et dans l'expression ; bonne intention dans l'internationalisme ; inutilité du livre dans l'analyse insuffisante des problèmes économiques et sociaux des pays sous-développés qui incite à prêter des mesures inefficaces ou impossibles, voire nocives.

Comme il n'y a pas de relations internationales désintéressées, mais cette banalité indispensable devrait être présente dans toute l'analyse et dans toutes les recommandations. C'est ainsi que si elle incite les auteurs à refuser de condamner une aide parce qu'elle est nécessaire, elle devrait leur interdire d'opposer les 25 % d'aide destinés à former les cadres du développement, mettre en place un équipement social et culturel, moderniser l'agriculture et développer des exportations rémunératrices aux 75 % destinés à « maintenir ou développer des débouchés par les firmes françaises d'Afrique » ou à « maintenir des liaisons françaises avec les pays » ; la première partie pour maintenir le développement et la seconde peut servir au développement.

De même, les investissements qui « créent les conditions de production nécessaires aux firmes françaises » ne sont pas obligatoirement utiles pour le développement. Ce n'est pas qu'un investissement est profitable au pays d'origine qu'il est intéressant pour le pays d'accueil, et l'inverse est aussi vrai. L'utilité d'un investissement, dans le cas d'un investissement étranger, doit être jugée à ses effets sur le pays de développement et à la pertinence de ces effets. Il est probable qu'au niveau des politiques il sera impossible d'éviter toute discrimination entre les pays qui demandent une coopération avec la France et les autres.

Il est heureux que l'aide soit intéressante car elle comporte en contrepartie des charges que le programme sous-estime. On admettra avec les auteurs que la coopération industrielle n'est pas active à l'emploi en France car, au lieu de vendre des textiles, de l'acier, des engrais, on vendra des usines destinées à la production. La classe ouvrière française peut y gagner car les salaires des techniciens et ingénieurs sont supérieurs à ceux des secteurs sous-développés. Mais faut-il encore qu'on accorde la mobilité des travailleurs et que le droit à l'emploi ne soit pas assésé au droit perpétuel à l'emploi.

Dans les pays sous-développés, il ne faut pas sous-estimer l'économie d'enclave et d'extraversion : une économie peut être tournée vers l'extérieur sans que ses activités exportatrices soient des enclaves étrangères si elles emploient des cadres nationaux, achètent leurs consommations intermédiaires dans le pays et y laissent une partie importante de leurs profits. On ne peut donc pas dire qu'un développement induit de l'extérieur « laisse peu de retombées intérieures ». Ce serait se tromper de cible et proposer à la lutte du tiers-monde l'indépendance.

Analyse insuffisante

C'est enfin sur cette lutte du tiers-monde que l'analyse est insuffisante. Le programme socialiste exagère l'importance des tribunes que les représentants internationaux. L'action de l'OPEP en 1973 devient un produit de la conjonction non-alignée réunie à Alger en septembre 1973 au lieu de l'être de douze ans d'effort. Et l'OPEP n'est pas sur le même plan que la CIPPEC (association des producteurs de pétrole) comme le fait ce livre. Seule la première a fait ses preuves. C'est exagérer l'importance de l'existence elle-même des institutions. C'est pourquoi la politique préconisée accorde trop de place au changement des positions de la France dans les institutions internationales. Ce ne serait pas inutile, mais ce ne serait pas non plus décisif.

Quant à la lutte du tiers-monde pour l'indépendance, elle se déroule dans le contexte d'une dépendance irréversible : dépendance alimentaire, qui s'accroît quand le développement commence à s'accroître ; dépendance commerciale des débouchés des matières premières ou même des activités industrielles dont le marché national est insuffisant ; dépendance également commerciale pour beaucoup de biens d'équipement ; dépendance financière et surtout dépendance technologique. Aucune de ces formes de dépendance ne prendra fin par une décision d'une instance internationale. Par contre dans chacun de ces domaines la position des plus forts n'est pas sans faiblesse : la concurrence entre multinationales, la concurrence entre l'Est et l'Ouest, le désir de profits immédiats poussent les pays développés et leurs entreprises à des positions qui, à long

terme, peuvent diminuer l'emprise étrangère. Une politique de dépendance doit donc être la politique de développement des pays du tiers-monde. Les dirigeants d'opportunistes menant que les subventions qui sont plus ou moins consciemment l'antidote, la lutte pour l'indépendance est d'abord une lutte à l'intérieur des pays sous-développés : lutte de sécularité, lutte politique, lutte sociale.

Pour apporter une aide efficace, un gouvernement socialiste d'un pays développé doit s'inscrire dans cette lutte. L'accroissement de l'aide et une politique générale de maintien de la production agricole ne sauraient donc nous faire croire que l'acceptation d'une nouvelle division internationale du travail qui nous conduira à nous priver progressivement de certaines productions. Par ailleurs, dans la mesure où la générosité n'est pas une fin en soi.

D'abord la multinationation de l'aide n'est pas obligatoirement bonne. En effet, d'une part les multinationales ont des intérêts et des pressions capables sur les pays sous-développés (refus du barrage d'Assouan en Égypte, pression à l'industrialisation de l'Inde, pression sur l'Algérie ou le Chili). Il suffit pour cela que quelques grandes puissances, voire les seuls États-Unis, aient à se plaindre des pays en cause. D'autre part, la place des multinationales y est écrasante. Si l'aide d'un gouvernement socialiste doit s'inscrire dans la lutte à la dialectique de la dépendance, elle doit pouvoir élargir l'impact des pays qui cherchent à diminuer l'emprise du monde développé. Un tel gouvernement conservera plus de liberté d'action et garde un rôle important dans le monde.

Il n'est pas non plus certain qu'il soit au-dessus d'un gouvernement socialiste de condamner les exportations françaises d'armement. Dans la perspective d'une lutte contre la suprématie américaine, directement ou par nation interposée, une capacité autonome d'armement n'est pas inutile. Une France socialiste devrait militer pour la réglementation effective des ventes d'armes, mais la disparition resterait souhaitable, mais non disparition coordonnée, générale, organisée.

Les prix internationaux des matières premières à revoir

La politique des prix internationaux des matières premières doit aussi être repensée à la lumière des analyses de la dépendance actuelle. La notion de « prix équitable » du programme socialiste n'accorde pas la part belle à l'échange inégal ; assure aux producteurs des prix rémunérateurs qui leur permettent de couvrir leurs coûts de production et de dégager un surplus pour financer les importations nécessaires à leur développement. Mais bon marché des différences de salaire entre pays développés et pays sous-développés. C'est en fait le prix d'équilibre à long terme qu'il faut rechercher : à quel niveau doit-on le fixer pour éviter la rareté, en permettant la recherche de substituts et le gaspillage d'investissements trop coûteux ? Il nous appartient d'aider, en fournissant des cadres et autrement, les multinationales et producteurs qui peuvent contribuer à cet objectif, compatible avec l'intérêt des pays de toute l'économie.

Quand les prix augmentent comme cela a été le cas pour le pétrole, il faut éviter à la fois de se résigner au déséquilibre et de rechercher un équilibre.

Ce serait le fruit d'un protectionnisme croissant et du recours à la discrimination, en particulier contre le Japon et des puissances occidentales. La régulation à pris le visage de ce qu'on a appelé le « déficit sans pleurs » : les pays sous-développés d'une main ce qu'on a donné de l'autre en augmentant systématiquement les prix des produits manufacturés et des services. Cela perpétue l'inflation mondiale et aggrave au même moment l'enclavement croissant et généralisé provoquant une crise mondiale dont les pauvres sont probablement les plus atteints et la puissance la plus renforcée. Il faut, au contraire, une politique énergétique à la fois offensive (nouvelles sources d'énergie) et défensive (lutte contre le gaspillage). Il faut également une restructuration de l'appareil de production française pour accroître la compétitivité internationale des secteurs susceptibles de satisfaire les besoins des nouveaux détenteurs de liquidités internationales.

Les socialistes ne peuvent se dissimuler que cela entraînera une certaine restriction, mais une limitation momentanée de la hausse des revenus réels moyens. Au socialisme d'agir pour que le peuple français repousse, en échange de sa modération, des compensations plus difficiles à obtenir : plus d'égalité plus de pouvoir de décision dans la vie quotidienne.

La difficulté des gouvernements conservateurs, c'est que dans la lutte pour des grandes causes (lutte contre l'inflation de M. Barre, place internationale de la France du général de Gaulle) ils sont incapables de payer les sacrifices quantitatifs que le peuple français devrait consentir par des améliorations qualitatives dont ne veulent pas leurs mandataires. Seul un gouvernement progressiste en est capable. Encore faut-il que ses objectifs soient réalistes et en valant la peine. C'est vrai aussi dans les relations de la France avec le tiers-monde.

A. TIANO, professeur à l'université de Montpellier I.

(1) Berger-Levrault (cf. Le Monde 7-8-1977).

Joseph Fontanet

LE SOCIAL ET LE VIVANT

Une nouvelle logique politique

Préface de ALAIN PEYREFITTE

Un livre qui sort des lieux communs et dérange bien des points de vue de droite et de gauche

PLON

Les Boutiques de PARADIS/SAINT DENIS

26/28 rue de PARADIS

un "Petit" centre commercial avec une âme

Dans le quartier le plus populaire de Paris

Ouverture prévue : SEPTEMBRE 1977



Renseignements : ORBISA - FRANCE 14 rue de BASSANO Tél. : 720.20.11

Portrait d'une idée fausse.

Remettons les choses en place. — Le pétrole est devenu cher, mais n'est pas de notre fait. Son prix de base est fixé par les pays producteurs. — On dit que le pétrole, c'est beaucoup d'argent. Il en faut pour extraire un pétrole de plus en plus difficile à trouver. Nous sommes complexes, oui, mais pas mystérieux. Nous publions régulièrement nos bilans. A tous les stades, nos activités sont contrôlées par l'Etat. Nous sommes internationales : c'est une nécessité. De 1970 à 1974, la consommation de produits pétroliers a quadruplé. Et la France ne produit qu'un pour cent du pétrole dont elle a besoin. Il faut donc aller chercher le reste ailleurs, partout dans le monde. Douze mois sur douze, la régularité et la sécurité d'approvisionnement dont tout le monde a besoin aujourd'hui, nous fournissons une énergie et une matière première indispensables. Alors, avant de nous juger, il faut savoir qui nous sommes.

Compagnies Pétrolières : de l'énergie à votre service.



Écrit par le S.A.R.L. Le Monde. Créateurs : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977



















مکتبہ اذین الاصل



# SPECTACLES

## THÉÂTRE DES NATIONS

3<sup>e</sup> saison mondiale  
du 20 au 25 juin 20 h 30  
**THEATRE LENSOVIET DE LENINGRAD**  
du 20 au 23 juin 20 h 30 - Petit Orsay  
**TEATRO DI MARIGLIANO**  
du 28 juin 20 h 30 sauf dimanche - Petit Orsay  
**COMUNA TEATRO DE PESQUISA Portugal**  
27-28-29 juin 1-2 juillet 20 h 30  
**TEATR STUDIO DE VARSOVIE**  
THEATRE D'ORSAY CIE RENAUD BARRAULT  
7, quai de la Seine - France - Tél. 648.38.53

**MAISON DES ARTS**  
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX  
Palais de l'Hôtel-de-Ville - 75001 PARIS  
Tél. 01.42.78.00.00  
**MOIS DE JUIN : MOIS DES AMATEURS**  
CLUB DE JAZZ DE CRÉTEIL  
L'HARMONIE MUNICIPALE DE CRÉTEIL  
Directeur : Claude CHARLES  
**ACADÉMIE DE DANSE CLASSIQUE JEANNE LAOUST**  
(Saint-Mandé)  
Renseignements-Location : 01.47.40.40.40 de 12 heures à 19 heures

**THÉÂTRE FONTAINE**  
**IRMA LA DOUCE**  
Musique de MARQUETTE MATHIEU  
«...Il n'y a plus qu'à s'adresser aux retrouvailles... Allez-y voir...»  
**MATTHIEU GALEY** (« Quotidien du Paris »)  
«...Ce spectacle est l'un des meilleurs de la saison...»  
**FRANÇOIS CHALAI** (« France-Soir »)  
«...On ne s'ennuie pas, la gaieté est au bout...»  
Allez faire un tour au Théâtre Fontaine...  
**PIERRE MARCABRU** (« Le Figaro »)  
Tél. 01.47.40.40.40

Le Comité de la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique (SACEM), dont les membres ont été élus à l'unanimité, est ainsi composé pour 1977-1978 :  
Président : M. Auric, de l'Institut  
Vice-Présidents : MM. Jean DREJAC, SYLVIANO, Mmes RAOUL BRETON, M. Henry LEMARCHAND, M. Roger DESBOIS, M. Yves BAQUET, M. Camille SAUVAGE  
Secrétaire général : M. Henri CONTET, Jacques DEMARNY, Guy FAYEAUX, Gérard CALVI, Georges JOUVIN, Alice SINIATINE, Françoise BAKTER, Mme Fernande FAY, MM. Claude-Alphonse LEDUC, Pierre RIBERT.

**20 JUIN GALA DE SOUTIEN AU FÉMININ BAZAR LIMITED**  
**6h. CONTRE LA CENSURE ET L'ARBITRAIRE**  
LES MARQUÉS, JEAN-PIERRE FARRE, JANE CAMERON, REYNAUD BAZAR, JEAN-PIERRE FARRE, THÉÂTRE A COMPTER, LE FÉMININ BAZAR LIMITED, AV. DU THÉÂTRE, LE PALACE  
5 rue - 90 FAUBOURG MONTMARTRE  
RÉSERVATION : 44.44.44 ou 770.44.37  
PRIX des PLACES : 30 francs pour les personnes âgées de 50 ans et plus, 50 francs pour les autres

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Lundi 20 juin**

**Les films nouveaux**  
LE DIABLE PROBABLEMENT... Film français de Robert Bresson... (32-37-51) 12 h 30  
BUCHETTA... Film français de Robert Bresson... (32-37-51) 12 h 30  
LA TIRE... Film français de Robert Bresson... (32-37-51) 12 h 30  
LA TIRE... Film français de Robert Bresson... (32-37-51) 12 h 30

**Les séances spéciales**  
ET BENEDICT (Fr.) Olympia (32-37-51) à 12 h 30 (sauf dimanche et jours fériés)  
CALIFORNIA SPLIT (A.) Saint-André-des-Arts (32-37-51) à 12 h 30  
HAROLD ET MAURICE (A.) Saint-André-des-Arts (32-37-51) à 12 h 30  
HOTEL DU NORD (Fr.) Saint-André-des-Arts (32-37-51) à 12 h 30  
INDIA SONG (Fr.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30 (sauf dimanche et jours fériés)  
JE TOI, IL, ELLE (Fr.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30  
NEXT GREENWICH VILLAGE (A.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30

**Les grandes reprises**  
41. 111 (Fr.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30  
42. 111 (Fr.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30  
43. 111 (Fr.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30  
44. 111 (Fr.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30  
45. 111 (Fr.) le Séine (32-37-51) à 12 h 30

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

**Festival du Marais**  
20 juin 12 h 15 : Les Rustres  
21 juin 12 h 15 : Les Rustres  
22 juin 12 h 15 : Les Rustres  
23 juin 12 h 15 : Les Rustres  
24 juin 12 h 15 : Les Rustres

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long

Un Cubain grand prix du concours de Marguerite-Long







... devant les assises du ...  
... et des interrogations

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,99
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

### Booz, Allen & Hamilton International

recherche

#### EXPERTS EN PRODUCTION

- PLANNING,
- ORDONNANCEMENT,
- CONTRÔLE,

pour la conception et la mise en place de systèmes de gestion et pour l'organisation de complexes composés de plusieurs usines.

#### LES CANDIDATS RETENUS DEVONT :

- 1) être diplômés d'une grande école,
- 2) avoir acquis une expérience opérationnelle d'au moins 5 ans dans l'industrie métallurgique, notamment :
  - travaux de profilés (industrie pétrolière, hydraulique, bâtiment),
  - emballages métalliques (industrie alimentaire, pétrolière),
- 3) être bilingues français/anglais.

Les candidats retenus feront partie d'une équipe multidisciplinaire travaillant pour nos clients, de très importantes entreprises nationales localisées dans les pays d'outre-mer.

Pour tous actes de candidature, veuillez adresser un curriculum vitae détaillé à :

Mme Anne-Marie CHOMTON  
Directrice des Ressources Humaines  
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL  
58, avenue Kléber - 75784 PARIS CEDEX 16.

### M.B.A. POUR SAO PAULO

Prendre en charge la gestion et le contrôle de ses quelques 50 millions de dollars de C.A. annuel, sera la responsabilité du collaborateur que recherche une des premières dans sa branche, une entreprise brésilienne (effectif 1000 personnes).

Proche collaborateur du directeur général, lui-même formé à l'anglo-saxonne, il apportera pour la gestion des achats, de la production, des ventes, des stocks, des méthodes nouvelles tout en n'hésitant pas à intervenir, personnellement, sur le terrain et dans le détail.

Qu'il soit ingénieur ou diplômé d'une école de commerce, le candidat a complété ses études aux U.S.A. Il a fait ses premières armes dans un cabinet d'audit ou en contrôle de gestion. Il sait au mieux utiliser l'outil informatique.

Son dossier sera examiné immédiatement par les contacts en recrutement de SIRCA (leur écrire sous référence 77117 M), et il rencontrera, en France, avant la fin juillet, son futur patron brésilien.



**SIRCA**

33, rue Galilée 75116 Paris

ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONEES  
296-15-01

### GROUPE GUYOMARCH

recherche

pour prendre la responsabilité du développement d'une filiale nouvellement créée en ALLEMAGNE (100 km frontière française).

#### UN DIRECTEUR

attaché à la Direction Générale

MISSION :

- Définition et mise en œuvre de la stratégie de développement sur le marché allemand ;
- Réorganisation et mise en place de nouvelles structures ;
- Gestion administrative et financière.

IL EST REQUIS :

- au moins 3 années d'expérience commerciale ;
- la connaissance parfaite de la langue allemande.

La rémunération sera en rapport avec la compétence.

Envoyer curriculum vitae et présentations à :  
O. Chasseigne, 21, rue de la Paix, 75002 PARIS.

L'Hôpital pédiatrique d'Orléans-Libreville, recherche :  
- 1 médecin anesthésiste réanimateur ;  
- 3 internes à vocation (Pédiatrie-chirurgie) universitaires 1977-1978.  
Pour toutes correspondances, écrire au Directeur de l'Hôpital Pédiatrique d'Orléans, B.P. 105 LIBREVILLE (GABON).

BUREAU D'ETUDES  
internationales  
INGÉNIEUR  
ROUTIER  
VOIES URBAINES

voies rapides, projets et réalisations. Cet ingénieur diplômé, désireux de se voir confier des responsabilités dans divers pays étrangers, a acquis une maîtrise de sa technique au cours d'une expérience professionnelle de 6 à 8 ans minimum. Il sera libre très rapidement, un premier séjour à l'étranger pourra intervenir sans délai. Les candidats intéressés sont invités à envoyer (C.V. + photo) sous référence 855-105, sous pli fermé, à :  
L.T.P., 21, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris qui transmettra.

Couple  
avec trois enfants (2 et 5 ans)  
VILLA MODERNE  
au Lac de Zurich  
cherche  
personne  
aimant  
les enfants  
pour aider ménage  
et s'occuper occasionnellement  
des enfants  
Nous offrons :  
tenue libre, repos,  
chambre moderne en confort,  
avec petite cuisine,  
chambre de bain,  
petite terrasse  
dominant sur le lac,  
T.V., etc.  
Veuillez nous écrire  
sous pli fermé, no 4072

ANNONCES MOSSE S.A.

Cette postale, CH-8122

ZÜRICH

en logement C.V. concis,  
réf., présentations de nature  
IMPRÉVUE DE SERVICE

recherche  
pour opération  
en

ASIE DU SUD-EST

TOPOGRAPHES

BASÉS A SINGAPOUR

5 à 6 ans d'expérience  
bonne connaissance de l'anglais  
parlé et écrit  
préférence célibataire.  
Env. C.V. à 516 GRC-CONSULT,  
25, av. Gambetta,  
92100 BOULOGNE



Rijksuniversiteit  
Utrecht

Le Département de Littérature  
générale et comparée met  
à disposition le poste vacant :

### PROFESSEUR TITULAIRE DE LITTÉRATURE COMPARÉE

Les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

- des publications attestant qu'il pratique la description de la littérature dans ses aspects linguistiques et historiques.
- il connaît à fond la littérature internationale.
- il connaît à fond l'état de la recherche dans le domaine de la littérature comparée.
- il est un spécialiste des développements actuels de la théorie de la littérature.
- il a une expérience pédagogique, de préférence dans l'enseignement universitaire.
- il possède de préférence de suffisantes connaissances de la littérature néerlandaise pour les maîtres à profit dans ses recherches et son enseignement.
- il possède une maîtrise en français, allemand et flamand ; il possède activement au moins une de ces langues ; les candidats étrangers devront se déclarer compétents à l'écrit, à bref délai, la connaissance de la langue.
- il est disposé à remplir, au niveau universitaire, des tâches dérivant de l'organisation administrative et scientifique.

Les candidats à cette fonction sont priés d'envoyer, avant le 15 juillet, leur dossier (curriculum vitae, mention des diplômes, liste de publications) au président de la commission de sélection, le Professeur J.-J. Oversteegen, Bureau de la Faculté des Lettres, Multibank 97, Utrecht (Pays-Bas). Pour de plus amples renseignements, s'adresser au Professeur Oversteegen, tel. 030-518-141 (Institut de littérature générale et comparée) ou 030-518-1587.

La commission accueillera aussi les noms proposés par une tierce personne.

Ceux qui auraient déjà obtenu une offre précédente sont priés de bien vouloir s'abstenir.

Pour notre filiale italienne

proximité Florence

recherche

### COLLABORATEUR BILINGUE

Minimum 35 ans

Responsable de son travail, il devra assister notre marché, en faire l'inventaire, promouvoir et tester une politique de suivi commercial, l'imposer aux collaborateurs locaux. Ses méthodes doivent être claires, il devra lutter contre les influences locales et les attitudes acquiescentes. Rémunération intéressante liée aux résultats. A l'issue de cette première mission de un ou deux ans, il pourra se voir offrir un poste dans cette filiale ou en France.

Adr. lettre expliquant votre intérêt pour le poste, niveau actuel de rémunération, C.V. et photo sous n° 16342 CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, 75002 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

### COMPLEXE MINIER

au NIGER, exploitant en carrière un très important gisement métallique et développant ses installations d'extraction et de traitement

recherche :

### CHEF DE SERVICE MINIER

32 ans minimum, ayant impérativement une formation Ecole Nationale Supérieure des Mines et une expérience confirmée d'au moins 6 ans en exploitation, soit carrière, soit galerie, de minerais, de préférence métalliques.

Il est proposé une situation évolutive et des garanties sociales de premier ordre ainsi qu'une bonne socialisation des enfants.

Recevrez : P. Service Minier n° 1

CEPAGE

30, AVENUE ANNUAL L'EMPLOI 75180 MARLY LE ROI

SUD-EST ASIATIQUE

Firme ayant 20 ans d'activité dans le domaine d'équipements, usine clé en main, Construction navale et vente de navires, etc.

recherche :

### DIRECTEUR D'AGENCE

Parlant parfaitement l'anglais, et possédant une expérience en cette région du monde. Préférence TECHNICICO-COMMERCIAL.

Age de 35 ans minimum, après période probatoire, contrat minimum 3 ans renouvelable.

Env. C.V. et photo sous le n° 17.193 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

### FAITS ET JUGEMENTS

Albert Spaggiari  
les dégâts causés  
par son avion

### TRES IMPORTANTE SOCIETE

DISTRIBUTION DE PRODUITS TECHNIQUES

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour

MAGHREB

délégué commercial

et technique

Le candidat devra maîtriser la promotion des produits, de la mise en œuvre et de l'entretien des produits.

30 ans minimum

Expérience professionnelle en équivalent

Expérience de la distribution de produits techniques (P.T.)

Autonomie, sens des responsabilités.

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations

sous référence 855-105

à : L.T.P., 21, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris qui transmettra.

pour toutes correspondances, écrire au Directeur de l'Hôpital Pédiatrique d'Orléans, B.P. 105 LIBREVILLE (GABON).

BUREAU D'ETUDES internationales

INGÉNIEUR ROUTIER

VOIES URBAINES

voies rapides, projets et réalisations. Cet ingénieur diplômé, désireux de se voir confier des responsabilités dans divers pays étrangers, a acquis une maîtrise de sa technique au cours d'une expérience professionnelle de 6 à 8 ans minimum. Il sera libre très rapidement, un premier séjour à l'étranger pourra intervenir sans délai. Les candidats intéressés sont invités à envoyer (C.V. + photo) sous référence 855-105, sous pli fermé, à : L.T.P., 21, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris qui transmettra.

ANNONCES MOSSE S.A.

Cette postale, CH-8122

ZÜRICH

en logement C.V. concis, réf., présentations de nature IMPRÉVUE DE SERVICE

recherche pour opération en

ASIE DU SUD-EST

TOPOGRAPHES

BASÉS A SINGAPOUR

5 à 6 ans d'expérience

bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit

préférence célibataire.

Env. C.V. à 516 GRC-CONSULT, 25, av. Gambetta, 92100 BOULOGNE

ANNONCES MOSSE S.A.

Cette postale, CH-8122

ZÜRICH

en logement C.V. concis, réf., présentations de nature IMPRÉVUE DE SERVICE

recherche pour opération en

ASIE DU SUD-EST

TOPOGRAPHES

BASÉS A SINGAPOUR

5 à 6 ans d'expérience

bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit

préférence célibataire.

Env. C.V. à 516 GRC-CONSULT, 25, av. Gambetta, 92100 BOULOGNE

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU GABON

pour son usine de PORT-GENITIL

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

attaché au Département technique, il sera chargé des études : entretien et travaux neufs.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.

Formation Gdes Ecoles : Centrale, Arts et Métiers, etc.







OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 72
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 72
IMMOBILIER	26,00	32,08
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Société d'engineering spécialisée en construction d'usines clé en main leader européen de sa spécialité 80 % exportation**

**directeur financier adjoint** (réf. DF)  
30 ans minimum, de formation supérieure, parlant anglais et si possible autre langue, ayant occupé un poste de responsabilité sur l'exécution dans une société industrielle ou dans une banque. Destinée après un an à remplacer le Directeur actuel dans d'autres fonctions.

**ingénieur d'affaires** (réf. IA)  
Ingénieur type A.M. ou Travaux Publics. Expérimenté en engineering, sera responsable de la gestion d'un contrat : liaison avec client, charlier, bureau d'études, sous-traitants. Déplacements à l'étranger. Anglais indispensable.

**ingénieurs de chantier** (réf. IC)  
Expérience indispensable montage ou génie civil. Ils seront responsables de chantiers d'un montant de 30 à 50 millions F. Pour chacun d'eux, séjour à l'étranger minimum de 18 mois. Connaissance de l'anglais ou de l'espagnol.

**attachés à la direction financière**  
Le premier aura pour mission de placer une société au Maghreb pour un de nos clients. Formation financière ou DEC, il devra posséder quelques années d'expérience à parler couramment anglais. Résidence 1 an à l'étranger avec ensuite 2 ans en France. (réf. AD1)

**Le second interviendra dans la négociation de contrats sur le plan financier et juridique. Il aura environ 30 ans, formation supérieure, la fonction implique une maîtrise des problèmes financiers liés à l'exportation. Déplacements fréquents à l'étranger pour la mise en forme et le suivi des opérations. Anglais parlé couramment indispensable. Expérience de plusieurs années souhaitée au sein du Service étranger d'une banque ou d'une société internationale. (réf. AD2)**

**secrétaire de direction commerciale** (réf. SD)  
Bonne formation de base, bilingue ou trilingue. Grande disponibilité pour assister le directeur au cours des négociations à l'étranger.

**négociateur haut niveau** (réf. NE)  
Ingénieur grande école expérimenté dans les techniques du commerce international : contrat, paiement, crédit. Connaissance anglaise indispensable, autre langue souhaitée. Voyages fréquents. F. évolutif.

Pour toutes ces postes, adresser sous référence correspondante lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo récente EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**I.S.A.**  
ADAMEL  
1001, rue de la République  
recherche pour son  
LABORATOIRE  
d'ESSAIS  
et DEMONSTRATIONS  
CLIENTELE

**TECHNICIEN**  
Niveau V  
- Formation DUT mesures physiques  
- Expérience technique instrumentale ou équivalente  
- Expérience professionnelle 3-4 années dans domaine études et contrôle des matériaux (acier, plastiques et métallurgie).  
Anglais indispensable  
Déplacements fréquents France et étranger  
Adresser C.V. et prétentions

**GAP SOGETI**  
SYSTEMES

**3 ANALYSTES-PROGRAMMEURS**  
DÉBUTANTS  
(diplôme IUT ou équivalent) (réf. AM)

**5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS**  
EXPERIMENTES  
(2 à 5 ans d'expérience professionnelle) (réf. AM)

Les spécialistes suivants sont particulièrement recherchés :  
- PROGRAMMEUR IBM PL 1  
- META-SYMBOL, GAP 2, LOGOL  
Adresser C.V. et prétentions à :  
GAP SOGETI, 17, rue de la République, 75001 PARIS, 2, rue de la République, 75001 PARIS

**Shell Française**

**INSTRUMENTATION ELECTRICITE**

Quelle que soit votre formation de départ (IUT, Université, école d'ingénieurs) vous pouvez vous considérer aujourd'hui comme un véritable expert pour tout ce qui touche l'instrumentation liée à la régulation automatique.

Shell Française vous offre de poursuivre votre carrière avec elle. Dans ses unités de production à process continu, vous êtes plus orientés vers le fonctionnement des appareils de contrôle avec une certaine expérience en électricité industrielle. Dans ses bureaux d'études, si vous êtes plutôt un homme de process control, habitué à établir, sur des schémas de procédés, les spécifications, choisir les matériels, traiter avec les fournisseurs...

Votre famille appréciera de pouvoir, quel que soit le lieu de votre affectation, se trouver toujours proche d'une ville universitaire (Rouen, Aix, Bordeaux, Paris). Et si vous le souhaitez l'opportunité se présentera à vous d'être en poste à l'étranger au cours de votre carrière.

Pour rapidement contacter le cabinet de recrutement SIRCA sous référence 77113 M. Vous pouvez compter sur la discrétion de ses consultants.

**Sirca**  
33, rue Galilée 75116 Paris

**ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS**

dans le cadre du développement de ses activités recherche

**LE DIRECTEUR DE SES SERVICES EDITORIAUX**

ce poste de haute responsabilité requiert :  
- une formation supérieure,  
- une large expérience en l'édition d'ouvrages encyclopédiques ou de publications savantes les différentes branches du savoir et de la culture,  
- la capacité d'animer une équipe de collaborateurs,  
- le sens de la créativité mais aussi celui de la gestion, de l'organisation et du respect des délais.

Les candidatures seront reçues avec discrétion  
adresser votre curriculum vitae, curriculum vitae et photo à M. J.-J. Salmon, directeur général Encyclopædia Universalis, S.A. 10, rue Verneuil 75004 PARIS

**INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM**

Un cabinet international employant 14.000 personnes recherche, pour ses activités de conseil en gestion, en informatique, et en ressources humaines :

**jeunes diplômés grandes écoles débutants ou 2 à 3 ans d'expérience**

Les candidats retenus devront avoir une formation : Centrale, ESCP, ESSEC, HEC, Mines, Polytechnique, Sciences Politiques.

Ils posséderont les qualités requises pour les activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en France et aux Etats-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe.

Adresser C.V. détaillé sous référence 1708 à :  
**inter p.a.** 19, rue St-Marc - 75002 Paris qui transmettra.

Nous sommes une société en forte expansion dans la branche du Marketing Direct, avec plusieurs filiales en Europe et

**recherchons**  
pour notre nouvelle activité en France dans le Marketing Direct :  
- prestations de services pour la Marketing Direct.

**UN COLLABORATEUR DYNAMIQUE**  
pour la création et la direction de notre entreprise de Direct-Marketing en France, dans la région de Paris.

Cette tâche, essentiellement autonome, exige du spécialiste que nous recherchons des qualités exceptionnelles :

Il devra avoir :  
- 30 ans environ ;  
- bien connaître la vente par correspondance ;  
- avoir de l'expérience dans l'utilisation de matériel ;  
- avoir des qualités créatives et la connaissance des médias ;  
- être un homme de contact et avoir un esprit d'organisation ;  
- posséder une formation commerciale secondaire ou supérieure ;  
- parler couramment l'anglais ;  
- posséder une expérience en tant que consultant supplémentaire mais non indispensable.

Fonctionnez-vous toutes ces qualités ? Alors, nous vous offrons une situation exceptionnelle et un salaire en accord avec les exigences de la fonction ainsi qu'un profil de carrière intéressant.

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements, envoyez vos données de candidature au n° 69720 M. RECHERCHES, 25 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS, qui transmettra.

**gan via**

recherche pour son important département informatique (200 personnes) travaillant sur matériel IBM 370, DOS/VS, CICS/VS, PL1

**CHEF DE PROJET**  
(INGENIEUR GRANDES ECOLES : SUPLEEC, MINES...)

Ce poste permettra à un candidat dynamique de valoriser :  
- son expérience de l'analyse de S & S ;  
- son sens des contacts humains et de l'organisation, ses aptitudes à l'encadrement.

La connaissance de l'anglais est exigée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Mme DESGEY, 2, rue Filles du Calvaire - 75009 PARIS. Discretion assurée.

**Pour le Département Additifs Lubrifiants ROHM AND HAAS FRANCE S.A.**

recherche

**1 INGENIEUR**

- Formation : Ingénieur Chimiste ou Mécanicien - Ecole des mines appréciée.  
- Expérience : 5 ans minimum dans lubrifiants.  
- Responsabilités : Support technique - Clientèle dans plusieurs pays d'Europe.

Voyages 40 à 50 % du temps.  
Parfaitement bilingue anglais, allemand souhaité.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions au Chef du Personnel, ROHM AND HAAS FRANCE S.A., 185, rue de Percy - 75019 PARIS - CEDEX 12.

**RENAULT EQUIPEMENTS ET TECHNIQUES**  
Département Agro-Alimentaire

Notre vocation est de promouvoir et de réaliser l'implantation de matériel français à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient). Pour diffuser notre équipe nous recherchons des

**ingénieurs d'affaires**

De formation supérieure (ENSA, ENSIA, TNA, A. et M...), vous avez acquis au cours de vos études d'expérience dans le domaine agro-alimentaire ou agro-industriel, une solide pratique de la négociation de contrats importants à l'étranger dont vous avez peut-être eu également la réalisation. Vous avez fait vos preuves en ce domaine et vous souhaitez maintenant élargir le champ de vos responsabilités.

Au sein de notre Département nous voulons vous confier :  
- la prospection et la préparation des propositions,  
- les négociations techniques et financières,  
- la coordination de nos partenaires, des distributeurs, des process, des entreprises et des fournisseurs.

Outre de réelles qualités de manager, une parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire pour réussir dans ce poste. La connaissance de l'arabe serait très appréciée.

Le poste implique de fréquents déplacements.

Nous avons confié aux membres de notre Département Recrutement d'EUREQUIP, le soin d'examiner les candidatures. Ecrivez-leur sous référence 20.70-M.

**EUREQUIP**  
Département Recrutement  
B.P. 30 - 92420

**SPERRY UNIVAC ordinateurs**

**ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION**

Formation DUT minimum - 2 ans d'expérience.

connaissances appréciées :  
- Système DOS - Temps Réel  
- Applications comptables et financières.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel sous référence M 20 - SPERRY UNIVAC, 3, rue Belfort - 92005 PUTEAUX - Réponse et discrétion assurées

**STÉ EUROPÉENNE DE MATÉRIAUX D'EMBALLAGES SOUPLES**

recherche pour PARIS et LYON

**2 AGENTS**  
**TECHNICO-COMMERCIAUX**

pour clientèle alimentaire et industrielle LANGUES ALLEMANDE SOUHAITÉES

Bor n° 1525 COUTESSE Publiété, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

**Chef de Projet Développement Construction Métallique/Béton**

Spécialiste reconnu des matériaux d'isolation, la Société a toujours appuyé son service technologique et commerciale sur les travaux de son service Recherche et Développement.

Le Chef de Projet est le responsable d'études et d'engagements à tous niveaux (recherche, fabrication, vente) pour les missions dont il est le responsable. Il étudie les réalisations industrielles dans toutes leurs dimensions et à tous les stades : de la pré-étude et la mise au point des produits jusqu'au processus d'industrialisation. De plus, dans sa spécialité construction métallique et/ou béton, il est expert et conseil auprès des autres services et représente la société à l'extérieur.

C'est un ingénieur de haut niveau (ECP, P et C, AM...) possédant une expérience d'au moins cinq ans dans les métiers du bâtiment (produits, chantiers, BE...) et parlant si possible anglais ou allemand. L'efficacité de son action réside surtout dans ses compétences techniques que de son rayonnement personnel.

Les Ingénieurs intéressés par cette orientation de leur carrière sont invités à adresser leur dossier sous référence RD 616/M à SEFOF qui les en remercie.

7 rue Lincoln 75008 PARIS



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## INGÉNIEUR MÉTHODES

**SOCIÉTÉ DE NOTORIÉTÉ INTERNATIONALE SUR LE PLAN SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL**, nous proposons de participer au développement de notre service méthodes et à notre très forte expansion.

Au sein d'une jeune équipe, vous serez associé à l'optimisation d'un produit de haute technicité et à l'amélioration de ses méthodes de fabrication.

Vous êtes un **INGÉNIEUR DIPLOMÉ EN SAM**. Vous avez une première expérience d'environ deux années que vous avez acquise au contact de la production ; de plus, vous avez une bonne connaissance des techniques de fabrication série.

Ce poste vous offrira un intérêt technique et une possibilité de réelle possibilité.

Envoyer sous la référence 6.723, à PUBLIFANCEL, 30, rue Richer, 75441 Paris - Cédex 08, qui transmettra.



## INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Formation électromécanique ou électronique pour étude et réalisation de centraux téléphoniques.

Connaissances de l'anglais souhaitées.

Envoyer C.V. sous référence No 24 - CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel 251 rue de Valenciennes 75740 PARIS CEDEX 15

## BANQUE DE GROUPE EN FORTÉ EXPANSION

recherche pour son

### SERVICE TRÉSORERIE

## comptable

### classe III ou IV

Ayant 5 années d'expérience en comptabilité générale et comptabilité analytique.

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

## OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

RECRUTE DES

## ETUDIANTS

POUR PARTICIPER DANS

TOUTES LES UNIVERSITÉS DE PROVINCE

ET DE PARIS A SA CAMPAGNE

DE PROMOTION DE LA PRESSE ECRITE

ET DE VENTE D'ABONNEMENTS DANS

LE MILIEU UNIVERSITAIRE ET SCOLAIRE.

DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1977 AU 30 JUIN 1978.

Les candidats devront :

• Etre inscrits régulièrement à l'université pour l'année 1977-1978.

• Etre aptes à la vente, posséder une bonne culture générale et avoir le goût des contacts.

• Etre capables de recruter, former, diriger et contrôler une équipe de délégués étudiants.

• Connaître parfaitement leur ville, disposer d'une voiture et, si possible, du téléphone.

L'activité qui s'exerce uniquement sur le lieu de leurs études est compatible avec la poursuite normale de celles-ci ; il est demandé 25 heures environ de travail effectif par semaine.

La rémunération, liée aux résultats, garantit des gains élevés.

Adressez votre candidature (curriculum vitae manuscrit + photo d'identité récente) à :

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

15, RUE TIPHAIN - 75740 PARIS CEDEX 15

Il sera répondu à toutes les candidatures.

## ASSISTANT A LA DIRECTION FINANCIERE

Un groupe important d'établissements de Crédit et de Leasing cherche un collaborateur de haut niveau pour :

• animer et organiser le contrôle interne de tous les Services de la Direction Financière ;

• analyser les résultats périodiques des différentes Sociétés du Groupe, en faire la synthèse et en dégager, le cas échéant, des propositions visant à améliorer les conditions de gestion.

Ce collaborateur pourra bénéficier de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Il sera diplômé d'une Ecole de Commerce et il aura au moins 4 ans d'expérience comptable et financière acquise dans un établissement ou dans la Direction Financière d'une grande entreprise.

Envoyer sous référence 376 M à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**giserti** 49, Avenue de l'Opéra 75002 Paris  
SELECTION

## banque

### CHEF DE SON SERVICE ETRANGER

• la candidate, 40 ans minimum, sera parfaitement au courant des techniques de règlements et de financements à court terme, du commerce extérieur et notamment des crédits documentaires.

• Il aura acquis cette expérience au cours de quatre années de pratique bancaire dont au moins cinq ans à un niveau de responsabilité de service.

• Il aura par ailleurs la connaissance du commandement et de l'organisation pour assurer un service au sein d'une Direction Internationale en expatriation.

• Une formation supérieure bancaire de type IRE ou CERS sera très appréciée.

Envoyer C.V. détaillé et photographies sous référence 376 M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

## ingénieur mise au point

• technicien, physique, log. math. (type A. & M., INSA, polytech-classe, etc.)

• expérience en industrie des moteurs de 3 ans minimum ; débutant possible.

• anglais indispensable.

• rôle principal : recherche et mise au point de nouvelles techniques de fabrication et de conditionnement.

Les candidats seront convoqués dans la 1<sup>re</sup> semaine du mois d'août.

Envoyer C.V., photo et prétentions au :

Service Recrutement, 3M FRANCE, 2, Avenue Baud - 92250 BEAUCOURT.

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

## SAVAM - SOISSONS

1<sup>er</sup> transporteur national de volumineux (450 véhicules), recherche SON

## RESPONSABLE LOGISTIQUE

Maîtrisant parfaitement les techniques du transport et rompu aux négociations commerciales, il se verra confier la Direction du département EXPLOITATION de la Société (20 personnes).

SA MISSION :

• gérer l'ensemble du parc au niveau de la production, de la tarification et des études statistiques ;

• former et animer l'équipe d'agents d'exploitation ;

• conseiller, sur un plan technique, le Directeur Commercial dans ses relations avec la clientèle.

Adressez C.V. et rémunération actuelle à :

Solange MONTEL, sous référence 35343 (M).

PLEIN EMPLOI

10, rue du Mol, 75002 Paris.

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

## INGENIEUR SUIVI DE FABRICATION

Au sein de l'une de nos divisions travaillant sur un produit de grande série à haute technicité, il sera chargé de la mise en place et de la gestion de plans de surveillance au sein de la Direction Responsable.

Il sera associé à l'élaboration et à la mise au point de plans de surveillance.

Il aura acquis cette expérience au cours de quatre années de pratique bancaire dont au moins cinq ans à un niveau de responsabilité de service.

Il aura par ailleurs la connaissance du commandement et de l'organisation pour assurer un service au sein d'une Direction Internationale en expatriation.

Une formation supérieure bancaire de type IRE ou CERS sera très appréciée.

Envoyer C.V. détaillé et photographies sous référence 376 M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

## DMC

Pour assurer le développement d'une de nos filiales, spécialisée dans la mode féminine, nous recherchons un

## Directeur Commercial

pour lui confier la responsabilité

— d'étudier, de proposer et de mettre en œuvre les améliorations à apporter à la politique commerciale et à la gamme des produits

— de développer la vente de produits de marque en France (réseau de représentants exclusifs - C.A. M.F.) et à l'étranger.

Ce poste, basé à Paris, conviendrait à

Sup. de Co, EDHEC,...

ou équivalent, 35 ans minimum, possédant une expérience de l'animation des ventes et marketing de produits de grande consommation.

Les dossiers de candidatures - sous réf. M.7334 - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publieux Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Envoyer C.V. sous référence RIOL

(à mentionner sur l'enveloppe) à :



1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.















# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DANS SES NOUVELLES PROPOSITIONS

## La C.G.T. va sur plusieurs points plus loin que le programme commun

L'ensemble des positions de la C.G.T. de ses revendications et de ses propositions — pour l'immédiat comme dans la perspective de 1978 — ont été rendues publiques, ce lundi 20 juin, par les dirigeants confédéraux, une semaine exactement après le vote par la C.F.D.T. de sa propre « plate-forme de revendications et d'objectifs immédiats ». Des conversations vont maintenant s'engager entre les deux centrales, en vue de parvenir à une véritable commune dans la perspective des négociations engagées avec un gouvernement de gauche arrivant au pouvoir. Dans les deux confédérations, on se montre optimiste à l'égard de l'harmonisation possible entre les deux programmes.

Sur la détermination et l'extension des droits et libertés, la C.G.T. reprend toutes les revendications habituelles. En matière de fiscalité, la confédération propose que la réduction ou la suppression immédiate de la T.V.A. s'accompagne de la révision de l'impôt sur le revenu : révision annuelle du barème, relèvement de la déduction d'impôt pour les familles de 10 à 15 %, réduction spéciale de 15 % pour les retraités, déduction spéciale pour les mères salariées, exonération pour les femmes au service militaire. Elle suggère en outre une révision des impôts locaux, l'imposition accrue des sociétés et des entreprises, la création d'un impôt progressif sur le capital et l'actif des grandes sociétés, une lutte plus active contre la fraude fiscale.

Tout salarié et toute employée par son employeur a droit à un salaire décent, c'est-à-dire un salaire qui lui permette de vivre dignement, de faire face à ses besoins, de participer à la vie sociale. La C.G.T. réclame dans un chapitre spécial, ses objectifs en faveur des travailleurs, des jeunes, des immigrés, des retraités, des ingénieurs, cadres et techniciens. Elle réclame des réformes de structure et de la nouvelle politique économique à appliquer, la C.G.T. se prononce pour la nationalisation « du crédit des banques, des compagnies d'assurance, de la sidérurgie, de l'industrie du pétrole et de l'énergie atomique dans toutes ses composantes, des groupes dominants de l'électro-

## La Commission européenne se prononce mercredi sur le recours français aux clauses de sauvegarde

Le gouvernement a annoncé (le Monde daté 19-20 juin) qu'il avait décidé de mettre en œuvre, à partir du 22 juin, les mesures de sauvegarde prévues par l'article 19 du GATT pour quatre produits textiles (chemises, chemisiers, tee-shirts et fils de coton). Des contingents d'importation seront déterminés en fonction des taux de production en 1976 des importateurs de ces produits. Ces mesures ne seront pas appliquées aux pays associés à la Communauté. Le gouvernement prendra en outre des mesures de sauvegarde limitées à cinq pays (Maroc, Tunisie, Espagne, Turquie et Haïti) pour quatre autres produits : robes et jupes, costumes, pantalons, tissus de coton.

La France a averti la Commission européenne de ces décisions vendredi 7 juin. Pour l'heure, ces mesures ont été accueillies avec calme à Bruxelles, où l'on n'ignore pas les difficultés réelles du textile européen, notamment français. La Commission décidera, probablement mercredi 23 juin, si elle applique les mesures décidées unilatéralement par la France.

celles de fils de coton 122,3 millions de francs. Par ailleurs, les clauses de sauvegarde ne concernent qu'un nombre limité de pays exportateurs, pour l'essentiel les pays de l'Est, les pays d'Asie et d'Amérique latine. Il existe notamment la plupart des pays européens n'appartenant pas à la C.E.E. parmi lesquels on trouve un certain nombre de concurrents dangereux (Espagne, Turquie, Egypte, Israël, Grèce, etc.), ainsi que les pays d'Afrique. Or, c'est de ces derniers que proviennent la majeure partie des importations réalisées par les groupes français qui possèdent des usines à l'étranger. Outre le fait que ces mesures freinent donc les échanges internationaux du textile (Proust Masurel, Dolfus Mig-Texturion, Agache Willet), elles risquent d'être contrecarées par les dédouanements de trafic si on ne renforce pas dans le même temps les contrôles aux frontières sur l'origine des produits. Les pratiques consistant à faire transiter par un pays de la C.E.E. ou un pays associé des produits fabriqués à l'étranger, à Singapour ou ailleurs, sont en effet d'autant plus courantes qu'il n'existe aucun règlement européen définissant l'origine des produits et qu'il suffit souvent de coudre une étiquette pour faire passer un vêtement R.F.A. pour qu'il entre librement en France.

Si ces mesures ne s'inscrivent pas dans un plan global de sauvegarde, elles risquent de pousser de sept mois les problèmes, voire, à terme, les aggraver. Une large part de la crise traversée par l'industrie textile française est due à une baisse de prix, conséquence d'un protectionnisme trop longtemps maintenu. L'industrie textile française souffre aujourd'hui d'avoir eu pendant de longues années la vie facile, profitant d'un marché en pleine expansion, protégé par des barrières douanières beaucoup plus sévères que dans les autres pays du Marché commun, et de marchés coloniaux qui étaient une véritable chasse gardée. C'est elle à dû déchanter depuis quelques années, et bon nombre d'entreprises ont fait de gros efforts pour s'adapter à un paysage économique nouveau. De grands groupes se sont constitués, qui n'ont — à l'exception de Bousquet — rien à envier aux industries les plus avancées. Reste que beaucoup de chefs d'entreprise, petites et moyennes, sont trop souvent attachés à des habitudes de gestion, de production, de politique commerciale défectueuses, et que c'est à peine si les organisations professionnelles commencent à comprendre que l'heure n'est plus aux querelles intestines. Pour survivre, il faut que l'industrie textile réagisse, et vite. Il faut accélérer la spécialisation des petites firmes vers des produits plus « mode », et encourager les contacts au niveau des produits entre les différents secteurs de production (filature, tissage, confection) qui vivent encore souvent dans une superbe ignorance. Il faut développer les actions de promotion en France et à l'étranger, et encourager le regroupement des entreprises. Il faut enfin recommander l'investissement et la production en grande série, afin d'améliorer la productivité.

VERONIQUE MAURIS.

### Des pouvoirs importants aux comités d'entreprise

La C.G.T. réaffirme trois directions de réformes institutionnelles. Elle veut d'abord démontrer la composition et élargir les pouvoirs du Conseil économique, social et professionnel des entreprises. Elle veut ensuite, conformément à la représentativité de leurs organisations, elle souhaite donner aux entreprises nationales une large autonomie de gestion et aux représentants élus des travailleurs un poids important dans le conseil d'administration de ces entreprises. Enfin, la C.G.T. réclame dans toutes les entreprises des droits étendus et des moyens d'information accrue en faveur des organisations syndicales, ainsi que des pouvoirs importants pour les comités d'entreprise. Les travailleurs doivent être consultés, notamment sur la gestion du personnel et disposer d'un droit de recours suspensif pour tout ce qui concerne l'emploi, les investissements, les restructurations, le travail, l'hygiène, etc. Les activités et réalisations sociales devraient être placées sous la responsabilité des comités d'entreprise. Les contributions des entreprises à ces activités sociales ne pouvant pas être inférieures à 5 % des salaires versés.

### Une efficacité limitée

En décidant d'invoquer la clause de sauvegarde pour quatre produits textiles, les pouvoirs publics vont beaucoup plus loin que par le passé. L'article 19 du GATT existe depuis 1947. Il autorise un pays à suspendre ses engagements internationaux, si, en raison de circonstances, un produit est importé sur son territoire en quantités réellement accrues et à des conditions de concurrence telles qu'il menace de porter un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires.

La France n'a eu, en trente ans, recours à la clause de sauvegarde que quatre fois (notamment pour la viande, en 1976). La décision nouvelle permettra au gouvernement de la fois de rassurer les professionnels dont la « grappe » devient par trop voyante, et de faire la preuve vis-à-vis de ses partenaires européens et multilatéraux que les mesures de sauvegarde ne sont pas une menace de porter un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires.

Le recours à l'article 19 ne signifie pas un arrêt pur et simple des importations, mais le maintien des importations à leur niveau de 1976, déjà fort élevé. D'autre part, il ne touche que quelques produits, choisis en fonction soit de l'importance du taux de pénétration des importations par rapport à la consommation française (65 % pour les tee-shirts, 44,3 % pour les chemises, et 45 % pour les chemisiers), soit de la rapidité de croissance de ces importations (des importations de fils de coton ont augmenté de 30 % au premier trimestre).

Or, sauf en ce qui concerne les fils de coton, ces produits ne représentent qu'une part très limitée de la production; au total, le chiffre d'affaires concerné par le tissu en œuvre de ces mesures devrait être limité. En 1976, les importations de chemises et de chemisiers en provenance des pays visés par la clause de sauvegarde n'ont représenté que 118,5 millions de francs et 88 millions de francs respectivement.

### ALLOCATIONS FAMILIALES

Mme Veil : en 1978, les prestations augmenteront de 2 000 F à 4 000 F pour 1,3 million de familles

De notre correspondant

Strasbourg. — Les prestations familiales augmenteront cette année de 10,5 %. En 1978, intervient l'année des réajustements, dont la première date le 1<sup>er</sup> janvier. Mme Simone Veil, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, qui assistait dimanche 19 juin à la séance de clôture du congrès de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), qui a rassemblé pendant le week-end près de cinq cents délégués à Strasbourg.

L'augmentation en deux étapes des prestations, mesure réajustée depuis longtemps par l'UNAF, qui assure la voir institutionnelle, représente, d'après Mme Veil, un « effort considérable » : 850 millions de francs en 1977, et 1,3 milliard de francs en 1978. Le ministre a précisé que la mise en œuvre, l'an prochain, du complément familial adopté par le Parlement signifiait, pour la moitié des millions de familles, une augmentation des prestations de 2 000 francs, et pour l'autre moitié de 4 000 francs, « soit respectivement deux et quatre fois de plus ».

mental était bien de maintenir à leur niveau les ressources des caisses et de les affecter à la politique familiale.

Les mesures prévues pour 1978 devaient ramener l'excédent de 3 milliards de francs, prévu pour l'année à venir, à un peu plus de 1 milliard de francs. Cela indique clairement, d'après le ministre, la volonté gouvernementale de réserver pour l'essentiel le produit des cotisations au développement des prestations familiales.

En revanche, Mme Veil n'a pas pris en compte la demande de l'UNAF, qui visait à séparer totalement les moyens de financement de la sécurité sociale.

Le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a également annoncé pour 1978 la mise en œuvre d'un statut social de la mère de famille. Cette dernière bénéficiera des prestations familiales et de l'assurance-maladie, indépendamment de sa situation de salariée ou de celle de son mari.

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Pr. suisses	Pr. français
12 heures...	4 7/8	5 7/8	3 1/4	4 1/4
1 mois...	5 1/2	6	3 3/4	4
3 mois...	5 3/4	6 1/2	3 3/4	4 1/4
6 mois...	5 7/8	6 3/4	3 3/4	4 1/2
1 an...	6 1/8	6 7/8	3 3/4	4 3/4
18 mois...	6 1/2	6 3/4	3 3/4	4 3/4
24 mois...	6 1/2	6 3/4	3 3/4	4 3/4

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION 8, avenue de Pékin, El-Mouradia - ALGER RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Le Ministère de l'Éducation de la République algérienne démocratique et populaire informe que des postes de professeurs pour l'année scolaire 1977-1978 (rentrée prévue le 15 septembre 1977) dans les disciplines suivantes :

- Mathématiques.
- Sciences Physiques.
- Sciences Naturelles.
- Lettres Modernes.
- Mécanique générale.
- Électro-Technique.
- Dessin Industriel.

Peuvent faire acte de candidature les titulaires des diplômes suivants : Agrégés, Certifiés (P.T.A.) L.T. - Ingénieurs - 578 pour l'enseignement technique.

#### MODALITÉS DE RECRUTEMENT

- Personnel titulaire de l'Éducation : Adresser candidature au Ministère français de l'Éducation et transmettre copie de la candidature au Ministère Algérien de l'Éducation, 8, avenue de Pékin - ALGER, et copie au Ministère français des Affaires Étrangères - Direction des Relations Culturelles Scientifiques et Techniques, 34 et 36, rue de la Pérouse, 75016 PARIS.
- Personnel non titulaire : Adresser la candidature au Ministère français des Affaires Étrangères - Direction Générale des Relations Culturelles Scientifiques et Techniques, 34 et 36, rue de la Pérouse, 75016 PARIS, et faire parvenir copie de la candidature au Ministère algérien de l'Éducation à ALGER.

## CONTRE LE VOL ALARME 2000

une grande réussite de l'électronique française

### Le nouveau Radar hyperfréquence DI 60ME fonctionnement immédiat sans installation

étudié et réalisé dans nos laboratoires réunissant toutes les conditions de la protection totale et évite les installations coûteuses.

- Adaptable à tous les locaux.
- Rayon de protection réglable de 2 à 30 m.
- Insensible à l'intrusion.
- Inextinguible.
- Autonomie totale d'alimentation (2 ans).
- Pas de déclenchement intempestif.

ALARME 2000  
8, rue Gudin 75016 Paris  
7 agences régionales  
90 conseils en protection à votre service

Plus de 10.000 appareils en fonctionnement : particuliers, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.



Pour connaître toutes les possibilités du DI 60ME remplissez et retournez en bon 8, rue Gudin 75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part recevoir une information personnelle sur le DI 60 ME

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

SEES

**maisons de campagne**

**propriétés**

**fermettes**

Information Logement  
**525.25.25**

au lieu de chercher au hasard  
votre appartement...  
consultez

Information Logement  
**525.25.25**

PAR ADJUDICATION

NAVIGATION MIXTE : UNE PRÉCISION

regrettable « marée » a été le sens de l'article intitulé « marée » dans la revue des « Mondes » daté 19-20 juin. La rédaction originale de l'article, qui a été publiée dans la revue de Paris, n'a pas pu être effectuée sans les parties en présence intervenant pendant l'opération, sachant que par voie d'achat, soit pour la faire, soit pour s'assurer de la « marée ».

**DU NOUVEAU POUR L'EAU**

une inverse, un procédé d'ultrafiltration de l'eau déjà dans de nombreux centres, trouve maintenant, une grande nouveauté, son utilisation pratique à l'usage des systèmes robinet sur votre robinet d'eau d'exception et permet d'éviter l'achat transport de l'eau en fil.

en savoir plus, écrivez à :  
CULLIGAN FRANCE  
1285 CLAYES-LE-BOIS  
TEL : 055-90-55.











